



Direction générale des études et des statistiques sectorielles

Annuaire statistique de l'économie et des finances 2022



Août 2023

Annuaire statistique

de l'économie et des finances

2022

Août 2023

AVANT-PROPOS



Le Ministère de l'économie, des finances et de la prospective a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique du Gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du domaine foncier national, de prospective, de planification, de programmation, de gestion durable du développement et d'aménagement du territoire. A ce titre, mon département collecte, stocke, traite, analyse et diffuse des données permettant d'orienter le Gouvernement, ses partenaires et autres utilisateurs sur les défis majeurs et les mesures à prendre sur les questions de l'économie, des finances et de développement.

Dans cette optique, l'annuaire statistique de l'économie et des finances (ASEF) est élaboré chaque année suivant les principes énoncés par la Charte africaine de la statistique. Aussi, la production et la diffusion régulière de statistiques économiques et sociales de qualité est retenue comme l'un des défis de la Politique du secteur de la gouvernance économique (PSGE 2018-2027).

La production de l'ASEF vise principalement à promouvoir la culture statistique au sein de mon département et à assurer le devoir de redevabilité en mettant à la disposition des utilisateurs des données fiables.

Ainsi, l'annuaire statistique de l'année 2022, onzième du genre, fournit des informations relatives entre autres, aux domaines économique, sociodémographique, monétaire et financier sur la période 2013-2022.

J'exprime ma profonde reconnaissance et mes remerciements à tous les acteurs et actrices aussi bien internes qu'externes à mon département, pour leurs contributions indispensables à la réalisation de la présente édition.

Par ailleurs, j'invite toutes les structures à mutualiser davantage leurs efforts afin de relever les défis qui se posent au Ministère en matière de production statistique. Je les exhorte alors à entretenir de bonnes relations de travail et de collaboration de sorte à favoriser l'amélioration du système d'information du Ministère, qui garantisse la production et la publication de données de qualité.

**Le Ministre de l'économie, des finances
et de la prospective**

Aboubakar NACANABO

Chevalier de l'Ordre du Mérite de l'Economie et des Finances

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	4
TABLE DES MATIERES	5
SIGLES ET ABREVIATIONS	7
LISTE DES TABLEAUX	9
DEMARCHE METHODOLOGIQUE.....	14
PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE	16
1.1. ORGANISATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE	17
1.2. ORGANIGRAMME DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE	20
1.3. MOYENS DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE	21
1.3.1. <i>Ressources humaines du ministère</i>	21
1.3.2. <i>Ressources financières du ministère</i>	22
DEUXIEME PARTIE : QUELQUES DONNEES SOCIOECONOMIQUES.....	23
2.1. DONNEES DEMOGRAPHIQUES	24
2.2. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE AUX PRIX COURANTS	25
2.3. ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE EN VOLUME AUX PRIX DE L'ANNEE PRECEDENTE CHAINEE	26
2.4. AUTRES ELEMENTS DE COMPTABILITE NATIONALE	27
2.5. INDICATEURS DE L'INFLATION.....	27
2.6. INDICE DE DEVELOPPEMENT HUMAIN	27
2.7. INDICATEURS DE PAUVRETE	27
TROISIEME PARTIE : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET	28
3.1. RECETTES BUDGETAIRES.....	29
3.1.1. <i>Situation globale des recettes</i>	29
3.1.2. <i>Situation détaillée des recettes par nature et par région</i>	30
3.1.3. <i>Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)</i>	35
3.2. DEPENSES BUDGETAIRES	37
3.2.1. <i>Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire</i>	37
3.2.2. <i>Evolution des dépenses par ministère et institution</i>	39
3.2.3. <i>Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution</i>	58
QUATRIEME PARTIE : SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE	85
4.1. ENCOURS DE LA DETTE.....	86
4.2. SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE.....	86
4.3. RATIOS D'ENDETTEMENT	87
4.4. TIRAGES SUR EMPRUNTS.....	87
4.5. ALLEGEMENTS DE DETTE OBTENUS	87
CINQUIEME PARTIE : SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	88
5.1. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR NATURE DE FINANCEMENT	89
5.2. PRINCIPAUX RATIOS DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	90
5.3. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT PAR DONATEUR	90
5.4. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT SELON LES INSTRUMENTS DE FINANCEMENT	91
SIXIEME PARTIE : TABLEAUX DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT ET SOLDES CARACTERISTIQUES	99
6.1. SITUATION DES OPERATIONS DE RECETTES DE L'ETAT	100
6.2. SITUATION DES OPERATIONS DE DEPENSES DE L'ETAT	101
6.3. SITUATION DES SOLDES CARACTERISTIQUES.....	102

SEPTIEME PARTIE : COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES	103
7.1. COMPTE DES REGIONS.....	104
7.2. COMPTES DES COMMUNES.....	105
7.3. RECETTES ET DEPENSES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES PAR NATURE	108
HUITIEME PARTIE : SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR.....	109
8.1. SOLDE COMMERCIAL.....	110
8.2. EXPORTATIONS	110
8.3. IMPORTATIONS	116
NEUVIEME PARTIE : BALANCE DES PAIEMENTS ET SITUATION MONETAIRE.....	121
9.1. BALANCE DES PAIEMENTS	122
9.2. SITUATION MONETAIRE	124
DIXIEME PARTIE : INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE	130
10.1. CRITERES DE CONVERGENCE UEMOA.....	131
10.2. CRITERES DE CONVERGENCE CEDEAO	131
ONZIEME PARTIE : AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	132
11.1. STATISTIQUES DES PASSATIONS DE MARCHES PUBLICS	133
11.2. STATISTIQUES DE L'INCLUSION FINANCIERE	134
11.3. STATISTIQUES DES AFFAIRES IMMOBILIERES ET DE L'EQUIPEMENT DE L'ÉTAT.....	137
11.4 STATISTIQUES SUR LA BUDGETISATION SENSIBLE AU GENRE ET AUX DROITS DE L'ENFANT (BSGDE)	138
GLOSSAIRE	139
METADONNEES	148

SIGLES ET ABREVIATIONS

ACDI	: Agence canadienne de développement international
AE	: Autorisation d'engagements
AJE	: Agence judiciaire de l'Etat
AMC	: Affaires mondiales Canada
ANDFOP	: Agence nationale du domaine foncier des organismes publics
APD	: Aide publique au développement
ASEF	: Annuaire statistique de l'économie et des finances
BAD	: Banque africaine de développement
BADEA	: Banque arabe pour le développement économique en Afrique
BAES	: Bureau d'analyse et d'études stratégiques
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIDC	: Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO
BOAD	: Banque ouest africaine de développement
CAF	: Coût assurance et fret
CASEM	: Conseil d'administration du secteur ministériel
CCP	: Comptes courants postaux
CEDEAO	: Communauté économique des états de l'Afrique de l'ouest
CENTIF	: Cellule nationale de traitement des informations financières
CID	: Circuit informatisé de la dépense
CMDA	: Cellule ministérielle de déconcentration administrative
CMLS	: Comité ministériel de lutte contre le sida
CNDP	: Comité national de la dette publique
CNE	: Caisse nationale d'épargne
CODEP-MP	: Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics
COSED	: Comité de suivi de l'économie et du développement
CP	: Crédit de paiements
CPC	: Cadre permanent de concertation
CSEBT	: Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie
CTCI	: Classification type du commerce international
DAB	Distributeurs automatiques de billets
DDII	: Direction du développement institutionnel et de l'innovation
DDP	: Direction de la dette publique
DGAIE	: Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat
DGB	: Direction générale du budget
DG-CMEF	: Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
DGCOOP	: Direction générale de la coopération
DGCT	: Direction générale des collectivités territoriales
DGD	: Direction générale des douanes
DGDT	: Direction générale du développement territorial
DGEP	: Direction générale de l'économie et de la planification
DGESS	: Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DGF	Direction de la gestion des finances
DGF	: Dotations globales de fonctionnement
DGI	: Direction générale des impôts
DGTCP	: Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique
DRH	Direction des ressources humaines
DSOFE	: Direction du suivi des opérations financières de l'Etat
DTS	: Droit de tirage spécial
EPE	: Etablissement public de l'Etat
FAD	: Fonds africain de développement
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FBDES	: Fonds burkinabè de développement économique et social
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
FOB	: Free on board (sans frais à bord)

GAB	Guichets automatiques de billets
GIZ	: Deutsche gesellschaft für internationale zusammenarbeit
IAP	: Instrument automatisé de prévision
IARD	Incendies, accidents et risques divers
IDH	: Indice de développement humain
IGF	: Inspection générale des finances
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INS	: Institut national de la statistique et de la démographie
KFW	: Kreditanstalt Für Wiederaufbau
LONAB	: Loterie nationale burkinabè
ME	: Monnaie étrangère
MEFP	Ministère de l'économie, des finances et de la prospective
na	: Non applicable
nd	: Non disponible
nda	: Non déclaré ailleurs
OFID	: Fonds de l'OPEP pour le développement international
ODD	: Objectif de développement durable
ONG	: Organisation non gouvernementale
OPEP	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
PAP	: Plan d'action prioritaire
PGA	: Plateforme de gestion de l'aide
PIB	: Produit intérieur brut
PNDES	: Plan national de développement économique et social
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
PSTE	: Pays pauvres très endettés
PS	: Perceptions spécialisées
PSGE	: Politique du secteur de la gouvernance économique
PTF	: Partenaires techniques et financiers
REV	: Revenu
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitation
SFD	: Système financier décentralisé
SIGASPE	: Système intégré de gestion administrative et salariale du personnel de l'Etat
SONABEL	: Société nationale d'électricité du Burkina
SP-CNPE	: Secrétariat permanent du Comité national de politique économique
SP-CPF	: Secrétariat permanent du Comité de politique fiscale
SP-ITIE	: Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives
ST-PIF	: Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière
TAF	: Taxe sur les activités financières
TBS	: Taux de bancarisation strict
TGUSF	: Taux global d'utilisation des services financiers
TINc	: Taux d'intérêt nominal des crédits
TINd	: Taux d'intérêt nominal des dépôts
TMDC	: Trésoreries des missions diplomatique et consulaire
TOFE	: Tableau des opérations financières de l'Etat
TPP	: Taxe sur les produits pétroliers
TUSM	: Taux d'utilisation des services de microfinance
TUSME	: Taux d'utilisation des services de monnaie électronique
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
UPPP	Unité de partenariat public-privé
UR	: Unité de recouvrement
VA	: Valeur ajoutée
VAN	: Valeur actualisée nette
XBs	: Exportation des biens et services

LISTE DES TABLEAUX

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité et les sorties temporaires	21
Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut.....	21
Tableau N°1.3 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par région.....	21
Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge	21
Tableau N°1.5 : Répartition de l'effectif du personnel par ancienneté	22
Tableau N°1.6 : Evolution des dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)	22
Tableau N°1.7 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)	22
Tableau N°1.7 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) -suite	23
Tableau N°1.8 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (hors financements extérieurs en millions FCFA)	23
Tableau N°1.9 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA)	23
Tableau N°1.9 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA) –suite	23
Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région	24
Tableau N°2.2 : Situation de l'effectif de la population par région et par sexe des IV ^{ème} et V ^{ème} recensements	24
Tableau N°2.3 : Évolution du taux d'accroissement démographique (en %)	24
Tableau N°2.4 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA)	25
Tableau N°2.5 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, Valeurs courantes (en milliards FCFA)	25
Tableau N°2.6 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)	26
Tableau N°2.7 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)	26
Tableau N°2.8 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant en volume aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015	27
Tableau N°2.9 : Evolution des indicateurs de l'inflation	27
Tableau N°2.10 : Evolution des indicateurs de développement humain	27
Tableau N°2.11 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)	27
Tableau N°2.12 : Evolution des indices de pauvreté.....	27
Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards FCFA)	29
Tableau N°3.2 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards FCFA)	29
Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)	29
Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)	30
Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)	30
Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)	30
Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)	31
Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)	31
Tableau N°3.9 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGI par nature (en milliards FCFA)	31
Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)	33
Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)	33
Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA)	33
Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)	33
Tableau N°3.14 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature (en millions FCFA)	34
Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)	34
Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA)	35
Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)	35
Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en milliards FCFA)	35
Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards FCFA)	36
Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA)	37
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)	37
Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA) (suite)	38
Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA)	39
Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)	41
Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA) (suite)	50
Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)	58

Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)	58
Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA) (suite)	58
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA)	58
Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (suite)	58
Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)	59
Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)	63
Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)	64
Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)	66
Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)	68
Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)	70
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA)	72
Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)	74
Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)	76
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)	78
Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA) (suite)	81
Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)	84
Tableau N°3.36 : Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)	84
Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (suite)	84
Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)	86
Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)	86
Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)	86
Tableau N°4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement	87
Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)	87
Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)	87
Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions dollars US)	89
Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions \$US)*	89
Tableau N°5.2-bis : Déboursement de l'aide extérieure par secteur de planification (millions de dollars US)	90
Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'Aide publique au développement (APD)	90
Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US)	90
Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financement	91
Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions \$US)	91
Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions \$US)	95
Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions \$US)	97
Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions \$US)	97
Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)	100
Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)	100
Tableau N°6.3 : Evolution des opérations de recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)	101
Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)	101
Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)	102
Tableau N°7.1 : Evolution des prévisions de recettes totales des régions collectivités territoriales /conseils régionaux (en millions FCFA)	104
Tableau N°7.2 : Evolution des dépenses totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)	104
Tableau N°7.3 : Evolution des recettes totales par communes urbaines (en millions FCFA)	105
Tableau N°7.4 : Evolution des dépenses totales par communes urbaines (en millions FCFA)	106
Tableau N°7.5 : Recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA)	107
Tableau N°7.6 : Dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA)	107
Tableau N°7.7 : Recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	108
Tableau N°7.8 : Dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)	108
Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)	110
Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)	110
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA)	111
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA) (suite)	112

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)	112
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)	113
Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (fin)	114
Tableau N°8.4 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)	114
Tableau N°8.5 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)	116
Tableau N°8.6 : Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)	117
Tableau N°8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)	117
Tableau N°8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)	118
Tableau N°8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (fin)	119
Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)	119
Tableau N°8.9 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)	120
Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA)	122
Tableau N°9.2 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA)	124
Tableau N°9.3 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)	125
Tableau N°9.4 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)	126
Tableau N°9.5 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)	127
Tableau N°9.6 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)	128
Tableau N°9.7 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)	128
Tableau N°10.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 ^{er} rang UEMOA)	131
Tableau N°10.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 ^{ème} rang UEMOA)	131
Tableau N°10.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1 ^{er} rang CEDEAO)	131
Tableau N°10.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2 ^{ème} rang CEDEAO)	131
Tableau N°11.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en nombre)	133
Tableau N°11.2 : Situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes (en nombre)	133
Tableau N°11.3 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA)	133
Tableau N°11.4 : Situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes (en milliards FCFA)	133
Tableau N°11.5 : Nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) agréés et répartition du membership	134
Tableau N°11.6 : Données d'intermédiation financière (en milliards FCFA)	134
Tableau N°11.7 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)	134
Tableau N°11.8 : Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers	135
Tableau N°11.9 : Situation des indicateurs des banques	135
Tableau N°11.10 : Evolution du nombre de compagnies d'assurances	135
Tableau N°11.11 : Evolution du nombre des intermédiaires	136
Tableau N°11.12 : Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre)	136
Tableau N°11.13 : Evolution des nombres de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus	137
Tableau N°11.14 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en milliards FCFA)	137
Tableau N°11.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA)	138
Tableau N°11.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (suite)	138

EQUIPE DE COLLECTE DES DONNEES

SANE/CONGO Aïssata , Coordonnatrice, DGESS	KABORE Mahamoudou , Correspondant, DGD
BARRY Boureima , Superviseur, DGESS	TAMBOURA Abdoul-Rasmané , Correspondant, DRH
GANSONRE Ismaël , Contrôleur, DGESS	KABORE Roland , Correspondant, DGTCP/DSOFE
SOME Bakounissouon , Contrôleur, DGESS	SENI Yves Innocent , Correspondant, DGTCP/RG
DARGA Raymond Bernard , Contrôleur, DGESS	ZALLE Hamadé , Correspondant, DGTCP/DDP
OUEDRAOGO Mahamadi , Contrôleur, DGESS	SEGUEDA P. N. Théophile , Correspondant, INSD
NIKIEMA Joseph , Contrôleur, DGESS	NIKIEMA Jean Etienne , Correspondant, DGF
ZIBA Didier Arnaud , Contrôleur, DGESS	BOUDA/ YAMEOGO T. Odette , Correspondant, SP/CNPE
OUEDRAOGO Abdoul-Guélilou , Contrôleur, DGESS	KI/OUEDRAOGO Fatoumata , Correspondant, ST/PIF
OUEDRAOGO Ousséni , Correspondant, DGB/DSB	BORO Soraya , Correspondant, BCEAO
NIKIEMA Justine , Correspondant, DGCOOP	SAWADOGO Abdoulaye , Correspondant, DGB/DTFCT
SOULAMA Tiakoumbié , Correspondant, DGI	LOUGUE Théodore , Correspondant, DGAIE
YAMEOGO N. Juste , Correspondant, DGCMEF	OUEDRAOGO W. Claver , Correspondant, MATDS/DGCT

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

La présente note méthodologique décrit les principales étapes du processus de production de l'annuaire statistique 2022, les grands domaines abordés, les changements majeurs intervenus et les insuffisances.

1- Processus de production de l'Annuaire statistique 2022 de l'économie et des finances

Le processus d'élaboration de l'ASEF 2022 s'est appuyé sur une démarche intégrée et itérative à travers le recours aux structures internes et externes pour la collecte des données nécessaires. Le processus se déroule en trois phases : (i) collecte des données statistiques, (ii) mise à jour de la base de données et (iii) validation des données et production de l'annuaire.

1.1- La phase de collecte des données

Dans l'optique de faciliter la collecte des données et de s'assurer de leur fiabilité, le Ministère de l'économie des finances et de la prospective (MEFP) s'appuie sur un réseau de correspondants statistiques désignés par chaque structure concernée. En prélude à la collecte, une rencontre préliminaire a eu lieu courant mars 2023 avec les correspondants statistiques des différentes structures afin de s'assurer de la disponibilité des données et de leur transmission à bonne date à la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS).

La collecte des données s'est déroulée au cours du mois de juin 2023. Elle a consisté à la mise à jour et à la transmission des fiches de collecte par courrier ordinaire aux structures puis par voie électronique aux correspondants statistiques. Ces derniers se sont chargés de leur remplissage et de leur transmission à la DGESS.

1.2- La phase de mise à jour de la base de données

La mise à jour a consisté essentiellement à examiner les tableaux de données transmis par les structures, à identifier les nouvelles rubriques, les éventuels changements majeurs de nomenclatures et de méthodologies et à alimenter la base de données de la période 2004-2022.

1.3- La phase de validation des données et de production de l'annuaire

Cette phase, qui constitue l'étape ultime du processus d'élaboration de l'annuaire, a été marquée par l'organisation et la tenue de l'atelier d'élaboration de l'ASEF 2022. Elle a permis de réunir l'ensemble des correspondants statistiques pour examiner les données, les valider et élaborer l'annuaire.

2- Les grands thèmes abordés

Les thématiques abordées dans l'annuaire statistique 2022 sont :

- les ressources du ministère;
- les domaines socio-économiques et financiers;
- la gestion budgétaire et comptable (Etat et Collectivités territoriales);
- la gestion monétaire ;
- le commerce extérieur ;
- la surveillance multilatérale ;
- les domaines transversaux.

3- Les principaux changements

L'ASEF 2022 est caractérisé par quelques changements par rapport à l'édition précédente. Ces changements portent principalement sur :

- l'ajout du libellé « Annulation de 3 prêts/Chine » dans le tableau sur l'Evolution des allègements obtenus de la dette par type ;
- l'actualisation des données relatives aux critères de convergence sur la période 2013-2021, suite à la révision du PIB ;

- la révision de certaines données relatives à l'exécution du budget des exercices 2015 et 2016, sur la base des lois de règlement ;
- l'actualisation des données relatives aux recettes douanières par grandes catégories ainsi que celles du commerce international à partir de 2018 suite au changement de nature des recettes liées aux amendes et confiscations ;
- la prise en compte des « ventes en douanes » dans les recettes non fiscales ; autrefois comptabilisées dans les recettes fiscales ;
- l'intégration des données par sexe et par région au niveau du tableau relatif à l'effectif de la population des IV^{ème} et V^{ème} Recensement général de la population de l'habitation ;
- la révision des données de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants en 2018 suite à la mise à jour des données antérieures à partir des premières estimations des comptes nationaux de 2022 ;
- la prise en compte des secteurs de planification définis dans le PNDES¹ en remplacement des secteurs initialement publiés dans l'annuaire ;
- l'actualisation sur la période 2019-2021 des principaux ratios de l'Aide publique au développement suite à la mise à jour du PIB et de la publication des résultats définitifs du RGPH V ;
- la révision des données des indicateurs des prestataires des services financiers de 2021 en raison des traitements liés à la multi-bancarisation² des clients.

4. Les insuffisances

La principale insuffisance rencontrée dans l'élaboration de l'ASEF 2022 reste la non disponibilité des données de 2022 pour certaines structures. Ces données sont relatives entre autres à :

- la situation du PIB selon l'optique dépenses ;
- la situation de l'Indice de développement humain ;
- la situation de l'Aide publique au développement par secteur de planification ;
- la situation des recettes et dépenses des collectivités territoriales ;
- la situation des marchés publics de l'ensemble des autorités contractantes ;
- la situation de certains indicateurs de banques ;
- la situation des indicateurs des émetteurs de monnaie électronique ;
- la situation des statistiques relatives aux indicateurs sur la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant.

¹ Conformément au décret n°2018-07-75/PRES promulguant la loi 034-2018/AN du 27 juillet 2018 portant pilotage et gestion du développement.

² C'est le fait que les clients disposent de comptes auprès d'établissements financiers différents.

PREMIERE PARTIE : PRESENTATION DU MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES
FINANCES ET DE LA PROSPECTIVE

1.1. Organisation du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective

Aux termes de l'article 7 du décret n°2022-0996/PRES-TRANS/PM du 02 décembre 2022 portant attributions des membres du Gouvernement, le Ministère de l'économie, des finances et de la prospective (MEFP) a pour mission d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer la politique du gouvernement en matière de pilotage de l'économie, de finances publiques, de gestion du domaine foncier national, de prospective, de planification, de programmation, de gestion durable du développement et d'aménagement du territoire.

Pour prendre en charge sa mission, le Ministère de l'économie, des finances et de la prospective est organisé, conformément au décret n°2023-0198/PRES-TRANS/PM/MEFP du 13 mars 2023, comme suit :

- le Cabinet du Ministre, Chef de département ;
- le Cabinet du Ministre délégué, chargé du budget ;
- le Secrétariat général.

Le Cabinet du Ministre, Chef de département comprend :

- le Directeur de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- les Chargés de mission ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Protocole ;
- le Service de sécurité du Ministre ;
- les structures de mission ;
- les structures transversales rattachées au Cabinet du Ministre.

Les structures de missions sont :

- l'Agence judiciaire de l'Etat (AJE) ;
- l'Agence nationale du domaine foncier des organismes publics (ANDFOP) ;
- la Coordination nationale de lutte contre la fraude (CNLF) ;
- la Cellule nationale de traitement des informations financières (CENTIF) ;
- le Secrétariat exécutif national de la Politique nationale de développement (SEN/PND) ;
- le Secrétariat permanent de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives (SP/ITIE) ;
- le Secrétariat permanent du Comité national de politique économique (SP/CNPE) ;
- le Secrétariat technique pour la promotion de l'inclusion financière (ST/PIF) ;
- l'Unité de partenariat public-privé (UPPP).

Les structures transversales rattachées au Cabinet du Ministre sont :

- la Direction de la communication et des relations presses (DCRP) ;
- la Direction de la gestion des finances (DGF) ;
- l'Inspection générale des finances (IGF).

Le Cabinet du Ministre délégué, chargé du budget comprend :

- le Chef de cabinet ;
- les Conseillers techniques ;
- le Secrétariat particulier ;
- le Service de sécurité.

Le Secrétariat général comprend :

- les services du Secrétariat général ;
- les structures centrales ;
- les structures rattachées.

Les structures centrales du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective comprennent les directions générales spécifiques et les structures transversales rattachées au Secrétariat général.

Les directions générales spécifiques sont les suivantes :

- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) ;
- la Direction générale de la coopération (DGCOP) ;
- la Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (DGAIE) ;
- la Direction générale des douanes (DGD) ;
- la Direction générale des impôts (DGI) ;
- la Direction générale du budget (DGB) ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) ;
- la Direction générale du développement territorial (DGDТ) ;
- la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique (DGTCP).

Certaines directions générales spécifiques disposent de services déconcentrés. Il s'agit de :

- la Direction générale des douanes (DGD) avec les Directions régionales des douanes (DRD)³,
- la Direction générale des impôts (DGI) avec les Directions régionales des impôts (DRI) et les Directions provinciales des impôts (DPI) ;
- la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique (DGTCP) avec les Trésoreries régionales (TR), la Trésorerie des missions diplomatique et consulaire, les Trésoreries principales, les perceptions, les trésoreries auprès des ambassades et des missions permanentes du Burkina Faso à l'étranger, les perceptions auprès des consulats généraux du Burkina Faso à l'étranger, et les perceptions spécialisées auprès des ministères et institutions ;
- la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DG-CMEF) avec les Directions régionales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DR-CMEF), les Directions provinciales du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (DP-CMEF) et les Directions du contrôle des marchés publics et des engagements financiers (D-CMEF) auprès des ministères et institutions ainsi que des EPE ;
- la Direction générale du Budget (DGB) avec les Directions régionales du budget (DRB) ;
- la Direction générale de l'économie et de la planification (DGEP) avec les Directions régionales de l'économie et de la planification (DREP).

Les structures transversales rattachées au Secrétariat général sont les suivantes :

- le Bureau comptable matières principal (BCMP) ;
- la Direction de la solde et de l'ordonnancement (DSO) ;
- la Direction des archives et de la documentation (DAD) ;
- la Direction des marchés publics (DMP) ;
- la Direction des ressources humaines (DRH) ;
- la Direction du développement institutionnel et de l'innovation (DDII) ;
- la Direction générale des études et des statistiques sectorielles (DGESS) ;
- la Direction générale des systèmes d'information (DGSИ) ;
- la Trésorerie ministérielle (TM).

Les structures rattachées sont celles sous tutelle du ministère et sont les suivantes :

- l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF) ;
- l'Ecole nationale des douanes (END) ;
- le Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) ;
- le Fonds national de la finance inclusive (FONAFI) ;
- l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD⁴) ;
- la Loterie nationale burkinabè (LONAB).

³ La DGD dispose de sept (07) Directions régionales

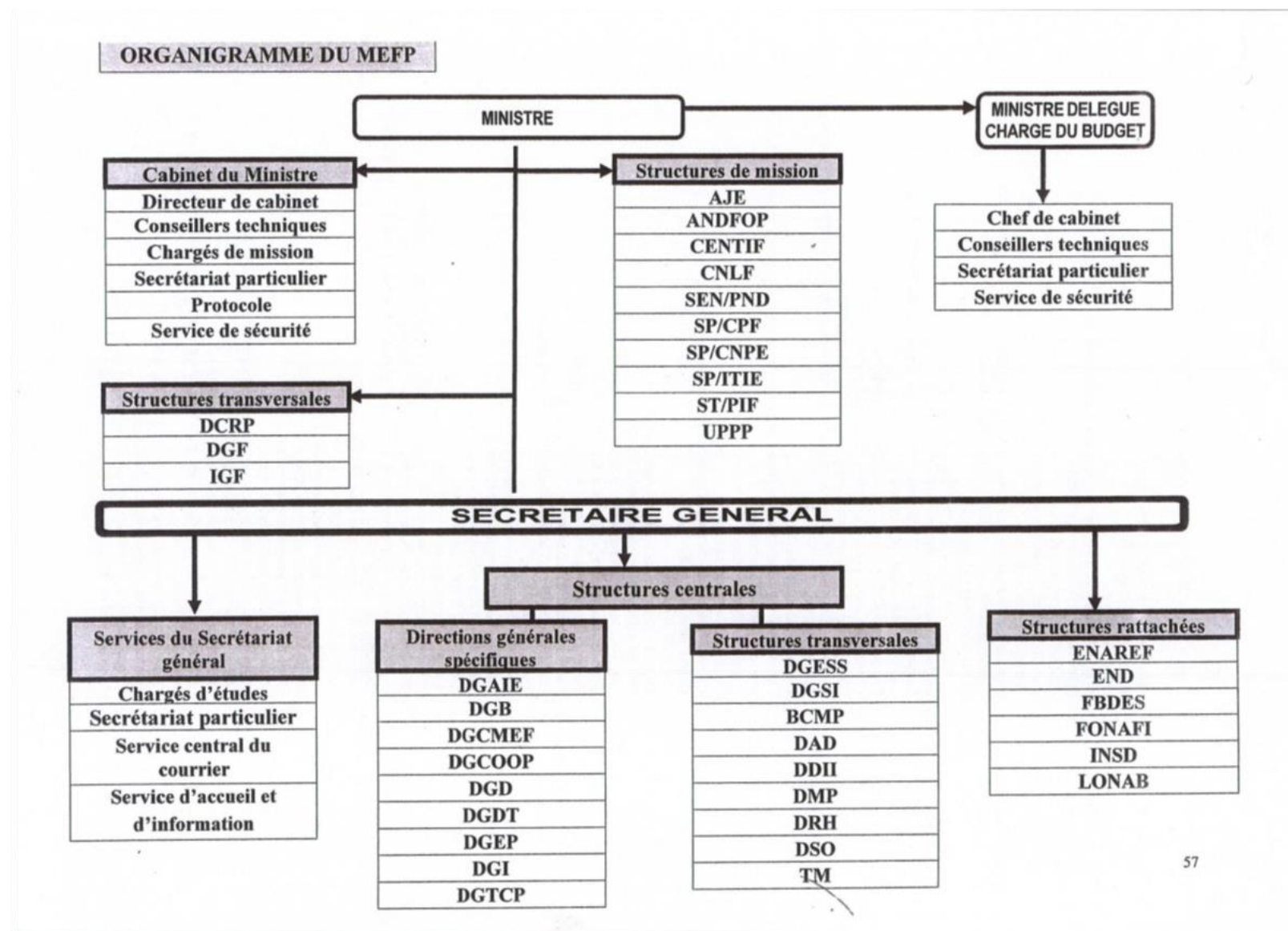
⁴ L'INSD dispose de trois (03) directions régionales

Pour ce qui est des structures de missions, elles sont composées des projets et programmes sous-tutelle technique du MEFP. En 2022, le portefeuille est constitué de dix-neuf (19) projets et programmes, dont treize (13) en phase d'exécution, trois (03) en phase de formulation et trois (03) en phase de clôture.

Par ailleurs, pour exécuter des missions spécifiques, les principaux cadres suivants ont été créés :

- le Comité national de la dette publique (CNDP) ;
- le Comité de suivi des délais d'exécution de la dépense publique et de passation des marchés publics et des délégations de services publics (CODEP-MP) ;
- le Comité de suivi de l'exécution du budget et de la trésorerie (CSEBT) ;
- le Cadre permanent de concertation (CPC) ;
- le Conseil d'administration du secteur ministériel (CASEM) ;
- le Comité de suivi de l'économie et du développement (COSED) ;
- le Comité ministériel de lutte contre le sida (CMLS) ;
- la Cellule genre ;
- la Cellule environnementale ;
- la Cellule ministérielle de déconcentration administrative (CMDA).

1.2. Organigramme du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective



57

1.3. Moyens du Ministère de l'économie, des finances et de la prospective

1.3.1. Ressources humaines du ministère

Tableau N°1.1 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère en activité et les sorties temporaires

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
En activité au sein du MEFP	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	8 122	8 178	8 489
Mise à disposition	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	391	321	331
Mise en position de stage	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	253	221	230
Détachement	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	339	357	365
Disponibilité	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	124	124	129
Ensemble	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	9 229	9 201	9 544

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

Tableau N°1.2 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par catégorie, par sexe et par statut

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022
Effectif total	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489
Catégorie										
P	na	na	na	na	3	3	3	3	5	5
A et assimilés	2 241	2 302	2 414	2 480	2 841	3 367	3 382	2 643	2 731	2956
B et assimilés	1 951	1 932	2 179	2 258	2 248	2 518	2 566	2 253	2 280	2396
C et assimilés	1 874	2 025	1 987	2 253	2 049	2 158	2 185	2 665	2 612	2593
D et assimilés	1 152	1 268	1 069	1 050	1 052	928	934	261	255	261
E et assimilés	430	322	334	327	345	338	341	297	295	278
Sexe										
Hommes	6 168	6 288	6 395	6 750	6 845	7 486	7 569	6 602	6 676	6876
Femmes	1 480	1 561	1 588	1 618	1 693	1 826	1 842	1 520	1 502	1613
Statut										
Fonctionnaires	6 384	6 382	6 491	8 113	8 323	9 202	9 327	8 082	8 159	8489
Contractuels**	1 264	1 467	1 492	255	215	110	84	40	19	0

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEFP

(**) Il s'agit des contractuels de l'Etat non encore reversés selon la loi 081

Tableau N°1.3 : Evolution de l'effectif du personnel du ministère par région

Région	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022
Boucle du Mouhoun	213	219	223	251	235	208	214	159	194	224
Cascades	190	225	229	214	230	228	237	123	186	203
Centre	4 672	4 714	4 794	5 058	5 183	6 361	6 372	5 146	5 284	5 369
Centre-Est	356	409	416	428	366	361	367	343	342	352
Centre-Nord	171	182	185	192	266	182	188	142	149	163
Centre-Ouest	251	262	266	270	287	273	281	219	234	268
Centre-Sud	237	232	236	231	209	212	218	259	251	296
Est	310	333	339	345	327	321	327	306	295	298
Hauts-Bassins	526	525	534	586	649	413	421	724	588	632
Nord	213	214	218	223	226	222	228	227	202	195
Plateau Central	122	127	129	136	148	133	143	141	132	139
Sahel	206	227	231	238	216	202	208	127	119	137
Sud-Ouest	181	180	183	196	196	196	207	206	202	213
Total	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEFP

Tableau N°1.4 : Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge

Tranche d'âge	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022
Moins de 20 ans	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20 à 24 ans	106	58	67	72	120	131	131	41	4	0
25 à 29 ans	928	800	804	843	724	790	817	687	216	149
30 à 39 ans	3 586	3 780	4 000	4 192	3 911	4 269	4 304	3 688	3 716	3 845
40 à 49 ans	1 976	2 097	2 018	2 115	2 315	2 520	2 565	2 407	3 119	3 287
50 à 59 ans	1 029	1 114	1 094	1 146	1 433	1 564	1 594	1 299	1 123	1 208
60 ans et plus	23	0	0	0	35	38	0	0	0	0
Total	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEFP

Tableau N°1.5 : Répartition de l'effectif du personnel par ancienneté

Tranche d'ancienneté	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022
Moins de 5 ans	2 740	2 363	2 489	2 609	1 809	1 974	2 064	1 552	777	621
5 à 9 ans	1 846	2 255	2 347	2 460	2 744	2 988	3 048	3 272	2 026	2 184
10 à 14 ans	737	883	909	966	1 390	1 517	1 577	1 138	2 570	2 745
15 à 19 ans	788	829	782	820	755	824	867	751	1 091	1 203
20 à 24 ans	654	681	613	643	699	763	812	524	773	751
25 à 29 ans	510	390	469	492	526	574	612	482	505	586
30 à 34 ans	320	388	276	289	430	469	377	261	326	310
35 ans et plus	53	60	98	89	185	202	54	142	110	89
Total	7 648	7 849	7 983	8 368	8 538	9 312	9 411	8 122	8 178	8 489

Source : Direction des ressources humaines, base de données du personnel

(*) A partir de 2020, les données concernent uniquement les agents en activité au sein du MEFP

1.3.2. Ressources financières du ministère

Tableau N°1.6 : Evolution des dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016
Dépenses courantes	45 878,3	46 949,2	39 600,4	43 516,5
Personnel	15 980,4	18 221,7	19 830,1	26 506,6
Fonctionnement	2 746,0	4 917,5	5 617,1	5 566,9
Transferts courants	27 151,9	23 810,0	14 153,2	11 443,0
Dépenses en capital	47 597,4	61 787,3	39 960,7	40 742,1
Equipements & Investissements	47 597,4	61 787,3	39 960,7	40 742,1
Ressources nationales	41 089,2	47 220,4	32 981,9	35 272,2
Ressources extérieures	6 508,2	14 566,9	6 978,9	5 469,9
Subventions	6 334,4	14 566,9	6 978,9	4 469,9
Prêts	173,8	0,0	0,0	1 000,0
Total	93 475,7	108 736,5	79 561,1	84 258,6

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/SI-N@folo

Tableau N°1.7 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA)

	2017		2018		2019	
	AE*	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires		85 275,30		109 892,34		109 596,54
Dépenses de personnel		28 279,70		28 157,42		35 177,50
Dépenses d'acquisitions de biens et services		45 119,60		60 235,75		42 095,22
Dépenses de transferts courants		11 876,00		21 499,17		32 323,82
Dépenses en capital	58 209,37	28 231,20	13 380,74	18 324,23	21 800,77	16 873,13
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	58 209,37	28 231,20	13 380,74	18 324,23	21 800,77	16 873,13
Financement sur budget national (ressources propres)	57 886,76	26 165,10	12 819,57	12 092,15	21 734,32	12 470,53
Financement sur ressources Extérieures	322,61	2 066,10	561,17	6 232,08	66,45	4 402,60
Subventions	322,61	2 066,10	561,17	4 524,23	66,45	3 622,02
Prêts	-	-	-	1 707,85	-	780,58
Total	58 209,37	113 506,50	13 380,74	128 216,57	21 800,77	126 469,67

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/SI-N@folo

(*) il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses ordinaires.

Tableau N°1.7 : Dotations budgétaires du ministère par nature (en millions FCFA) -suite

	2020		2021		2022	
	AE*	CP	AE	CP	AE	CP
Dépenses ordinaires		87 180,45		95 211,41	-	104 867,60
Dépenses de personnel		34 733,29		34 683,25		35 641,90
Dépenses d'acquisitions de biens et services		26 912,85		30 300,78	-	35 351,20
Dépenses de transferts courants		25 534,31		30 227,38	-	33 874,50
Dépenses en capital	28 436,45	43 339,76	42 240,86	47 563,04	71 143,45	59 357,13
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	28 436,45	43 339,76	42 240,86	47 563,04	71 143,45	59 357,13
Financement sur budget national (ressources propres)	12 894,55	15 388,75	21 044,08	20 838,09	12 551,94	16 660,74
Financement sur ressources Extérieures	15 541,90	27 951,01	21 121,78	26 724,95	58 591,51	45 744,89
Subventions	1 201,87	10 504,94	40,63	3 107,20	31 112,65	35 171,48
Prêts	14 340,03	17 446,07	21 081,15	23 617,75	27 478,86	10 573,42
Total	28 436,45	130 520,21	42 240,86	142 774,45	71 143,45	164 224,73

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/SI-N@folo

(*) Il n'y a pas d'autorisation d'engagement pour les dépenses ordinaires.

Tableau N°1.8 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires du ministère (hors financements extérieurs en millions FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016
Dépenses courantes	40 767,9	38 930,1	38 664,8	43 500,2
Personnel	14 030,5	16 766,8	19 185,1	26 506,6
Fonctionnement	3 192,3	4 548,4	5 508,6	5 550,7
Transferts courants	23 545,1	17 614,9	13 971,1	11 442,9
Dépenses en capital	40 485,2	39 075,6	32 737,9	35 022,2
Total	81 253,1	78 005,7	71 402,7	78 522,4

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID)/SI-N@folo

Tableau N°1.9 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA)

	2017		2018		2019	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP*
Dépenses ordinaires		83 830,20		102 297,10		107 200,95
Dépenses de personnel		27 470,00		24 602,94		34 533,03
Dépenses d'acquisitions de biens et services		44 800,10		59 383,21		41 791,60
Dépenses de transferts courants		11 560,10		18 310,95		30 876,32
Dépenses en capital	26 701,51	26 996,50	1 303,70	12 557,70	8 970,04	13 736,50
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	26 701,51	25 060,63	1 303,70	12 557,70	8 970,04	13 736,50
Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	26 701,51	110 826,70	1 303,70	114 854,80	8 970,04	120 937,45

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID) (*) Montant engagé visé et ordonnancé

Tableau N°1.9 : Exécution budgétaire du ministère par nature (y compris les financements extérieurs en millions FCFA) –suite

	2020		2021		2022	
	AE	CP	AE	CP*	AE	CP*
Dépenses ordinaires		6 9015,68		94 634,78		103 188,45
Dépenses de personnel		17 397,94		34 683,25		35 641,90
Dépenses d'acquisitions de biens et services		2 6772,57		29 891,58	0,00	33 939,88
Dépenses de transferts courants		24 845,17		30 059,95	0,00	33 606,66
Dépenses en capital	28 436,44	35 956,97	15 324,00	39 961,11	0,00	58 406,81
Dépenses d'investissements exécutés par l'Etat	28 436,44	35 956,97	15 324,00	39 961,11		58 406,81
Dépenses de transferts en capital	0,00	0,00	0,00	0,00		
Total	28 436,44	104 972,70	15 324,00	134 595,89	0,00	161 595,26

Source : Direction de la gestion des finances, Circuit informatisé de la dépense (CID) (*) Montant engagé visé et ordonnancé

2.1. Données démographiques

Tableau N°2.1 : Evolution de l'effectif de la population par région

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019*	2020	2021	2022
Région										
B. du Mouhoun	1 723 830	1 771 896	1 821 059	1 871 492	1 923 192	1 976 217	1 901 269	1 920 748	1 970 091	2 019 916
Cascades	687 170	713 059	739 497	766 540	794 192	822 445	812 466	828 205	856 890	885 949
Centre	2 329 499	2 429 718	2 532 311	2 637 303	2 744 666	2 854 356	3 030 384	3 107 564	3 233 764	3 362 048
Centre-Est	1 384 663	1 427 320	1 470 903	1 515 518	1 561 208	1 607 993	1 580 508	1 601 413	1 647 231	1 693 530
Centre-Nord	1 459 402	1 502 994	1 547 565	1 593 214	1 639 966	1 687 858	1 874 669	1 902 252	1 959 451	2 017 277
Centre-Ouest	1 427 894	1 468 966	1 510 975	1 554 040	1 598 159	1 643 388	1 660 135	1 679 972	1 725 935	1 772 363
Centre-Sud	762 632	783 430	804 709	826 548	848 940	871 927	788 731	795 468	814 574	833 864
Est	1 513 642	1 564 144	1 615 740	1 668 520	1 722 513	1 777 738	1 942 805	1 976 784	2 041 603	2 107 208
Hauts-Bassins	1 836 838	1 898 361	1 961 204	2 025 513	2 091 282	2 158 541	2 239 840	2 277 081	2 349 820	2 423 412
Nord	1 421 253	1 461 430	1 502 527	1 544 677	1 587 866	1 632 149	1 722 115	1 743 348	1 791 696	1 840 537
Plateau Central	829 692	852 536	875 910	899 884	924 474	949 697	978 614	989 604	1 015 982	1 042 623
Sahel	1 195 388	1 233 559	1 272 545	1 312 463	1 353 307	1 395 109	1 098 177	1 109 198	1 137 465	1 166 007
Sud-Ouest	750 893	772 973	795 549	818 685	842 382	866 662	875 442	886 399	911 142	936 140
Burkina Faso	17 322 796	17 880 386	18 450 494	19 034 397	19 632 147	20 244 080	20 505 155	20 818 036	21 455 644	22 100 874

Source : INSD, Projections démographiques de 2013 à 2018 effectuées à partir du RGPH 2006 et celles de 2020 à 2022 effectuées à partir du RGPH 2019

Tableau N°2.2 : Situation de l'effectif de la population par région et par sexe des IV^{ème} et V^{ème} recensements

	2006			2019		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
B. du Mouhoun	714 342	728 407	1 442 749	946 183	955 086	1 901 269
Cascades	261368	270440	531808	391 906	420 560	812 466
Centre	867 010	860 380	1 727 390	1 489 512	1 540 872	3 030 384
Centre-Est	529 333	60 2683	1 132 016	734 885	845 623	1 580 508
Centre-Nord	565 986	636 039	1 202 025	887 414	987 255	1 874 669
Centre-Ouest	546 825	639 741	1 186 566	768 587	891 548	1 660 135
Centre-Sud	302 859	338 584	641 443	374 238	414 493	788 731
Est	594 868	61 7416	1 212 284	952 679	990 126	1 942 805
Hauts-Bassins	726 229	743 375	1 469 604	1 094 100	1 145 740	2 239 840
Nord	554692	631104	1 185 796	822 742	899 373	1 722 115
Plateau Central	324 588	371 784	696 372	458 587	520 027	978 614
Sahel	481375	487067	968442	556 836	541 341	1 098 177
Sud-Ouest	299 264	321 503	620 767	423 178	452 264	875 442
Burkina Faso	6 768 739	7 248 523	14 017 262	9 900 847	10 604 308	20 505 155

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, RGPH 2006 et RGPH 2019

Tableau N°2.3 : Évolution du taux d'accroissement démographique (en %)

	1960	1975	1985	1996	2006	2019
Taux d'accroissement démographique	nd	na	2,67	2,38	3,12	2,94

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, les rapports RGPH

2.2. Eléments de comptabilité nationale aux prix courants

Tableau N°2.4 : Evolution de la valeur ajoutée par secteur aux prix courants (en milliards FCFA)

Secteur	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021*	2022*
Secteur primaire	1 569,80	1 631,19	1 583,25	1 651,43	1 686,23	1 853,25	1 741,86	1 899,11	1 911,09	2 403,01
Secteur secondaire	1 599,99	1 716,27	1 703,42	1 892,27	2 059,31	2 258,55	2 573,30	3 364,18	3 503,42	3 454,48
Secteur tertiaire	2 759,57	2 925,62	3 083,66	3 331,49	3 601,55	3 843,83	4 253,28	4 214,20	4 607,20	4 819,58
Impôts et taxes	710,78	611,39	624,98	729,94	844,21	870,45	910,52	844,83	923,40	1 102,40
Produit intérieur brut	6 640,13	6 884,47	6 995,31	7 605,12	8 191,30	8 826,08	9 478,96	10 322,33	10 945,11	11 779,46

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

(*) Les données sont provisoires car issues des premières estimations annuelles à partir des Comptes nationaux trimestriels

Tableau N°2.5 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, Valeurs courantes (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021*	2022*
Consommation Finale	5 721,93	5 899,80	6 118,60	6 484,56	6 905,44	7 299,06	7 699,16	nd	nd	nd
Ménage	4 531,31	4 594,18	4 737,99	4 938,58	5 152,00	5 369,18	5 444,49	nd	nd	nd
Administration Publique	973,15	1 065,36	1 115,34	1 255,39	1 453,08	1 625,71	1 918,87	nd	nd	nd
ISBSLM	217,48	240,27	265,28	290,59	300,37	304,17	335,80	nd	nd	nd
Formation Brut de Capital	1 574,37	1 326,10	1 357,56	1 581,53	1 807,15	1 918,71	2 105,12	nd	nd	nd
Formation Brute de Capital Fixe	1 559,28	1 284,73	1 339,41	1 539,67	1 710,63	1 778,66	2 028,53	nd	nd	nd
Variation des Stocks	15,10	41,37	17,15	40,78	95,30	138,63	74,96	nd	nd	nd
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur	-	-	1,00	1,08	1,22	1,42	1,63	nd	nd	nd
Exportations nettes	-656,17	-341,44	-480,85	-460,97	-521,30	-391,69	-325,31	nd	nd	nd
Exportations	1 797,95	1 854,12	1 826,31	1 970,94	2 166,79	2 478,27	2 617,72	nd	nd	nd
Biens	1 586,04	1 674,24	1 636,68	1 762,62	1 953,63	2 272,61	2 383,94	nd	nd	nd
Services	211,91	179,88	189,63	208,33	213,17	205,65	233,78	nd	nd	nd
Importations	2 454,12	2 195,56	2 307,16	2 431,91	2 688,09	2 869,95	2 943,03	nd	nd	nd
Biens	2 180,27	1 917,06	1 991,18	2 073,81	2 311,19	2 491,34	2 558,32	nd	nd	nd
Services	273,85	278,50	315,98	358,10	376,90	378,62	384,71	nd	nd	nd
PIB	6 640,13	6 884,47	6 995,31	7 605,12	8 191,30	8 826,08	9 478,96	nd	nd	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

(*) la production du PIB selon l'optique dépense s'est arrêtée en 2020 suite à la survenue de la COVID 19 qui n'a pas permis de réaliser la collecte des données nécessaires.

2.3. Eléments de comptabilité nationale en volume aux prix de l'année précédente chaînée

Tableau N°2.6 : Evolution de la valeur ajoutée brute par secteur, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)

Secteur	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021*	2022*
Secteur primaire	1 567,01	1 636,01	1 583,25	1 650,16	1 646,75	1 787,70	1 805,30	1 897,04	1 786,36	1 938,97
Secteur secondaire	1 449,38	1 599,97	1 703,42	1 789,35	1 894,88	2 075,35	2 124,71	2 384,12	2 592,28	2 401,06
Secteur tertiaire	2 779,54	2 920,26	3 083,66	3 289,56	3 492,95	3 670,68	3 958,36	3 740,44	4 135,30	4 379,88
Impôts et taxes	661,83	580,10	624,98	683,04	830,51	847,52	972,94	988,36	1 087,91	1 069,75
Produit intérieur brut	6 452,18	6 731,36	6 995,31	7 412,09	7 871,90	8 391,80	8 869,14	9 040,34	9 664,70	9 807,67
Ecart statistique (écart de chaînage)	3,86	-1,28	0,00	0,00	4,83	6,15	4,43	4,98	-3,26	6,05

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

(*) Les données sont provisoires car issues des premières estimations annuelles à partir des Comptes nationaux trimestriels

Tableau N°2.7 : Produit Intérieur Brut selon l'optique dépense, volumes aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015 (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021*	2022*
Consommation Finale	5 696,78	5 818,53	6 118,60	6 449,90	6 800,58	7 041,30	7 431,17	nd	nd	nd
Ménage	4 534,64	4 580,42	4 737,99	4 929,90	5 110,16	5 236,96	5 369,02	nd	nd	nd
Administration Publique	939,60	997,47	1 115,34	1 233,83	1 398,39	1 509,33	1 729,61	nd	nd	nd
ISBSLM	227,23	244,57	265,28	286,17	290,65	291,92	322,14	nd	nd	nd
Formation Brute de Capital	1 339,47	1 193,56	1 357,56	1 564,18	1 758,61	1 949,13	2 347,75	nd	nd	nd
Formation Brute de Capital Fixe	1 325,56	1 154,44	1 339,41	1 518,13	1 654,52	1 796,41	2 224,06	nd	nd	nd
Variation des Stocks	14,28	42,45	17,15	45,03	109,20	165,25	128,28	nd	nd	nd
Acquisitions moins cessions d'objets de valeur			1,00	1,01	1,16	1,32	1,31	nd	nd	nd
Exportations nettes	-604,03	-294,25	-480,85	-601,98	-703,02	-567,11	-993,50	nd	nd	nd
Exportations	1 687,69	1 798,45	1 826,31	1 874,10	2 034,24	2 343,40	2 298,25	nd	nd	nd
Biens	1 472,60	1 616,94	1 636,68	1 666,80	1 821,42	2 134,64	2 063,58	nd	nd	nd
Services	220,22	181,28	189,63	207,30	212,18	205,56	233,46	nd	nd	nd
Importations	2 278,21	2 075,34	2 307,16	2 476,08	2 726,33	2 958,11	3 212,43	nd	nd	nd
Biens	1 991,87	1 797,56	1 991,18	2 125,75	2 361,01	2 592,70	2 843,16	nd	nd	nd
Services	283,43	277,37	315,98	350,33	366,26	367,92	373,83	nd	nd	nd
Produit Intérieur Brut	6 452,18	6 731,36	6 995,31	7 412,09	7 871,90	8 391,80	8 869,14	nd	nd	nd
Ecart statistique (écart de chaînage)	19,97	13,53	-	-0,00	15,74	-31,52	83,72	nd	nd	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

(*) la production du PIB selon l'optique dépense s'est arrêtée en 2020 suite à la survenue de la COVID 19 qui n'a pas permis de réaliser la collecte des données nécessaires.

2.4. Autres éléments de comptabilité nationale

Tableau N°2.8 : Evolution des taux de croissance du produit intérieur brut, de la consommation finale des ménages et du PIB réel/habitant en volume aux prix de l'année précédente chaînée, base 2015

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Croissance du PIB réel (%)	5,8	4,3	3,9	6,0	6,2	6,6	5,7	1,9	6,9	1,5
Taux de croissance de la consommation finale des ménages (%)	6,2	1,0	3,4	4,1	3,7	3,9	5,6	nd	nd	nd
PIB réel / habitant (en milliers FCFA)	383,3	385,0	379,1	399,5	417,2	436,0	462,3	495,8	510,1	533,0

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

2.5. Indicateurs de l'inflation

Tableau N°2.9 : Evolution des indicateurs de l'inflation

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Déflateur annuel du PIB base 100 de 2015	102,9	102,3	100,0	102,6	104,1	105,1	106,9	114,2	113,2	120,4
Déflateur de la consommation finale des ménages base 100 de 2015	99,9	100,3	100,0	100,2	100,8	102,1	100,8	nd	nd	nd
Taux d'inflation annuel (%)	0,5	-0,3	0,9	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9	14,1

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Comptes nationaux annuels

2.6. Indice de développement humain

Tableau N°2.10 : Evolution des indicateurs de développement humain

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Indice du développement humain	0,388	0,402	0,402	0,420	0,423	0,434	0,45	nd	0,449	nd
Rang	181	183	185	182	183	182	182	nd	184	nd
Nombre de pays classés	187	188	188	189	189	189	189	nd	191	nd

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Rapports mondiaux sur le développement humain du PNUD

Tableau N°2.11 : Evolution de l'espérance de vie selon le sexe (en années)

Sexe	1985	1991	1996	2006	2019
Hommes	48,2	50,7	53,5	55,8	60,0
Femmes	48,8	53,2	54,1	57,5	64,0
Ensemble	48,5	52,2	53,8	56,7	61,9

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Enquête démographique (1991) et recensements (1985, 1996, 2006 et 2019)

2.7. Indicateurs de pauvreté

Tableau N°2.12 : Evolution des indices de pauvreté

Indices de pauvreté	1994	1998	2003	2009*	2014*	2018*
Seuil de pauvreté (en FCFA)	41 099,0	72 690,0	82 672,0	130 735,0	153 530,0	164 955,0
Incidence P0 (%)	44,5	45,3	46,4	46,7	40,1	36,2
Profondeur P1 (%)	13,9	13,7	15,6	15,1	9,7	12,3
Sévérité P2 (%)	6,0	5,9	7,1	6,7	3,3	5,0

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, enquête sur les conditions de vie des ménages (EP 1994, 1998 ; ECIVM 2009-2010 ; EMC 2014, 2018)

(*) Changements d'approche méthodologique.

TROISIEME PARTIE : SITUATION D'EXECUTION DU BUDGET

3.1. Recettes budgétaires

3.1.1. Situation globale des recettes

Tableau N°3.1 : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget objet (en milliards FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016
Recettes ordinaires	1 096,46	1 051,23	1 033,40	1 201,79
Recettes fiscales	971,26	927,91	913,66	1 040,29
Recettes non fiscales	121,53	121,51	115,34	160,05
Recettes en capital	3,67	1,81	4,39	1,45
Recettes extraordinaires	378,42	269,04	403,13	465,89
Dons	203,98	134,6	229,78	170,09
Emprunts	174,44	134,44	173,36	295,8
Recettes budgétaires	1 474,88	1 320,28	1 436,53	1 667,68

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.2. : Situation des recouvrements des recettes budgétaires selon la nomenclature budget programme (en milliards FCFA)

Natures	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes ordinaires	1 355,60	1 439,91	1 660,19	1 566,98	1 886,84	2 153,88
Vente de produits	0,00	3,21	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes fiscales	1 191,24	1 252,64	1 355,77	1 288,58	1 590,36	1 885,85
Recettes non fiscales	122,23	144,81	293,50	265,37	245,81	230,15
Produits financiers	27,76	2,63	2,55	3,30	14,90	9,64
Recettes exceptionnelles	14,37	36,62	8,38	9,72	35,76	28,23
Recettes extraordinaires	122,17	151,55	144,97	291,24	275,81	232,56
Dons programmes	60,99	78,59	102,43	157,92	120,50	60,27
Dons projets et legs	61,18	72,95	42,53	133,32	155,31	172,30
Recettes totales	1 477,77	1 591,45	1 805,16	1 858,22	2 162,65	2 386,44

Source : Direction générale du budget ; Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes ; Direction générale de la coopération

Tableau N°3.3 : Evolution des recouvrements par régie au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

Régie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
DG Douanes	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26
DG Impôts	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92	1 052,93	1 215,12
DG Trésor	121,38	119,25	116,72	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84
Ensemble	1 119,02	1 072,49	1 060,72	1 232,00	1 397,71	1 540,66	1 806,00	1 752,81	2 002,93	2 400,23

Source : Direction générale du trésor et de la comptabilité publique ; Direction générale des impôts ; Direction générale des douanes

3.1.2. Situation détaillée des recettes par nature et par régie

3.1.2.1. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des impôts

Tableau N°3.4 : Evolution des recouvrements des impôts par nature de recettes (en milliards FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Total Budget Etat	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,92	1 052,93	1 215,12
Recettes fiscales	521,40	521,88	503,54	594,99	673,37	723,48	844,64	861,26	1 052,22	1 214,57
Recettes non fiscales	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,66	0,71	0,56
Recettes en capital	0,11	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes recouvrées au profit des collectivités	19,41	20,21	19,10	22,83	22,30	27,63	29,92	31,61	48,34	39,10
Ensemble	540,95	542,10	522,64	617,85	695,67	751,11	874,57	893,53	1 101,27	1 254,23

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.5 : Evolution des impôts par grande catégorie (en milliards FCFA)

Grande catégorie	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Impôts directs	284,49	270,02	242,44	295,16	334,10	387,71	461,67	469,68	590,67	741,43
Impôts sur la propriété	7,15	9,43	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24	12,92	10,46
Taxes sur les biens et services	229,32	242,18	253,31	288,47	330,19	327,23	373,66	381,01	448,60	462,66
Autres taxes	0,57	0,26	0,26	0,70	0,65	0,74	0,73	0,99	0,74	0,57
Total	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,64	861,921	1 052,931	1 215,12

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.6 : Evolution des impôts directs par type d'impôt (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Impôt sur les sociétés	169,84	162,67	132,05	163,45	173,79	209,66	249,43	225,53	327,37	429,52
Impôt progressif sur les revenus	0,04	0,02	0,02	0,01	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Impôt unique sur les traitements et salaires	73,66	63,48	65,65	78,32	89,66	101,50	113,74	134,78	131,07	157,16
Reversement des honoraires des greffiers notaires	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	na	na
Impôts sur les bénéfices industriels des personnes physiques	4,77	4,24	4,83	4,88	19,74	16,13	26,25	30,09	34,68	37,47
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	3,88	3,96	4,81	6,05	6,67	8,01	9,48	7,54	12,67	12,45
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières	17,48	21,38	18,93	23,81	22,75	30,12	na	na	na	na
Impôts sur les revenus des créances	4,23	3,75	4,70	5,46	6,15	4,71	na	na	na	na
IRCM	na	na	na	na	na	na	43,92	51,06	61,26	76,37
Impôt sur les revenus fonciers	2,89	2,92	3,21	3,67	4,14	4,81	4,87	4,96	6,17	7,14
Taxe sur la plus-value des valeurs immobilières	0,40	0,19	0,37	0,73	1,18	0,35	0,76	1,08	0,87	2,65
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,35	0,34
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00	0,06
Taxe patronale d'apprentissage	7,29	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,21	14,65	16,23	18,27
Autres impôts directs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	284,49	270,02	242,44	295,16	334,95	387,71	461,67	469,68	590,67	741,43

Source : Direction générale des impôts

(*) Depuis 2018, cet impôt est pris en compte dans l'IUTS ;

(**) à compter de 2019, l'IRC et l'IRVM ont été fusionné pour donner l'IRCM

Tableau N°3.7 : Evolution des impôts sur la propriété par type (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Droits d'inscription et d'immatriculation foncière	1,45	1,60	1,16	1,67	1,62	1,82	2,49	2,69	4,02	3,15
Droits de mutation	5,57	7,67	6,16	8,84	6,70	5,81	5,78	7,24	8,60	6,81
Droits de succession	0,12	0,13	0,18	0,17	0,10	0,16	0,27	0,25	0,26	0,41
Droits de donation	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,05	0,06	0,04	0,09
Impôts sur la propriété	7,16	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,59	10,24	12,92	10,46

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.8 : Evolution des taxes sur les biens et services par type (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taxes sur la valeur ajoutée	166,27	169,24	178,48	201,85	228,04	222,16	269,60	272,41	305,02	274,95
Taxe sur les Activités Financières (TAF)	na	na	na	na	na	na	na	na	20,02	58,06
Taxes sur les boissons	13,74	15,49	16,63	19,55	23,79	24,26	27,56	31,43	37,17	37,77
Taxes sur les tabacs	10,91	11,83	15,21	17,67	18,36	22,27	24,16	22,65	23,68	23,89
Contribution du secteur boisson	6,55	7,54	8,21	9,46	10,48	10,61	1,08	0,01	0,01	0,00
Taxe sur les jeux de hasard	na	na	na	na	na	1,34	0,85	0,64	0,74	0,61
Taxe sur les contrats d'assurances*	3,14	3,78	3,81	4,37	4,34	4,01	4,40	na	na	na
Taxe unique sur les contrats d'assurances	na	na	na	na	na	na	na	4,97	5,64	6,14
Taxe sur les Emballages et Sachets Plastiques (TESPB&NB)	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00
Contribution du Secteur Elevage (CSE)	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00
Licences**	0,22	0,02	0,02	0,06	0,02	na	na	na	na	na
Autres droits d'enregistrement	22,25	24,69	21,31	24,41	30,87	29,29	32,21	35,10	36,94	41,13
Droits de timbre	5,52	6,86	6,54	7,99	10,19	9,79	9,96	7,97	10,45	10,45
Taxes pour le développement touristique	0,72	0,75	0,72	0,68	0,81	0,87	0,87	0,32	0,54	0,61
Taxe spécifique sur les entreprises de télécommunication	na	1,98	2,39	2,43	2,45	2,63	2,76	5,45	8,32	8,92
Prélèvement sur les Billets d'Avion (PBA)	na	na	na	na	na	na	0,20	0,05	0,08	0,13
Taxes sur biens et services	229,32	242,18	253,31	288,47	329,34	327,23	373,66	381,01	448,60	462,66

Source : Direction générale des impôts

(*) La taxe sur les contrats d'assurances devient la taxe unique sur les contrats d'assurance à partir de 2020

(**) La taxe sur les licences n'est plus comptabilisée au budget de l'Etat. Elle est versée aux collectivités territoriales à partir de 2018.

Tableau N°3.9 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGI par nature (en milliards FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Total recettes budget national	87,70	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67	228,35	258,15
Total Recettes Fiscales	87,70	73,55	61,52	68,85	87,10	97,09	103,81	117,67	228,35	258,15
Autres droits d'enregistrement (ADE)	0,05	0,02	0,02	0,04	0,01	0,02	0,01	0,01	0,05	0,03
Impôt sur les sociétés (IS)	49,40	41,55	20,66	26,41	38,82	48,99	53,08	50,84	135,35	180,60
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	1,01	0,18	0,16	0,18	2,58	5,63	4,61	na	na	na
Impôt sur les Revenus des créances et des valeurs Mobilières(IRCM)	na	na	na	na	na	na	na	10,61	17,85	23,40
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	1,49	2,18	3,34	6,33	1,47	0,00	0,00	na	na	na
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	14,76	13,94	16,02	19,04	21,29	22,36	22,90	26,53	27,92	26,82

Nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques / Minimum forfaitaire de perception (BIC-PP/MFP)	0,12	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,13	0,05	0,01	0,06
Retenues à la source / Impôts sur les revenus fonciers (RET/IRF)	0,08	0,14	0,11	0,10	0,10	0,11	0,13	0,13	0,13	0,15
Retenues intérieures (RET/INT)	4,35	3,84	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Retenues extérieures (RET/EXT)	1,99	1,70	4,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	0,51	0,62	0,97	0,88	2,03	1,84	2,23	2,90	3,42	3,53
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	13,94	9,39	15,27	15,42	20,34	18,13	20,65	25,63	43,08	23,31
Taxe sur la plus-value immobilière (TPVI)	0,00	0,00	0,00	0,46	0,47	0,01	0,06	0,93	0,00	0,07
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres miniers (TPVCTM)	na	na	na	na	na	na	na	na	0,44	0,15
Taxe sur les Plus-Values de cession de titres de sociétés (TPVCTS)	na	na	na	na	na	na	na	na	0,10	0,00
Produits divers et accidentels (PDA)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,04	na	na
Ventes d'Imprimés d'Attestation de situation fiscale (ASF)	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00
Prestations des Services des impôts (PSI)	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00
Impôts sur les bénéfices non commerciaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,02	0,02	0,02
Droits de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total recettes hors budget de l'Etat	nd	0,09	0,71	0,54	0,97	1,69	1,83	2,48	4,99	2,95
Patente	nd	0,07	0,08	0,40	0,82	1,54	1,68	2,47	3,93	2,62
Contribution des Micro Entreprises	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00
Taxe de résidence	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00
Pénalités/Assiette	nd	0,01	0,40	0,07	0,06	0,01	0,00	0,00	na	na
Pénalités/Recouvrement	nd	0,01	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na
Frais de poursuite	nd	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na
Pénalités	na	na	na	na	na	na	na	na	0,43	0,01
Autres	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00
Taxes sur la voirie	nd	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,00	0,24	0,00
Taxe sur les Armes	na	na	na	na	na	na	na	na	0,00	0,00
Taxes sur les biens de mainmorte	nd	0,00	0,00	0,06	0,08	0,12	0,14	0,00	0,38	0,31
Taxe sur les véhicules à moteurs	na	na	na	na	na	na	0,01	0,01	0,01	0,01
Taxe sur les propriétés bâties et non bâties	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total recettes minières	87,70	73,65	62,23	69,39	88,06	98,78	105,64	120,16	233,34	261,10

Source : Direction générale des impôts

3.1.2.2. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale des douanes

Tableau N°3.10 : Evolution des recouvrements de la DGD par type (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes fiscales	464,37	422,47	430,81	476,04	561,64	625,60	624,70	598,31	682,33	929,15
Recettes non fiscales	11,73	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99	13,74	16,11
Total	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.11 : Evolution des recettes douanières par grandes catégories (en milliards FCFA)

Grandes catégories	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taxes sur biens et services	295,74	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02	467,30	633,53
Commerce International*	149,47	129,14	127,30	139,17	159,51	180,42	175,07	163,93	191,37	265,33
Autres recettes fiscales	19,16	16,53	17,79	19,93	21,68	21,74	20,81	21,36	23,66	30,28
Recettes non fiscales	11,73	8,87	9,65	12,13	13,57	13,58	13,59	12,99	13,74	16,11
Total	476,10	431,34	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26

Source : Direction générale des douanes

(*) Les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international, sont prises en compte dans les autres recettes fiscales à partir de 2018.

Tableau N°3.12 : Evolution des taxes douanières sur les biens et services par nature (en milliards FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Taxe sur la valeur ajoutée	256,99	220,71	214,68	238,73	283,89	315,56	317,06	295,82	327,99	475,95
Taxe boissons	1,87	1,42	1,36	1,59	1,45	1,83	1,46	2,18	4,37	5,67
Colas	0,09	0,11	0,13	0,14	0,13	0,07	0,08	0,14	0,19	0,16
Tabacs/allumettes	0,78	0,69	0,79	1,19	1,28	1,84	1,71	1,50	1,06	1,34
Café/Thé	1,10	0,99	1,48	1,28	1,25	1,43	1,75	1,51	1,82	1,77
Taxes sur les produits pétroliers	33,02	50,99	65,27	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86	125,77	143,15
Taxes sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques	0,24	0,26	0,25	0,32	0,24	0,27	0,35	0,36	0,61	0,70
Redevance informatique	1,65	1,63	1,77	1,88	2,04	2,08	2,33	3,62	3,72	3,61
Taxe sur les emballages plastiques	na	na	na	na	0,00	0,12	0,56	0,49	1,01	0,53
Taxe sur les véhicules de Tourisme	na	na	na	na	0,00	0,20	0,60	0,53	0,75	0,66
Total	295,74	276,80	285,72	316,94	380,45	423,44	428,82	413,02	467,30	633,53

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.13 : Evolution des recettes liées au commerce international (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018*	2019	2020	2021	2022
Droit de douanes	132,03	114,65	112,25	123,15	140,24	159,78	154,22	144,16	169,38	235,78
Redevance statistique	16,80	13,81	14,45	15,60	18,82	20,19	20,25	19,43	21,67	29,19
Contribution du secteur élevage	0,63	0,68	0,60	0,42	0,45	0,45	0,42	0,34	0,31	0,36
Amendes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na	na	na	na
Total	149,46	129,14	127,30	139,17	159,51	180,42	174,89	163,93	191,37	265,33

Source : Direction générale des douanes

(*) A partir de 2018, les amendes initialement comptabilisées dans le Commerce international, sont prises en compte dans les autres recettes fiscales

Tableau N°3.14 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGD par nature (en millions FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Acompte Impôt sur le Bénéfice (AIB)	91,26	91,79	131,77	72,18	155,55	157,11	67,72	60,40	108,50	92,86
Contribution pour le programme de vérification des importations (CPVI)	2 096,45	1 019,29	1 473,07	1 464,90	2 203,18	2 018,55	2 091,37	1 757,98	1 544,02	1 684,33
Droit de douanes (DD)	17 071,32	11 044,60	11 611,89	11 461,78	13 246,11	15 750,84	16 085,69	15 920,09	14 511,51	19 684,92
Intérêt de retard (IDR)	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prélèvement communautaire (CEDEAO)	1 759,05	1 118,39	1 299,44	1 242,83	1 747,40	1 770,24	1 906,48	1 698,23	1 478,82	2 138,40
Prélèvement communautaire de solidarité (UEMOA)	2 366,37	1 165,02	1 685,58	1 668,35	2 313,72	1 896,27	1 915,95	1 622,07	1 442,89	1 519,05
Péage (PEA)	45,96	29,58	38,15	34,74	43,95	46,15	48,27	48,07	44,77	38,68
RRO/RCP (*)	13,43	6,92	22,00	15,92	65,45	59,05	88,76	41,26	46,96	68,59
Redevance informatique (RI)	78,31	60,61	64,39	70,95	91,55	98,88	115,10	190,87	172,94	179,27
Redevance statistique (RS)	3 518,10	2 236,78	2 598,88	2 485,65	3 494,77	3 540,47	3 812,94	3 396,44	2 957,62	4 276,79
Remise spéciale (RSP)	81,22	58,03	64,77	65,51	78,55	90,00	92,99	76,96	51,05	93,24
Taxe sur la marge bénéficiaire (TMB)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spécifique sur les produits de la parfumerie et des cosmétiques (TPPC)	0,00	0,05	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,00	0,13	0,84
Taxe sur les produits pétroliers (TPP)	1 161,10	6 375,22	7 691,69	8 401,04	10 435,28	11 968,23	12 803,88	13 425,95	11 931,08	13 300,27
Taxe sur les boissons (TSB)	0,63	0,00	0,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les emballages plastiques (TEP)	na	na	na	na	na	na	3,38	1,49	2,59	2,49
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	60 158,61	36 711,97	39 567,38	40 126,04	46 675,54	55 403,16	56 270,49	43 222,03	26 928,16	60 529,79
Total	88 441,93	59 918,27	66 249,21	67 109,88	80 551,05	92 798,97	95 303,04	81 464,87	61 221,03	103 609,52

Source : Direction générale des douanes, SYDONIA WORLD

(*) RRO/RCP : Rémunération pour la reprographie des œuvres littéraires et artistiques sur les supports graphiques et analogues (RRO)/Rémunération pour copie privée (RCP).

3.1.2.3. Situation des recettes mobilisées par la Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique

Tableau N°3.15 : Evolution des recouvrements de la DGTCP par nature (en milliards FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes courantes	119,67	117,28	112,73	147,28	135,57	168,50	314,30	270,12	245,46	227,17
Recettes fiscales	4,39	1,94	3,69	4,33	3,25	5,19	5,12	2,02	1,89	8,17
Recettes non fiscales	115,28	115,34	109,04	142,96	132,33	163,31	309,18	268,11	243,56	219,00
Recettes en capital	1,71	1,97	4,00	1,53	13,55	9,50	8,77	9,47	8,48	12,67
Total	121,38	119,25	116,73	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

Tableau N°3.16 : Evolution des recettes minières mobilisées par la DGTCP par type (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Royalties ou redevances proportionnelles	33,64	30,89	31,14	38,64	42,56	51,60	59,19	91,24	73,95	70,64
Taxes superficielles part Etat	3,59	2,98	6,36	5,06	8,11	8,86	6,91	9,98	4,32	5,89
Taxes superficielles part collectivités	0,90	0,75	1,59	1,26	2,03	2,22	1,73	2,50	2,88	1,47
Droits fixes/titre minier	0,39	0,46	0,40	0,27	1,14	1,60	0,92	1,01	0,59	0,40
Frais de dossier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,00	0,00
Pénalités	0,11	0,01	0,10	0,02	0,10	0,16	0,19	0,48	0,11	0,70
Total	38,64	35,10	39,59	45,26	53,93	64,45	68,94	105,21	81,86	79,10

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale

3.1.3. Mobilisation des ressources propres par Unité de recouvrement (UR)

Tableau N°3.17 : Evolution des recouvrements par UR de la DGI au profit du budget de l'Etat (en milliards FCFA)

UR	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
DGE	424,00	426,23	406,62	497,01	564,03	603,42	715,78	726,55	886,60	1 015,56
DME-C I	49,52	44,05	41,58	38,08	35,85	38,38	44,63	40,44	42,15	32,87
DME-C II	0,00	0,00	0,00	9,42	25,31	30,49	29,70	28,10	39,09	39,97
DME-C III	na	na	na	na	na	na	na	6,92	12,91	12,21
DME-C IV	na	na	na	na	na	na	na	na	na	47,39
DME-HBS	3,74	2,94	2,96	3,50	3,88	4,02	4,23	4,51	4,77	5,06
DGUF-O	4,55	5,81	4,69	6,12	5,05	4,03	4,79	5,73	7,18	5,09
DGUF-B	1,02	1,29	0,98	1,60	1,09	1,34	1,10	1,36	1,64	1,45
DRI-C	25,70	28,14	34,65	25,92	22,68	24,76	27,93	29,84	37,52	32,55
DRI-PC	0,92	0,94	0,77	1,02	1,03	1,24	1,33	1,40	2,05	1,88
DRI-CS	0,51	0,50	0,49	0,56	0,58	0,57	0,63	0,69	0,92	1,13
DRI-HBS	2,56	2,82	2,48	2,20	2,71	2,96	2,85	2,98	3,20	3,78
DRI-CSC	0,80	0,81	0,80	0,87	1,03	1,07	1,10	1,20	1,34	1,32
DRI-SO	0,47	0,46	0,39	0,48	0,52	0,59	0,61	0,80	1,06	1,00
DRI-CO	1,38	1,42	1,28	1,51	1,71	1,92	2,07	2,24	2,35	3,18
DRI-BMH	1,03	1,08	0,96	1,04	1,41	1,77	1,68	1,65	1,86	1,86
DRI-CN	0,95	1,02	0,96	1,24	1,55	1,49	1,25	1,35	1,57	1,77
DRI-SHL	0,69	0,78	0,60	0,72	0,74	0,98	0,86	1,16	1,41	1,09
DRI-N	1,39	1,28	1,08	1,24	1,50	1,46	1,27	1,61	1,76	1,83
DRI-E	1,32	1,24	1,19	1,30	1,35	1,34	1,27	1,57	1,75	2,01
DRI-CE	1,01	1,07	1,04	1,18	1,35	1,65	1,47	1,81	1,81	2,09
BRIGADE Mixte	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	na	na
Ensemble	521,54	521,89	503,54	595,02	673,37	723,48	844,53	861,92	1 052,93	1 215,12

Source : Direction générale des impôts

Tableau N°3.18 : Evolution des recouvrements par UR de la DGD (en milliards FCFA)

Unité de recouvrement	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
DR Centre	386,47	333,64	344,64	387,81	449,21	500,39	497,98	483,54	537,08	708,73
DR Centre-Sud	0,00	0,00	0,00	0,00	5,05	7,42	6,89	6,57	10,55	10,29
DR Ouest	82,89	90,81	87,62	92,24	110,61	120,65	124,01	112,88	137,34	211,44
DR Centre-Est	3,59	3,82	4,78	5,03	6,28	6,60	6,40	5,63	7,64	11,56
DR Est	1,71	1,60	1,63	1,77	1,93	2,35	1,42	1,27	0,95	0,10
DR Sud-Ouest	0,75	0,77	0,79	0,25	0,76	0,84	0,85	0,94	1,83	1,99
DR Nord	0,70	0,72	1,00	1,07	1,37	0,93	0,73	0,47	0,67	1,16
Total	476,10	431,35	440,46	488,17	575,21	639,18	638,29	611,30	696,06	945,26

Source : Direction générale des douanes

Tableau N°3.19 : Evolution des recouvrements par UR de la DGTCP (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Groupe RG	117,60	115,55	113,19	145,18	145,22	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84
Recette Générale	30,03	9,23	12,57	19,17	15,74	28,36	151,39	70,03	73,48	27,67
DAMOF	22,13	38,35	24,48	32,62	33,23	43,08	60,84	66,01	57,21	80,49
DDP	4,66	5,54	6,53	2,31	14,89	13,93	10,86	11,73	10,16	15,41
TMDC	2,92	2,78	2,82	2,90	3,32	3,17	3,10	2,05	2,37	2,50
SCSP	3,06	2,85	2,89	2,82	2,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AJE	1,90	3,40	6,13	1,40	0,77	0,47	0,74	0,68	0,11	0,00
PS/MEFP	1,30	1,32	1,06	2,05	1,93	1,92	1,29	1,68	2,77	1,29
PS/MTMUSR	2,55	2,71	2,89	3,10	3,26	3,82	4,75	5,85	7,03	6,22
PS/MDICAPME	1,00	0,92	0,19	14,99	0,36	0,40	1,01	1,02	1,14	1,30
PS/MATDS	2,92	4,11	3,94	4,59	4,23	3,95	4,32	2,56	3,58	4,80
PS/MEEA	1,41	1,70	1,72	1,84	1,56	1,62	1,23	1,17	1,20	0,89
PS/MCCAT	0,08	0,12	0,05	0,13	0,08	0,16	0,06	0,11	0,08	0,08
PS/MESRI	0,75	0,79	0,82	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04	0,07	0,07
PS/MEMC	40,11	36,78	40,15	48,04	55,76	67,66	73,10	106,41	82,91	86,43
PS/MARAH (Volet Agriculture)	0,52	0,56	0,60	0,60	0,68	0,68	0,63	0,74	0,68	0,69
PS/MJDHRI	0,89	1,44	2,04	1,15	1,23	2,70	3,28	1,45	2,39	2,09
PS/MUAFH	0,23	0,27	0,18	0,22	0,25	0,55	0,31	0,47	0,56	0,96
PS/MSAHRNGF	0,16	0,11	0,09	0,08	0,02	0,04	0,02	0,02	0,02	0,02
PS/MFPTPS	0,38	0,46	0,44	0,56	0,78	0,91	0,80	2,42	2,77	2,89
PS/MSHP	0,29	0,41	0,40	0,45	0,43	0,55	0,54	0,35	1,58	0,54
TM/MENAPLN	0,12	0,13	0,14	1,01	1,14	1,39	1,48	1,54	1,36	3,55
PS/MARAH (Volet Ressources animales)	0,14	0,16	0,16	0,30	0,20	0,17	0,18	0,42	0,51	0,24
PS/MSJE	0,05	0,04	0,04	0,07	0,09	0,03	0,04	0,06	0,07	0,10
PS/MAECRBE		0,11	0,11	0,12	0,12	0,11	0,12	0,05	0,09	0,10
PS/MTDPCE		0,03	0,01	0,00	0,02	0,06	0,04	0,04	0,06	0,05
PS/MDAC		1,23	2,79	4,62	2,35	2,26	2,87	2,71	1,77	1,46
Groupe TR*	3,78	3,70	3,54	3,63	3,91	0,00	na	na	na	na
TRHB	1,00	1,05	1,04	1,06	1,09	na	na	na	na	na
TRCas	0,21	0,22	0,23	0,21	0,20	na	na	na	na	na
TRBM	0,13	0,13	0,11	0,13	0,14	na	na	na	na	na
TRCO	0,13	0,09	0,10	0,12	0,11	na	na	na	na	na
TRSO	0,09	0,09	0,10	0,11	0,14	na	na	na	na	na
TRE	0,70	0,69	0,61	0,56	0,63	na	na	na	na	na
TRCE	0,92	0,91	0,85	0,82	0,85	na	na	na	na	na
TRN	0,13	0,12	0,12	0,13	0,13	na	na	na	na	na
TRPC	0,04	0,01	0,01	0,07	0,17	na	na	na	na	na
TRCS	0,20	0,20	0,19	0,22	0,21	na	na	na	na	na
TRSAhel	0,14	0,12	0,11	0,12	0,14	na	na	na	na	na
TRCN	0,10	0,08	0,08	0,09	0,09	na	na	na	na	na
Total	121,38	119,25	116,73	148,81	149,13	178,00	323,07	279,60	253,94	239,84

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Recette générale,

(*) Avec l'effectivité du transfert du péage au Fond spécial routier, les autres recettes recouvrées par les TR au profit du budget de l'Etat sont prises en compte directement dans la situation de la Recette générale.

3.2. Dépenses budgétaires

3.2.1. Situation d'exécution des dépenses par titre budgétaire

Tableau N°3.20 : Evolution de l'exécution des dépenses budgétaires par titre (en milliards FCFA)

Titre	2013	2014	2015	2016
Dépenses ordinaires	907,03	1 037,43	1 100,33	1 279,07
Titre 1 : Amortissements, charge de la dette	105,10	159,55	194,17	229,10
Titre 2 : Dépenses de personnel	353,67	436,08	467,47	556,88
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	118,10	101,68	117,79	127,20
Titre 4 : Transferts courants	330,16	340,12	320,90	365,89
Dépenses en capital	761,88	520,46	441,89	535,88
Titre 5 : Dépenses d'investissements	722,23	511,34	437,21	528,89
Etat	475,16	290,13	281,89	319,45
Subventions	186,82	163,01	105,90	100,85
Prêts	60,25	58,19	49,42	108,58
Titre 6 : Transferts en capital	39,65	9,12	4,68	6,99
Total dépenses budgétaires	1 668,91	1 557,89	1 542,22	1 814,95

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

La nomenclature budgétaire en 2017 a changé en tenant compte de l'opérationnalisation du Budget Programme.

Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)

	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires		1 311,88	1 299,24		1 413,47	1 382,70		1 650,35	1 612,32
Charges financières de la dette		67,69	69,63		99,71	95,77		100,00	116,77
Dépenses de personnel		620,89	619,31		705,52	695,70		845,90	844,24
Dépenses d'acquisition de biens et services		180,34	173,91		198,55	192,47		209,96	201,10
Dépenses de transferts courants		442,46	436,34		409,19	398,33		493,98	449,86
Dépenses en atténuation des recettes		0,50	0,05		0,50	0,42		0,50	0,36
Dépenses en capital	2 270,97	985,91	673,37	1 222,77	778,47	564,76	780,54	716,32	525,31
Investissements exécutés par l'Etat	2 250,78	965,71	656,85	1 190,27	752,97	542,53	775,48	711,26	524,00
Etat	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63
Subventions	209,36	261,44	61,18	100,41	174,21	49,95	92,48	171,26	44,08
Prêts	596,68	126,62	40,39	240,54	134,44	60,13	273,51	130,65	86,28
Transferts en capital	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31
Total	2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63

Source : Direction générale du budget, /Projets de lois de règlements

Tableau N°3.21 : Evolution de la situation d'exécution du budget de l'Etat base ordonnancement (en milliards FCFA)
(suite)

	2020			2021*			2022*		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses ordinaires		1 677,95	1 665,87		1 771,57	1 778,05		1 924,70	1 940,17
Charges financières de la dette		113,38	139,91		173,6	191,76		195,8	229,5
Dépenses de personnel		898,01	897,2		950	949,52		1 012,03	1 009,11
Dépenses d'acquisition de biens et services		186,2	175,82		199,95	196,73		219,71	209,59
Dépenses de transferts courants		479,87	452,48		447,2	439,23		496,16	491,26
Dépenses en atténuation des recettes		0,5	0,46		0,82	0,82		1	0,7
Dépenses en capital	695,49	854,81	737,04	643,64	901,22	772,38	673,33	1 127,30	994,2
Investissements exécutés par l'Etat	630,49	789,81	675,35	623,64	891,67	762,83	663,33	1 122,41	989,37
Etat	323,77	437,55	411,85	378,76	546,09	509,23	316,61	776,25	728,44
Subventions	116,99	208,8	141,7	135,22	221,09	155,27	138,59	221,67	172,2
Prêts	189,73	143,46	121,8	109,66	124,49	98,33	208,13	124,49	88,74
Transferts en capital	65	65	61,69	20	9,55	9,55	10	4,9	4,83
Total	695,49	2 532,76	2 402,91	643,64	2 672,78	2 550,43	673,33	3 052,01	2 934,37

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement.

3.2.2. Evolution des dépenses par ministère et institution

Tableau N°3.22 : Evolution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution hors financement extérieur (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Présidence	17,93	18,37	15,29	19,06
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministère	0,53	0,59	0,59	0,61
Premier Ministère	15,37	14,87	24,91	21,14
Parlement	10,77	11,65	0,00	na
Assemblée Nationale			8,16	12,66
Conseil Economique et Social	0,59	0,66	0,65	0,79
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na
Ministère des relations avec le Parlement et des reformes politiques	0,40	na	na	na
Ministère. relations avec les institutions et des reformes politiques	na	0,44	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na	na
Ministère.de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation.et Sécurité.	42,35	na	na	na
Ministère. de l'Administration Territoriale et de la Sécurité	17,84	51,94	88,14	na
Ministère. Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité Intérieure.	na	na	na	87,03
Ministère de la Justice	15,38	13,93	na	na
Ministère. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains et de la Promotion. Civique	na	na	15,80	18,85
Ministère de la Défense	na	na	na	na
Ministère Défense Nationale et des Anciens Combattants.	103,71	86,70	87,53	95,43
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	29,31	25,01	37,09	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	34,46
Ministère de la Sécurité	na	na	na	0,26
Ministère de l'Economie et des Finances	187,72	239,74	250,39	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	306,91
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	4,31	4,94	5,18	4,56
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	0,00	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	0,00	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	0,00	na
Ministère.de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration.	na	na	0,00	na
Ministère.de la Fonction Publique, du Travail et de Sécurité. Sociale	7,80	7,01	8,37	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail.et de la Protection Sociale	na	na	0,00	9,12
Ministère de l'Information	na	na	0,00	na
Ministère de la Communication	10,68	8,88	0,00	na
Ministère de la Communication, chargé des Relations avec Conseil National de la Transition	na	na	9,15	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	8,36
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	1,42	1,36	1,34	1,00
Ministère. Femme. Solidarité Nationale et de la Famille	na	na	na	12,58
Ministère des Sports et des Loisirs	2,68	2,55	3,08	7,46
Ministère de la Santé	102,98	93,03	110,97	146,71
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	14,62	10,69	11,37	na

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na
Ministère de l'Education Nationale et Alphabétisation	143,42	180,24	183,36	266,24
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	97,84	92,11	91,45	na
Ministère de l'enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	na	na	na	121,4
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na
Ministère. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na	na
Ministère. de l'Industrie Commerce et l'Artisanat	4,21	5,48	3,27	4,28
Ministère des Carrières et de l'Energie	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	33,60	4,12	9,09	9,58
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na	na
Ministère. de l'Agriculture et de l'Hydraulique.	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	45,79	35,51	na	na
Ministère Agri Ress. Hydr. Ass&Séc Alimentaire	na	na	70,54	na
Ministère. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	48,56
Ministère des Ressources Animales	na	na	7,60	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	13,24	12,84	na	9,93
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	5,75	7,82	na	na
Ministère. Environnement et des Ressources. Halieutiques	na	na	8,82	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	11,21
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du désenclavement et des Transports	64,40	34,57	37,23	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	61,24
Ministère des Postes et Télécommunications (Technologie)	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na	na
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique.	0,44	na	na	na
Ministère. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	0,45
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	3,59	4,45	2,46	3,18
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,75	1,49	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi.	11,41	17,27	11,32	na
Ministère Jeunesse, de la Formation et de l'Insertion Professionnelle	na	na	na	13,74
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	8,55	7,45	5,35	6,22
Ministère. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	5,83	6,55	6,35	1,73
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	13,70	8,95	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	34,77	27,70	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	25,32
Grande Chancellerie	1,37	0,73	0,45	0,51
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,53	0,49	0,86	0,64
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	1,10	1,02	0,79	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	0,8
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,58	0,60	0,89	0,79
Conseil d'Etat	0,43	0,47	0,57	0,63
Cour des Comptes	0,80	0,82	0,83	1
Cour de Cassation	0,67	0,70	0,69	1,07
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,37	0,16	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,40	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	0,48	0,46	0,48	0,43
Transferts Ressources Collectivités Territoriales	23,88	21,84	11,22	15,05
Dépenses Communes Interministérielles	317,72	269,93	254,79	213,99
Total	1 421,84	1 336,24	1 386,90	1 605,51

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement,

Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA)

SECTPROG	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
01	Présidence du Faso	16,94	40,55	27,47	32,49	34,07	20,81	34,29	37,52	36,88
001	Pilotage de l'action présidentielle	12,75	20,78	18,55	24,73	14,93	14,78	26,11	30,61	30,98
002	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,64	0,30	-	0,79	0,32	-	1,34	0,61
003	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	4,20	19,13	8,62	7,76	18,35	5,72	8,17	5,57	5,29
02	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08
004	Organisation du travail gouvernemental	-	0,74	0,74	0,10	0,72	0,79	0,24	1,10	1,08
03	Primature	187,68	59,61	37,15	111,55	48,92	24,86	109,94	33,84	25,68
005	Soutien à l'action du Premier Ministre (ex Coordination de l'action gouvernementale)	1,07	2,98	2,99	0,62	2,57	3,10	1,25	3,06	2,24
006	Appui à la gouvernance	-	2,10	2,06	-	2,46	2,32	-	2,57	2,59
007	Pilotage des projets stratégiques	186,61	47,71	25,30	110,93	38,34	13,94	108,69	26,69	19,08
008	Promotion du capital humain	-	6,83	6,80	-	5,54	5,50	-	1,53	1,77
04	Parlement	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	-	20,87	20,87
134	Fonction parlementaire	3,25	15,42	15,42	3,50	16,67	16,67	-	20,87	20,87
05	Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	-	0,79	0,79	-	0,83	0,82
009	Conseil Economique et Social	-	0,84	0,84	-	0,79	0,79	-	0,83	0,82
08	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,75	0,71	0,18	2,68	2,53
029	Intégration africaine	na	na	na	-	0,51	0,49	0,18	2,32	2,17
137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
141	Pilotage et soutien des services du MIABE	na	na	na	0,10	0,23	0,22	-	0,37	0,36

SECTPROG Programme / Dotation		2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
09	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (ex Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	17,24	109,75	97,05	33,43	37,73	35,38	3,14	45,38	36,10
010	Sureté de l'Etat	0,27	0,27	0,27	-	-	-	-	-	-
011	Administration du territoire	2,96	14,50	15,22	3,48	8,83	9,46	1,02	11,98	13,60
012	Sécurité intérieure	0,46	2,70	40,22	-	-	0,09	-	-	-
013	Protection civile	0,99	2,52	2,04	24,09	2,05	1,82	0,66	3,60	3,29
014	Décentralisation	11,84	33,58	23,12	3,24	22,53	18,29	1,20	23,46	13,30
015	Etat civil	0,08	0,89	0,56	1,02	0,42	0,12	0,16	0,38	0,20
016	Pilotage et soutien des services du MATD	0,64	55,30	15,62	1,61	3,90	5,60	0,10	5,96	5,71
10	Ministère de la Justice (ex Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	11,02	27,15	24,10	9,34	31,28	28,00	6,48	32,19	30,33
017	Administration judiciaire	7,38	11,10	9,46	6,06	12,99	12,14	3,82	14,58	11,27
018	Administration pénitentiaire	2,81	9,08	8,11	3,01	9,90	8,40	2,66	11,27	11,91
019	Droits humains	0,47	1,49	0,32	-	2,50	0,42	-	1,60	-
020	Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	-	0,34	0,20	-	0,47	0,21	-	0,28	-
021	Pilotage et soutien	0,35	5,13	6,01	0,27	5,41	6,83	-	4,47	7,15
124	Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na	na	na
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	13,00	114,10	114,06	67,93	169,94	169,94	67,95	209,73	209,73
022	Défense	6,27	8,89	8,90	38,40	40,71	40,73	29,25	33,57	33,57
023	Préparation et emploi des forces	1,32	54,45	54,43	4,00	63,51	63,48	2,00	80,21	80,21
024	Equiperment des forces	3,27	3,74	3,74	15,59	15,99	15,99	15,75	16,28	16,28
025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,44	26,61	26,60	0,43	25,19	25,19	0,52	34,56	34,56
026	Renforcement du lien Armée-Nation	0,13	1,24	1,24	-	1,03	1,03	-	1,27	1,27
027	Pilotage et soutien	1,58	19,15	19,14	9,52	23,52	23,51	20,43	43,84	43,84
12	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur)	13,60	38,16	37,93	12,60	46,60	35,98	5,22	41,86	40,93
028	Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	12,60	33,72	33,24	12,41	35,21	24,42	5,22	38,39	37,60
029	Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	0,51	0,77	-	2,09	2,41	-	-	-
030	Pilotage et soutien aux services du Ministère	1,00	3,92	3,92	0,19	9,30	9,15	-	3,47	3,34
137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur	na	na	na	na	na	na	na	na	na
13	Ministère de la Sécurité	12,58	21,31	20,96	13,89	71,23	72,01	14,75	107,01	102,12
010	Sureté de l'Etat	-	0,07	0,07	0,27	0,34	0,34	1,06	4,82	0,94
012	Sécurité intérieure	12,37	19,82	19,53	13,33	62,61	66,92	13,17	83,90	82,50

SECTPROG	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,22	1,41	1,36	0,29	8,27	4,74	0,53	18,30	18,67
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	58,21	181,20	179,30	13,38	227,93	225,46	21,80	226,47	238,34
031	Charge de la dette	-	67,69	69,63	-	99,71	95,77	-	100,00	116,77
032	Pilotage de l'Economie et du développement	17,28	17,92	17,70	6,55	11,71	9,86	14,31	9,41	9,20
033	Mobilisation des ressources	11,79	43,08	38,99	1,05	59,76	57,90	-	26,01	19,89
034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	1,10	4,36	4,96	-	4,05	4,64	-	4,73	5,20
035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	0,30	0,91	3,58	-	4,92	7,86	-	4,49	5,49
036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	0,69	0,87	1,30	-	1,18	1,57	-	3,91	1,87
037	Relations économiques et financières internationales	0,11	7,02	6,09	0,03	6,70	3,75	-	17,18	16,98
038	Pilotage et soutien des services du ministère	26,94	39,35	37,06	5,75	39,89	44,11	7,49	60,74	62,94
15	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	8,04	6,13	5,60	9,41	7,17	7,38	0,41	8,13	8,06
039	Culture	6,75	3,05	3,12	7,00	4,38	4,82	-	4,02	4,00
040	Tourisme	1,29	1,41	0,94	2,36	1,08	0,80	0,41	2,22	1,85
041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	-	1,67	1,55	0,05	1,70	1,76	-	1,88	2,20
046	Communication	na	na	na	na	na	na	na	na	na
047	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na
124	Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	na	na	na
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	11,68	11,35	5,21	12,43	11,99	1,72	12,48	12,32
042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,85	5,79	5,48	1,05	5,15	4,79	1,16	5,51	4,93
043	Réforme de l'administration	0,05	0,23	0,25	-	0,17	0,26	-	0,20	0,03
044	Travail décent	1,28	2,92	2,70	4,16	3,76	3,92	0,56	3,48	3,06
045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	0,01	2,75	2,91	-	3,36	3,02	-	3,28	4,30
18	Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,74	11,04	10,25	2,59	13,06	13,04	1,40	11,56	11,26
046	Communication	5,74	9,09	8,55	1,75	11,09	10,89	1,32	9,12	8,70
047	Pilotage et soutien	-	1,87	1,68	0,84	1,84	2,09	0,08	2,34	2,49

SECTPROG	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
124	Relations avec le Parlement	-	0,08	0,02	-	0,13	0,06	-	0,09	0,07
19	Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na
048	Femme et du genre	na	na	na	na	na	na	na	na	na
049	Enfance et famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na
151	Pilotage des services du ministère	na	na	na	na	na	na	na	na	na
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,25	8,79	8,26	2,92	7,60	7,50	1,43	8,99	8,89
052	Sport et activités physiques	3,25	3,45	3,47	2,57	5,26	5,59	1,29	6,31	6,68
053	Loisirs	-	0,38	0,09	0,07	0,42	0,13	0,11	0,58	0,25
054	Pilotage et soutien des services du MSL	-	4,96	4,70	0,28	1,92	1,79	0,03	2,11	1,96
101	Jeunesse	na	na	na	na	na	na	na	na	na
102	Formation professionnelle	na	na	na	na	na	na	na	na	na
103	Promotion de l'emploi	na	na	na	na	na	na	na	na	na
21	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique (EX Ministère de la Santé)	98,45	219,56	192,58	58,72	207,27	196,76	46,54	238,29	218,59
055	Offre de soin (ex Accès aux services de santé)	73,00	99,00	119,20	46,98	72,83	119,13	41,65	77,53	116,93
056	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	23,14	97,69	54,22	9,18	104,42	52,25	3,73	124,73	73,29
057	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Santé	2,31	22,87	19,16	2,55	30,02	25,38	1,16	36,02	28,37
146	Accès aux produits de santé									
22	Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	2,93	17,00	14,80	3,17	17,72	16,13	1,48	22,14	18,86
048	Femme et du genre	0,69	3,22	1,30	0,60	2,31	0,52	0,60	3,25	1,53
049	Enfance et famille	1,93	4,20	1,85	1,67	6,32	2,02	0,75	6,59	1,72
050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,31	5,23	6,95	0,90	7,18	9,42	0,13	9,74	11,45
051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,34	4,70	-	1,90	4,17	-	2,56	4,15
23	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)	35,36	348,43	331,78	34,31	353,82	385,12	21,93	465,89	451,07
058	Accès à l'éducation formelle	31,80	105,46	288,24	31,51	189,30	336,79	18,66	332,06	210,18
059	Qualité de l'éducation formelle	3,06	122,56	25,47	1,60	127,06	26,61	3,27	76,75	42,06
060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	2,30	2,02	0,02	2,23	2,03	-	2,48	2,02
061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,50	118,12	16,06	1,18	35,23	19,68	-	54,60	196,81

SECTPROG Programme / Dotation		2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	118,82	110,51	105,63	33,18	88,89	88,40	59,24	99,20	95,84
062	Enseignement supérieur	49,64	47,57	61,74	22,09	42,77	44,50	25,31	49,33	48,91
063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	42,26	28,55	25,81	1,60	29,25	26,05	29,60	32,35	30,47
064	Recherche scientifique et technologique	0,42	8,41	7,88	1,82	9,98	9,74	2,44	11,42	8,95
065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	22,83	23,00	9,32	1,22	4,81	6,30	0,70	4,55	6,08
066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	3,67	2,98	0,87	6,45	2,08	1,81	1,20	1,54	1,43
25	Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	12,72	16,84	14,94	7,86	20,36	16,75	4,12	11,85	11,46
067	Industrie	10,73	6,12	4,70	5,32	5,46	5,07	3,97	7,14	6,74
068	Commerce	0,03	8,30	7,77	0,73	11,33	8,00	-	1,17	1,01
069	Artisanat	1,78	0,61	0,36	1,70	1,26	1,02	0,15	0,52	0,45
070	Secteur privé	-	0,45	0,28	-	0,79	0,65	-	1,16	0,84
071	Pilotage et soutien	0,18	1,36	1,82	0,11	1,52	2,02	-	1,86	2,41
26	Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	-	7,42	4,28	4,34	2,73	2,83	0,48	6,06	5,84
072	Mines (ex Mines et carrières)	-	6,49	3,19	2,42	2,22	2,10	0,26	5,27	5,14
073	Energie	-	0,00	0,19	-	-	0,07	-	-	-
074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,93	0,90	1,92	0,52	0,66	0,22	0,79	0,70
138	Carrières	na	na	na	na	na	na	na	na	na
27	Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	92,82	129,69	86,49	134,39	135,68	85,63	69,88	99,58	70,40
075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	44,24	40,65	24,38	63,52	41,81	30,21	45,29	38,36	28,68
076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	26,11	25,25	22,51	22,22	40,00	14,64	6,77	11,85	8,83
077	Economie agricole	5,99	8,27	2,02	15,01	10,31	4,19	5,86	12,06	2,83

SECTPROG	Programme / Dotation	2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
078	Développement durable des productions agricoles	5,09	17,69	16,82	22,47	11,40	11,14	4,53	13,32	13,06
079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	9,17	16,04	10,24	3,89	12,25	11,19	6,81	9,18	7,45
080	Pilotage et soutien	2,21	21,80	10,53	7,28	19,91	14,26	0,61	14,81	9,55
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	na	na	na	na	na	na	na	na	na
082	Productivité et compétitivité des productions animales	na	na	na	na	na	na	na	na	na
083	Santé animale et santé publique vétérinaire	na	na	na	na	na	na	na	na	na
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	na	na	na	na	na	na	na	na	na
28	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	107,99	20,73	16,31	55,71	24,67	17,45	27,71	26,21	24,17
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	29,44	5,44	5,20	12,83	8,01	9,03	3,58	5,40	6,09
082	Productivité et compétitivité des productions animales	52,06	7,86	5,36	19,70	10,49	4,21	22,37	13,04	12,19
083	Santé animale et santé publique vétérinaire	12,23	2,08	0,99	5,68	1,53	0,33	0,77	1,75	0,57
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	9,33	0,85	0,51	11,67	1,47	0,83	0,08	1,76	0,61
085	Pilotage et soutien	4,93	4,49	4,26	5,83	3,17	3,06	0,91	4,26	4,71
29	Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	9,61	35,41	19,70	6,41	21,61	15,74	9,41	22,13	17,68
086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,37	9,73	12,06	1,71	7,72	8,28	7,28	13,31	11,16
087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,65	2,38	0,92	0,27	1,57	0,46	0,11	1,56	0,53
088	Gouvernance environnementale et développement durable	4,23	13,52	1,65	3,34	4,97	0,47	0,45	1,23	0,39
089	Economie verte et changement climatique	2,35	3,30	1,09	0,89	3,41	1,21	1,57	2,64	1,24
090	Pilotage et soutien	-	6,46	3,98	0,20	3,94	5,33	-	3,39	4,36
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	1 046,12	211,00	135,48	175,62	123,41	106,34	119,49	166,36	99,30
091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	1 040,32	206,15	130,70	171,62	119,33	101,73	119,41	162,79	94,89

SECTPROG Programme / Dotation		2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	092 Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	5,80	0,34	0,02	3,00	0,13	0,06	-	0,19	0,17
	093 Développement de réseau de pistes rurales	-	1,01	1,01	-	0,67	0,62	-	0,15	0,15
	094 Pilotage et soutien	-	3,49	3,75	1,00	3,29	3,94	0,08	3,23	4,09
31	Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	30,42	21,39	5,37	49,22	23,80	13,56	19,92	17,16	16,05
	095 Développement d'infrastructures de communications électroniques	30,15	19,39	3,38	48,92	21,65	11,52	19,92	15,06	14,00
	096 Appui au sous-secteur postal	0,15	0,03	0,02	0,22	0,02	0,01	-	0,23	0,23
	097 Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,11	1,98	1,97	0,08	2,13	2,03	-	1,88	1,82
	136 Transformation et écosystème numérique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	1,93	1,87	17,49	7,17	6,84	7,38	10,19	9,52
	098 Transports et météorologie	1,07	0,72	0,64	16,07	4,63	4,27	5,87	7,38	7,19
	099 Mobilité et sécurité routière	1,65	0,73	0,73	1,42	1,89	1,59	1,47	1,43	1,06
	100 Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	0,48	0,50	-	0,65	0,98	0,03	1,38	1,27
35	Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	-	1,59	0,72
	019 Droits humains	na	na	na	na	na	na	-	1,20	0,35
	020 Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	na	na	na	na	na	na	-	0,26	0,25
	145 Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	na	na	-	0,13	0,12
37	Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	7,16	20,11	18,52	4,80	20,47	17,29	1,09	11,63	11,42
	101 Jeunesse	0,54	1,32	2,54	0,10	2,18	3,42	-	2,62	2,68
	102 Formation professionnelle	0,90	3,21	3,04	2,76	6,19	2,65	0,79	4,97	4,79
	103 Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	5,72	11,46	10,08	1,95	9,21	8,73	-	2,67	1,83
	104 Pilotage et soutien des services du Ministère	-	4,12	2,86	-	2,88	2,50	0,30	1,37	2,12

SECTPROG Programme / Dotation		2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
38	Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	22,66	9,29	7,24	8,93	5,94	4,02	6,99	8,18	5,72
105	Planification et aménagement urbain	3,18	2,05	1,91	4,32	0,86	0,92	2,63	2,27	0,81
106	Architecture et construction	2,00	1,41	1,41	1,74	1,33	1,22	3,37	3,81	2,93
107	Accès aux logements décents	16,81	3,75	2,22	2,70	2,51	0,61	0,97	1,05	0,88
108	Pilotage et soutien aux service du MUH	0,67	2,08	1,70	0,17	1,24	1,28	0,03	1,05	1,10
42	Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	84,18	87,48	78,02	90,30	66,28	51,20	27,43	42,86	39,34
073	Energie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	na	na	na	na	na	na	na	na	na
087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
088	Gouvernance environnementale et développement durable	na	na	na	na	na	na	na	na	na
089	Economie verte et changement climatique	na	na	na	na	na	na	na	na	na
109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	53,79	55,43	50,97	72,14	44,71	34,45	17,29	26,17	24,35
110	Gestion intégrée des ressources en eau	4,67	4,20	2,41	3,57	5,54	2,86	1,54	4,08	3,41
111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	16,44	17,02	15,75	11,78	10,14	8,78	6,83	8,74	8,26
112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	8,54	6,97	5,25	2,09	4,17	3,13	1,25	1,38	1,20
113	Pilotage et soutien	0,73	3,85	3,63	0,72	1,72	1,98	0,52	2,49	2,12
43	Ministère de l'Energie	176,30	44,94	15,11	132,46	34,84	23,94	67,28	27,18	22,61
073	Energie	173,30	41,71	11,89	131,96	34,54	23,41	67,20	26,34	21,95
140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	3,00	3,23	3,22	0,50	0,30	0,53	0,08	0,84	0,66
44	Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na	na	na	na	na	na	na
150	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	na	na	na
50	Grande Chancellerie	0,21	0,90	0,89	-	0,61	0,66	-	0,72	0,72
114	Ordres burkinabè	0,21	0,90	0,89	-	0,61	0,66	-	0,72	0,72
51	Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87
115	Régulation du secteur de la communication	0,05	0,91	0,76	0,50	0,95	0,82	0,40	1,01	0,87

SECTPROG Programme / Dotation		2017			2018			2019		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
52	Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41
116	Contrôle d'Etat	6,10	3,00	2,72	1,00	2,24	2,22	1,20	2,46	2,41
54	Conseil Constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	-	0,81	0,80
117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	5,37	2,61	2,57	32,33	3,27	3,23	-	0,81	0,80
55	Conseil d'Etat	-	0,74	0,74	-	0,75	0,75	-	0,78	0,78
118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	-	0,74	0,74	-	0,75	0,75	-	0,78	0,78
56	Cour des Comptes		1,13	1,13	-	1,06	1,12	-	1,13	1,13
119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,13	1,13	-	1,06	1,12	-	1,13	1,13
57	Cour de Cassation	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,06	1,46	1,40	0,11	1,31	1,32	0,16	1,54	1,47
58	Commission Electorale Nationale Indépendante		0,27	0,27	-	1,25	1,25	-	0,38	0,37
121	Elections	-	0,27	0,27	-	1,25	1,25	-	0,38	0,37
59	Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,39	0,39	-	0,38	0,38	-	0,37	0,37
122	Protection des données à caractère personnel	0,04	0,39	0,39	-	0,38	0,38	-	0,37	0,37
60	Médiateur du Faso		0,43	0,43	-	0,43	0,43	-	0,58	0,58
123	Médiateur du Faso	-	0,43	0,43	-	0,43	0,43	-	0,58	0,58
61	Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
147	Défense des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	na	na	na
98	Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	57,13	57,13	12,08	41,25	41,25	9,26	38,59	38,59
99	Dépenses Communes Interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96
133	Dépenses communes interministérielles	30,16	280,64	265,56	41,41	256,91	174,67	10,20	241,18	184,96
TOTAL GENERAL		2 270,97	2 297,78	1 972,61	1 222,77	2 191,93	1 947,45	780,54	2 366,67	2 137,63

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.23 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses budgétaires globales par ministère et institution et par programme y compris financement extérieur (en milliards FCFA) (suite)

SECT° PROG	Programme / Dotation	2020			2021*			2022*		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
01	Présidence du Faso	27,41	31,19	29,57	25,75	36,66	36,53	10,48	132,96	129,58
001	Pilotage de l'action présidentielle	27,41	23,55	23,76	25,75	28,76	29,24	10,48	124,71	121,95
002	Renforcement des capacités d'analyse et de transparence de l'action publique	-	0,67	0,51	-	0,75	0,59	-	0,61	0,43
003	Lutte contre le VIH, le SIDA et les IST	-	6,97	5,30	-	7,15	6,70	-	7,65	7,20
02	Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,10	0,95	0,89	0,21	1,18	1,12	0,10	1,14	1,12
004	Organisation du travail gouvernemental	0,10	0,95	0,89	0,21	1,18	1,12	0,10	1,14	1,12
03	Primature	93,07	39,71	33,69	24,25	29,99	25,22	36,42	46,69	28,72
005	Soutien à l'action du Premier Ministre (ex Coordination de l'action gouvernementale)	0,70	2,73	2,04	0,49	2,99	1,88	0,79	3,37	1,57
006	Appui à la gouvernance	-	5,97	6,15	0,07	1,47	1,56	-	1,17	1,46
007	Pilotage des projets stratégiques	92,37	29,17	23,47	23,69	23,64	19,63	35,63	38,00	21,39
008	Promotion du capital humain	-	1,83	2,03	-	1,89	2,14	-	4,14	4,30
04	Parlement	1,50	18,94	18,94	7,40	26,79	24,79	-	9,99	9,99
134	Fonction parlementaire	1,50	18,94	18,94	7,40	26,79	24,79	-	9,99	9,99
05	Conseil Economique et Social	-	0,77	0,77	0,10	0,88	0,87	0,06	0,80	0,79
009	Conseil Economique et Social	-	0,77	0,77	0,10	0,88	0,87	0,06	0,80	0,79
08	Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,08	2,68	2,67	-	0,25	0,25	na	na	na
029	Intégration africaine	-	1,88	1,88	-	0,09	0,03	na	na	na
137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur	-	0,21	0,14	-	0,11	-	na	na	na
141	Pilotage et soutien des services du MIABE	0,08	0,58	0,65	-	0,05	0,22	na	na	na
09	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (ex Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	9,48	57,51	48,29	7,69	79,02	58,11	50,32	202,98	195,33
010	Sureté de l'Etat	-	-	-	-	-	-	0,75	2,06	2,06
011	Administration du territoire	0,13	8,89	11,91	1,92	11,07	13,75	0,09	8,55	9,02
012	Sécurité intérieure	-	-	-	-	-	-	39,13	147,15	140,33
013	Protection civile	0,80	4,34	4,04	3,55	8,08	5,41	1,60	6,19	5,99
014	Décentralisation	8,50	39,37	27,90	1,93	55,39	34,34	4,32	22,16	20,55
015	Etat civil	-	0,24	0,07	0,30	0,67	0,26	0,23	0,50	0,42
016	Pilotage et soutien des services du MATD	0,05	4,69	4,37	-	3,80	4,35	4,21	16,37	16,96
10	Ministère de la Justice (ex Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	0,82	25,40	25,06	2,69	33,23	32,38	4,76	35,41	32,08
017	Administration judiciaire	0,39	11,65	9,92	1,31	14,49	12,91	2,95	15,22	13,13
018	Administration pénitentiaire	0,43	10,90	9,65	1,38	12,02	11,65	1,59	15,32	11,78
019	Droits humains	-	-	-	-	0,82	0,82	0,03	0,68	0,31

SECT° PROG	Programme / Dotation	2020			2021*			2022*		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
020	Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	-	-	-	-	0,20	0,20	0,03	0,62	0,32
021	Pilotage et soutien	-	2,85	5,49	0,01	5,69	6,80	0,16	3,52	6,49
124	Relations avec le Parlement							-	0,05	0,05
11	Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,34	223,17	223,17	90,46	254,61	254,61	77,47	377,87	377,87
022	Défense	18,54	19,99	19,99	61,56	64,05	64,05	37,98	149,81	149,81
023	Préparation et emploi des forces	9,31	90,26	90,27	2,89	100,36	100,37	2,09	114,03	114,04
024	Equiperment des forces	19,52	20,32	20,08	8,40	8,95	8,97	8,73	9,30	9,33
025	Appui à la sécurité publique et à la protection civile	0,92	34,96	34,96	0,83	35,85	35,85	-	46,22	46,21
026	Renforcement du lien Armée-Nation	-	1,27	1,27	0,06	1,35	1,35	0,28	1,62	1,62
027	Pilotage et soutien	30,05	56,36	56,60	16,73	44,05	44,01	28,38	56,89	56,86
12	Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur)	2,44	44,51	44,39	8,02	50,74	49,58	3,61	50,05	46,74
028	Défense des intérêts du Burkina Faso dans le monde	2,43	40,61	40,63	6,10	42,72	42,60	3,54	42,59	40,75
029	Intégration Africaine (ex Intégration régionale)	-	-	-	-	1,33	1,33	-	1,39	1,30
030	Pilotage et soutien aux services du Ministère	0,01	3,90	3,76	1,83	6,37	5,43	0,05	5,78	4,54
137	Gestion des Burkinabè de l'extérieur				0,09	0,33	0,22	0,02	0,28	0,15
13	Ministère de la Sécurité	19,28	115,36	114,21	23,83	120,44	116,09	na	na	na
010	Sûreté de l'Etat	0,75	1,00	1,00	0,75	1,10	1,00	na	na	na
012	Sécurité intérieure	17,97	95,64	79,48	22,50	108,68	79,42	na	na	na
139	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Sécurité	0,56	18,72	33,73	0,58	10,66	35,67	na	na	na
14	Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	28,44	243,90	262,22	42,17	316,37	326,35	71,14	360,02	391,10
031	Charge de la dette	-	113,38	139,91	-	173,60	191,76	-	195,80	229,50
032	Pilotage de l'Economie et du développement	26,03	49,27	46,55	31,55	58,48	52,65	67,15	81,98	81,52
033	Mobilisation des ressources	1,09	27,97	27,16	3,66	27,59	29,23	2,35	26,84	29,06
034	Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	0,21	14,53	11,09	0,04	13,13	10,80	-	11,70	9,67
035	Gestion des comptes publics et sauvegarde des intérêts financiers et du patrimoine de l'Etat	-	-	-	-	-	-	na	na	na
036	Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	-	2,77	1,46	0,08	1,99	2,22	0,19	4,59	3,91
037	Relations économiques et financières internationales	-	-	-	-	-	-	na	na	na

SECT° PROG	Programme / Dotation	2020			2021*			2022*		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
038	Pilotage et soutien des services du ministère	1,11	35,98	36,05	6,83	41,59	39,69	1,45	39,12	37,44
15	Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,32	8,49	8,49	1,46	10,16	8,29	0,69	19,76	18,87
039	Culture	0,15	4,50	4,30	0,21	3,48	3,51	-	3,35	3,53
040	Tourisme	0,11	1,84	1,72	0,73	2,21	1,64	-	1,69	1,22
041	Pilotage et soutien aux services du MCAT	0,05	2,16	2,47	0,52	4,46	3,14	na	na	na
046	Communication	na	na	na	na	na	na	0,03	9,61	9,01
047	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	0,64	5,06	5,11
124	Relations avec le Parlement	na	na	na	na	na	na	-	0,05	-
17	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,68	9,76	9,71	1,78	13,46	13,41	1,00	13,98	13,37
042	Recrutement, formation professionnelle et gestion de la carrière des agents de la fonction publique	0,42	4,09	3,97	0,61	5,37	4,76	0,53	6,37	5,54
043	Réforme de l'administration	-	0,22	0,02	-	0,31	0,08	-	0,40	0,21
044	Travail décent	1,26	2,00	1,63	1,07	4,50	3,45	0,11	4,31	3,27
045	Pilotage et soutien des services du MFPTPDS	-	3,45	4,09	0,10	3,29	5,12	0,37	2,90	4,34
18	Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,06	15,64	15,63	3,08	14,78	14,63	na	na	na
046	Communication	2,06	13,13	13,14	3,00	12,47	12,24	na	na	na
047	Pilotage et soutien	-	2,37	2,42	0,05	2,14	2,28	na	na	na
124	Relations avec le Parlement	-	0,14	0,07	0,03	0,16	0,11	na	na	na
19	Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na	0,55	2,96	2,21
048	Femme et du genre	na	na	na	na	na	na	0,08	0,90	0,71
049	Enfance et famille	na	na	na	na	na	na	0,41	1,84	1,39
151	Pilotage des services du ministère	na	na	na	na	na	na	0,06	0,23	0,11
20	Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	2,28	8,23	8,16	18,61	14,97	14,70	12,60	32,77	31,98
052	Sport et activités physiques	2,19	5,58	5,98	18,61	12,57	12,38	8,40	12,01	13,66
053	Loisirs	0,08	0,71	0,21	-	0,18	0,17	0,11	0,30	0,23
054	Pilotage et soutien des services du MSL	0,01	1,94	1,97	-	2,23	2,14	-	4,51	3,87
101	Jeunesse	na	na	na	na	na	na	-	1,99	1,29
102	Formation professionnelle	na	na	na	na	na	na	4,03	9,41	9,18
103	Promotion de l'emploi	na	na	na	na	na	na	0,06	4,55	3,75
21	Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique (EX Ministère de la Santé)	54,27	280,72	271,04	34,29	291,38	284,59	48,20	321,79	311,20
055	Offre de soin (ex Accès aux services de santé)	29,48	58,32	129,62	30,88	81,17	147,67	43,78	174,63	184,78
056	Santé publique (ex Prestation des services de santé)	24,54	171,34	116,27	1,97	146,57	81,00	2,98	87,17	79,23

SECT° PROG	Programme / Dotation	2020			2021*			2022*		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
057	Pilotage et soutien des services du Ministère de la Santé	0,25	51,06	25,15	0,25	49,57	43,51	1,04	36,33	27,43
146	Accès aux produits de santé	na	na	na	1,20	14,08	12,41	0,40	23,65	19,76
22	Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	0,35	42,78	33,80	2,41	39,52	36,68	4,89	39,33	35,06
048	Femme et du genre	-	7,39	5,68	0,80	2,50	1,14	-	2,09	0,42
049	Enfance et famille	0,30	4,21	1,41	1,14	7,77	3,26	0,01	2,32	0,74
050	Solidarité nationale et gestion des catastrophes	0,05	28,67	22,50	0,40	26,63	27,85	4,84	32,42	29,79
051	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	2,52	4,21	0,07	2,62	4,43	0,04	2,50	4,10
23	Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales (ex Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation)	12,46	499,25	495,19	39,39	516,92	507,13	17,37	551,40	539,51
058	Accès à l'éducation formelle	11,52	382,13	263,11	35,84	399,03	267,37	14,55	428,34	271,42
059	Qualité de l'éducation formelle	0,49	62,28	48,17	1,95	69,52	52,23	1,64	87,17	58,79
060	Accès et qualité de l'éducation non formelle	-	10,51	1,54	-	16,36	2,23	0,10	21,35	1,26
061	Pilotage et soutien aux services de l'éducation formelle et non formelle	0,46	44,33	182,37	1,60	32,01	185,29	1,08	14,53	208,04
24	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	17,64	95,81	92,30	41,33	123,99	122,05	55,48	124,87	116,40
062	Enseignement supérieur	11,61	47,25	44,11	34,56	74,30	71,69	29,84	68,32	64,43
063	Fourniture des services sociaux aux étudiants	2,03	26,33	26,91	4,92	29,63	30,85	21,65	35,79	33,05
064	Recherche scientifique et technologique	2,61	15,12	14,28	0,86	10,34	10,79	2,49	13,41	11,51
065	Pilotage de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation	0,11	5,49	6,14	0,80	8,37	7,72	0,33	6,83	7,23
066	Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	1,28	1,62	0,86	0,20	1,36	0,99	1,18	0,52	0,18
25	Ministère du Développement Industriel, du Commerce, l'Artisanat et des Petites et Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	2,08	19,45	6,41	2,56	12,37	10,36	0,78	11,49	10,57
067	Industrie	0,93	2,44	1,70	0,82	1,54	1,16	0,12	1,73	1,10
068	Commerce	0,58	13,71	0,86	0,47	5,38	4,44	0,05	5,64	4,52
069	Artisanat	0,39	1,26	0,64	1,17	2,11	0,74	0,42	1,34	0,97
070	Secteur privé	0,10	0,81	0,58	0,10	1,94	1,23	0,06	1,64	1,14
071	Pilotage et soutien	0,09	1,24	2,63	-	1,41	2,79	0,14	1,13	2,84

SECT° PROG	Programme / Dotation	2020			2021*			2022*		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
26	Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Énergie, des Mines et des Carrières)	-	5,07	5,03	14,02	30,82	23,65	5,50	6,54	6,40
072	Mines (ex Mines et carrières)	-	4,13	4,02	-	4,73	4,78	-	4,29	4,48
073	Énergie	-	-	-	14,02	24,22	17,18	5,50	0,21	0,01
074	Pilotage et soutien des services du Ministère des Mines et des Carrières	-	0,66	0,83	-	1,46	1,30	-	1,76	1,70
138	Carrières	-	0,28	0,18	-	0,41	0,39	-	0,28	0,21
27	Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	57,38	95,52	72,04	68,94	134,36	110,50	53,67	128,29	111,66
075	Aménagements hydro-agricoles et irrigations	33,56	19,67	18,43	33,73	49,14	46,29	20,40	31,88	34,11
076	Prévention et gestion des crises alimentaires et nutritionnelles	3,86	12,51	10,36	2,31	7,54	5,57	2,61	13,59	10,81
077	Économie agricole	5,88	14,67	7,53	8,94	29,70	19,60	12,49	23,29	17,56
078	Développement durable des productions agricoles	13,05	30,13	23,23	21,81	33,16	25,93	4,42	23,02	15,71
079	Sécurisations foncière, formation professionnelle agricole et organisation du monde rural	0,68	3,47	2,96	0,91	5,43	3,69	0,74	4,61	3,00
080	Pilotage et soutien	0,35	15,07	9,52	1,23	9,38	9,41	0,21	7,73	11,49
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	na	na	na	na	na	na	7,34	11,49	11,23
082	Productivité et compétitivité des productions animales	na	na	na	na	na	na	4,73	7,99	6,11
083	Santé animale et santé publique vétérinaire	na	na	na	na	na	na	0,51	2,85	1,39
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	na	na	na	na	na	na	0,22	1,84	0,23
28	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	25,87	35,74	32,64	18,95	30,69	23,88	na	na	na
081	Sécurisation et gestion durable des ressources pastorales	3,11	6,50	7,01	9,09	16,07	15,82	na	na	na
082	Productivité et compétitivité des productions animales	21,93	23,39	21,98	8,66	7,96	3,35	na	na	na
083	Santé animale et santé publique vétérinaire	0,04	1,72	0,31	0,82	2,30	0,99	na	na	na
084	Développement des productions halieutiques et aquacoles	0,03	1,84	0,51	0,26	1,97	0,67	na	na	na
085	Pilotage et soutien	0,75	2,28	2,83	0,12	2,38	3,05	na	na	na
29	Ministère de la Transition Écologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de	4,82	24,22	22,75	5,25	27,14	24,39	-	14,74	14,61

SECT° PROG	Programme / Dotation	2020			2021*			2022*		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
	l'Economie verte et du Changement Climatique)									
086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	2,06	9,21	10,49	3,02	12,36	11,51	-	8,73	6,68
087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	0,39	2,00	0,70	0,06	1,83	0,50	-	1,38	0,16
088	Gouvernance environnementale et développement durable	0,84	1,89	1,06	0,74	2,17	0,39	-	0,46	0,04
089	Economie verte et changement climatique	0,83	2,45	1,65	0,72	2,18	1,69	-	0,73	0,47
090	Pilotage et soutien	0,70	8,67	8,85	0,72	8,61	10,31	-	3,44	7,26
30	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	108,29	104,30	91,43	78,17	118,14	103,85	95,47	84,56	66,73
091	Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	55,24	49,92	37,15	57,48	56,60	43,88	72,13	27,43	11,84
092	Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	21,13	41,06	40,33	20,20	42,46	40,47	21,92	49,11	45,90
093	Développement de réseau de pistes rurales	31,77	9,82	9,33	0,50	16,62	15,40	1,22	4,94	4,82
094	Pilotage et soutien	0,15	3,50	4,62	-	2,47	4,11	0,20	3,08	4,17
31	Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	28,08	32,06	31,96	73,31	113,01	91,18	6,18	11,88	9,32
095	Développement d'infrastructures de communications électroniques	27,80	30,46	30,60	58,92	82,35	64,97	2,94	5,25	4,46
096	Appui au sous-secteur postal	0,00	0,08	0,09	4,72	5,82	4,84	0,00	0,02	0,01
097	Pilotage et soutien aux structures du MDENP	0,18	1,00	0,90	1,71	11,21	10,57	0,45	1,34	1,64
136	Transformation et écosystème numérique	0,09	0,51	0,38	7,96	13,64	10,80	2,79	5,27	3,21
32	Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,61	9,46	9,31	2,72	13,64	11,52	8,37	11,20	8,59
098	Transports et météorologie	2,40	7,43	7,21	-	7,29	6,13	7,14	8,56	5,90
099	Mobilité et sécurité routière	0,21	0,92	0,88	2,72	4,56	3,44	1,24	1,38	1,26
100	Pilotage et soutien des services du MTMUSR	-	1,11	1,23	-	1,79	1,95	-	1,26	1,43
35	Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	2,02	1,68	-	1,11	1,11	na	na	na
019	Droits humains	-	1,16	0,42	-	0,46	-	na	na	na
020	Citoyenneté et paix (ex Civisme et citoyenneté)	-	0,41	0,15	-	0,27	-	na	na	na

SECT° PROG	Programme / Dotation	2020			2021*			2022*		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
145	Pilotage et soutien des services du Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	0,45	1,12	-	0,39	1,11	na	na	na
37	Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,51	15,89	14,63	3,23	16,08	14,55	na	na	na
101	Jeunesse	-	2,00	2,40	-	2,45	2,74	na	na	na
102	Formation professionnelle	0,45	3,92	3,19	1,24	6,87	5,50	na	na	na
103	Promotion de l'emploi (ex Insertion professionnelle)	0,06	8,55	7,18	1,92	4,89	3,94	na	na	na
104	Pilotage et soutien des services du Ministère	-	1,41	1,86	0,07	1,87	2,37	na	na	na
38	Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	4,87	6,33	4,43	7,35	10,34	9,64	5,15	9,20	8,59
105	Planification et aménagement urbain	2,86	2,47	0,53	2,57	3,19	2,81	4,07	6,18	5,62
106	Architecture et construction	1,89	2,68	2,48	3,10	4,18	4,04	0,50	1,30	0,51
107	Accès aux logements décentes	0,11	0,35	0,23	1,68	2,21	1,56	0,43	0,95	0,37
108	Pilotage et soutien aux service du MUH	-	0,82	1,18	-	0,77	1,23	0,15	0,77	2,09
42	Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	26,23	43,29	35,86	27,09	54,57	46,00	80,70	108,00	82,56
073	Energie	na	na	na	na	na	na	36,21	36,87	21,74
086	Gestion durable des ressources forestières et fauniques	na	na	na	na	na	na	1,63	4,78	4,32
087	Assainissement de l'environnement et amélioration du cadre de vie	na	na	na	na	na	na	0,13	0,69	0,59
088	Gouvernance environnementale et développement durable	na	na	na	na	na	na	0,00	1,20	0,26
089	Economie verte et changement climatique	na	na	na	na	na	na	1,45	1,91	1,47
109	Aménagements hydrauliques (ex Mobilisation des ressources en eau)	11,42	18,77	18,04	10,93	22,37	20,86	24,63	25,23	22,82
110	Gestion intégrée des ressources en eau	3,10	5,08	1,81	3,02	6,28	3,81	1,21	6,75	4,90
111	Approvisionnement en eau potable (ex Eau potable)	9,31	13,73	11,02	9,34	17,24	13,67	12,15	20,99	18,81
112	Assainissement des eaux usées et excréta (ex Assainissement)	2,34	2,75	2,40	2,90	4,37	4,08	2,29	3,15	2,63
113	Pilotage et soutien	0,06	2,96	2,58	0,90	4,31	3,57	0,99	6,44	5,00
43	Ministère de l'Energie	4,27	37,66	36,03	-	0,38	0,38	na	na	na
073	Energie	4,27	36,97	35,42	-	0,17	0,15	na	na	na

SECT° PROG	Programme / Dotation	2020			2021*			2022*		
		AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
140	Pilotage et soutien des services du Ministère de l'Energie	-	0,69	0,62	-	0,22	0,23	na	na	na
44	Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na	na	na	na	-	0,75	0,75
150	Pilotage et soutien	na	na	na	na	na	na	-	0,75	0,75
50	Grande Chancellerie	-	0,74	0,74	-	0,84	0,84	-	0,96	0,96
114	Ordres burkinabè	-	0,74	0,74	-	0,84	0,84	-	0,96	0,96
51	Conseil Supérieur de la Communication	-	0,82	0,82	0,05	1,01	0,97	-	1,14	1,14
115	Régulation du secteur de la communication	-	0,82	0,82	0,05	1,01	0,97	-	1,14	1,14
52	Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,21	2,39	2,38	1,48	2,94	2,94	0,10	1,84	1,82
116	Contrôle d'Etat	1,21	2,39	2,38	1,48	2,94	2,94	0,10	1,84	1,82
54	Conseil Constitutionnel	-	0,77	0,77	0,05	0,89	0,88	-	0,80	0,75
117	Coordination des actions du Conseil constitutionnel	-	0,77	0,77	0,05	0,89	0,88	-	0,80	0,75
55	Conseil d'Etat	0,06	1,11	1,11	0,05	0,93	0,93	0,05	0,98	0,98
118	Juridiction supérieure de l'ordre administratif	0,06	1,11	1,11	0,05	0,93	0,93	0,05	0,98	0,98
56	Cour des Comptes	-	1,49	1,49	0,05	1,46	1,46	-	1,87	1,87
119	Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	-	1,49	1,49	0,05	1,46	1,46	-	1,87	1,87
57	Cour de Cassation	0,07	1,79	1,79	0,10	1,68	1,67	-	1,53	1,53
120	Juridiction supérieure de l'Ordre judiciaire	0,07	1,79	1,79	0,10	1,68	1,67	-	1,53	1,53
58	Commission Electorale Nationale Indépendante	-	0,34	0,34	-	0,43	0,43	-	0,41	0,41
121	Elections	-	0,34	0,34	-	0,43	0,43	-	0,41	0,41
59	Commission de l'Informatique et des Libertés	-	0,37	0,37	0,05	0,45	0,45	0,20	0,58	0,57
122	Protection des données à caractère personnel	-	0,37	0,37	0,05	0,45	0,45	0,20	0,58	0,57
60	Médiateur du Faso	-	0,57	0,57	-	0,66	0,66	-	0,71	0,71
123	Médiateur du Faso	-	0,57	0,57	-	0,66	0,66	-	0,71	0,71
61	Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	-	0,45	0,30
147	Défense des Droits Humains	na	na	na	na	na	na	-	0,45	0,30
98	Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	38,69	38,69	7,95	42,26	42,25	10,50	40,92	40,48
135	Transferts de ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	38,69	38,69	7,95	42,26	42,25	10,50	40,92	40,48
99	Dépenses Communes Interministérielles	67,70	287,90	251,45	23,34	182,95	180,59	11,50	288,39	281,17
133	Dépenses communes interministérielles	67,70	287,90	251,45	23,34	182,95	180,59	11,50	288,39	281,17
TOTAL GENERAL		695,49	2 532,76	2 402,91	643,64	2 672,78	2 550,43	673,33	3 052,01	2 934,37

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement.

3.2.3. Evolution des dépenses par titre budgétaire et par ministère et institution

Tableau N°3.24 : Evolution de l'exécution des dépenses du titre I par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Economie et des Finances	104,65	158,56	177,20	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	228,39
Dépenses Communes Interministérielles	0,45	0,98	16,97	0,70
Total	105,10	159,55	194,17	229,10

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	0,50	0,05	0,50	0,42	0,50	0,36

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.25 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses en atténuation des recettes (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021*		2022*	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Dépenses Communes Interministérielles	0,50	0,46	0,82	0,82	1,00	0,70

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie, des finances et du développement	67,69	69,63	99,71	95,77	100,00	116,77

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

Tableau N°3.26 Evolution de la situation d'exécution des charges financières de la dette (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021*		2022*	
	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement	CP	Ordonnancement
Ministère de l'économie, des finances et du développement	113,38	139,91	173,60	191,76	195,80	229,50

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.27 : Evolution des dépenses du titre II par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Présidence	1,21	1,26	1,25	1,37
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,29	0,29	0,33	0,38
Premier Ministère	0,46	0,58	0,69	0,87
Parlement	na	na	na	na
Conseil Economique et Social	0,14	0,17	0,17	0,20
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na
Ministère des Relations avec le Parlement et Réformes Politiques	0,19	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	0,24	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de Décentralisation et de la Sécurité.	27,40	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Sécurité	na	32,32	34,83	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de Décentralisation et de la Sécurité intérieure	na	na	na	50,83
Ministère de la Justice	7,75	8,00	na	na
Ministère de la Justice et de la Promotion des Droits Humains.	na	na	na	na
Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion. Civique	na	na	9,46	13,85
Ministère de la Défense	na	na	na	na
Ministère Défense Nationale et des Anciens Combattants.	63,50	65,72	70,30	63,19
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	12,49	13,31	12,63	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	15,40
Ministère de la Sécurité	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	16,46	20,38	21,05	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	26,51
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et francophonie	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	1,72	2,06	1,92	2,17
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Administration.	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et la Sécurité. Sociale	2,01	2,44	2,68	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	na	na	na	3,25
Ministère de l'Information	na	na	na	na
Ministère de la Communication	1,02	1,50	na	na
Ministère de la Communication, chargé des Relations avec CNT	na	na	1,78	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	2,17
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du genre	0,51	0,67	0,73	1,00
Ministère des Sports et des Loisirs	1,02	1,25	1,35	1,76

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Santé	38,64	48,67	51,90	67,83
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	4,88	6,12	6,07	na
Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale et de la Famille	na	na	na	7,35
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na
Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation	98,39	139,60	156,58	198,95
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	33,75	43,53	45,84	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	0,96	1,16	1,16	1,44
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	0,42	0,49	0,51	0,63
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique.	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	6,39	6,76	na	na
Ministère. de l'Agriculture RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	8,75	na
Ministère. de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques	na	na	na	11,46
Ministère des Ressources Animales	na	na	3,73	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutique	2,92	3,43	na	4,73
Ministère de l'Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na
Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	3,63	4,55	na	na
Ministère de l'Environnement et des Ressources. Halieutiques	na	na	4,94	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	6,26
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	1,66	2,22	2,30	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	2,88
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na	na
Ministère des Postes et Télécommunications	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na	na
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie. Numérique.	0,44	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	na	0,43	0,51	0,55
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,33	0,67	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse et de la Formation Professionnelle et de l'Emploi.	1,03	1,43	1,66	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Insertion. Professionnelle	na	na	na	2,61
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,66	0,81	0,83	0,99
Ministère. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na
Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	0,43	0,95	1,45	1,73
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	na	na	na	56,74

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	na	0,69	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	na	1,30	na	na
Grande Chancellerie	0,04	0,05	0,06	0,06
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,13	0,16	0,21	0,28
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,34	0,33	0,33	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	0,41
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,28	0,34	0,41	0,53
Conseil d'Etat	0,26	0,29	0,29	0,45
Cour des Comptes	0,44	0,50	0,47	0,69
Cour de Cassation	0,45	0,52	0,43	0,78
Médiateur du Faso	0,24	na	na	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na
Dépenses Communes Interministérielles	20,80	20,87	19,85	6,33
Total	353,67	436,08	467,47	556,88

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	1,68	1,68	2,03	3,37	3,80	3,78
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,43	0,43	0,44	0,52	0,63	0,62
Primature	0,89	0,89	0,95	1,38	1,30	1,29
Conseil Economique et Social	0,18	0,18	0,20	0,21	0,18	0,18
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	na	0,27	0,26
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	60,32	60,31	10,74	11,44	11,05	11,03
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	15,07	16,06	18,07	17,24	20,52	20,46
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,63	78,60	83,58	83,58	117,61	117,61
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	19,56	19,46	26,77	17,38	18,95	18,44
Ministère de la Sécurité	na	na	48,25	49,21	77,99	77,78
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	28,28	28,27	28,16	38,53	35,18	35,16
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	2,30	2,30	2,58	2,85	3,07	3,06
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,31	3,28	3,99	3,71	3,69	3,69
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,37	2,37	2,37	2,38	2,13	2,09
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	1,81	1,82	1,86	1,90	2,02	2,02
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	71,70	71,69	75,89	78,71	102,36	102,24
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire°)	8,61	8,60	7,94	8,31	8,08	8,04

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	262,82	262,79	272,07	322,83	385,99	385,93
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	19,83	19,81	5,25	8,26	6,31	6,18
Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	1,55	1,55	1,68	1,66	2,04	2,03
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,81	0,81	0,48	0,66	0,70	0,70
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	10,81	10,81	10,61	11,28	11,03	10,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	4,94	4,93	5,22	5,46	5,53	5,51
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	9,49	9,55	8,56	9,79	10,28	10,23
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	2,98	2,98	2,43	2,57	2,45	2,44
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,58	0,58	0,73	0,63	0,68	0,68
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,24	0,24	0,48	0,89	1,11	1,04
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique						
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	2,71	2,71	2,17	3,12	3,00	2,99
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	1,11	1,11	1,17	1,22	1,34	1,31
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	1,84	1,84	2,04	2,32	2,17	2,15
Ministère de l'Energie	na	na	0,26	0,48	0,62	0,62
Grande Chancellerie	0,06	0,06	0,06	0,12	0,14	0,14
Conseil Supérieur de la Communication	0,31	0,31	0,35	0,33	0,38	0,37
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,45	0,45	0,51	0,49	0,47	0,47
Conseil Constitutionnel	0,45	0,45	0,62	0,58	0,49	0,49
Conseil d'Etat	0,55	0,55	0,54	0,54	0,56	0,56
Cour des Comptes	0,83	0,83	0,76	0,82	0,77	0,77
Cour de Cassation	0,98	0,98	0,94	0,95	1,02	0,95
Dépenses Communes Interministérielles	2,40	0,02	74,73	-	-	-
Total	620,89	619,31	705,52	695,70	845,90	844,24

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.28 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses du personnel par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021*		2022*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	4,80	4,80	5,11	5,11	4,64	4,64
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,58	0,58	0,56	0,56	0,66	0,66
Primature	1,50	1,50	1,52	1,52	1,55	1,55
Conseil Economique et Social	0,20	0,20	0,18	0,18	0,20	0,20
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,55	0,55	0,25	0,25	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	11,26	11,26	11,30	11,30	98,15	98,15
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	19,96	19,96	22,52	22,52	23,38	23,38
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	119,37	119,37	136,29	136,29	152,44	152,44
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	24,67	24,66	19,90	19,90	23,92	21,02
Ministère de la Sécurité	82,98	82,98	82,89	82,88	na	na
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	34,73	34,73	34,68	34,68	35,64	35,64
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	3,32	3,32	3,47	3,47	5,25	5,25
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,67	3,67	3,79	3,79	3,76	3,76
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,22	2,22	1,73	1,73	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	2,34	2,34	2,26	2,26	5,44	5,44
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	121,14	121,13	131,96	131,96	134,15	134,14
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire°)	8,46	8,46	8,32	8,32	7,95	7,95
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	396,27	395,48	421,01	420,57	452,48	452,47
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	8,28	8,28	8,56	8,56	9,77	9,77
Ministère du Développement Industriel, du Commerce, de l'Artisanat, des Petites et Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	2,30	2,30	2,40	2,40	2,44	2,44
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	1,01	1,01	1,45	1,45	1,93	1,93
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	12,27	12,27	11,95	11,95	18,45	18,45
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	6,19	6,19	6,14	6,13		
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	11,44	11,44	12,86	12,86	13,58	13,58
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	2,73	2,73	2,80	2,80	2,86	2,86

	2020		2021*		2022*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,76	0,76	0,94	0,94	1,55	1,55
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,26	1,26	1,35	1,35	1,58	1,58
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,90	0,90	1,11	1,11	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	3,22	3,22	3,25	3,25	na	na
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	1,36	1,36	1,58	1,58	2,55	2,55
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	2,71	2,71	2,89	2,89	3,05	3,05
Ministère de l'Energie	0,71	0,71	0,38	0,38	na	na
Grande Chancellerie	0,14	0,14	0,14	0,14	0,17	0,17
Conseil Supérieur de la Communication	0,37	0,37	0,38	0,38	0,43	0,43
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,49	0,49	0,65	0,65	0,61	0,61
Conseil Constitutionnel	0,47	0,47	0,52	0,52	0,49	0,49
Conseil d'Etat	0,85	0,85	0,66	0,66	0,68	0,68
Cour des Comptes	1,16	1,16	1,06	1,06	1,20	1,20
Cour de Cassation	1,35	1,35	1,16	1,16	1,06	1,06
Dépenses Communes Interministérielles	0,02	0,02	0,02	-	0,03	0,02
Total	898,01	897,20	950,00	949,52	1 012,03	1 009,11

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.29 : Evolution des dépenses du titre III par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Présidence	4,59	5,02	5,64	6,19
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	0,20	0,26	0,27	0,23
Premier Ministère	0,67	0,57	0,66	0,84
Parlement	na	na	na	na
Conseil Economique et Social	0,44	0,48	0,47	0,59
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na
Min. Relat° avec le Parlement et Réf Pol	0,21	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	0,20	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na	na
Min. Admin.Territ. Décentral. & Sécu.	14,95	na	na	na
Min. Admin.Territoriale et Sécurité	na	7,07	7,41	na
Min. Admin.Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	8,66
Ministère de la Justice	2,35	2,83	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	3,56	3,26
Ministère de la Défense	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	6,83	6,50	10,60	18,24
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	11,66	10,70	11,74	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	13,10
Ministère de la Sécurité	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	2,71	4,49	5,47	0,00
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	5,55
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	0,23	0,39	0,48	0,35
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	2,10	1,89	2,05	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	2,40
Ministère de l'Information	na	na	na	na
Ministère de la Communication	0,45	0,90	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	1,06	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	0,99
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	0,18	0,25	0,35	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,53	0,54	0,65	3,92
Ministère de la Santé	9,15	9,85	12,44	11,49
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	0,51	0,64	0,68	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	0,59
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	7,33	7,27	6,95	18,20
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	2,03	1,90	2,58	na
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	0,20	0,36	0,44	0,38
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	0,14	0,22	0,28	0,18
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & et de l'Hydraulique.	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	0,57	0,92	na	na
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	1,64	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	0,44
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	0,94
Ministère des Ressources Animales	na	na	0,72	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,60	0,73	na	0,62
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,72	0,57	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	0,95	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	0,80
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	1,23	1,89	2,05	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	1,42
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	0,24
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	0,94	1,19	1,23	1,34
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numérique.	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,24	0,20	na	na

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	0,20	0,21	0,28	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	0,21
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,19	0,45	0,50	0,46
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	0,06	0,33	na	na
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	0,41	0,17	na	na
Ministère RechScientif et Innovation	0,28	0,65	0,48	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	2,11
Grande Chancellerie	0,27	0,24	0,29	0,45
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	0,24	0,17	0,54	0,25
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,46	0,40	0,42	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	0,27
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	0,30	0,25	0,48	0,22
Conseil d'Etat	0,17	0,18	0,28	0,19
Cour des Comptes	0,36	0,31	0,35	0,31
Cour de Cassation	0,20	0,14	0,20	0,19
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na
Médiateur du Faso	0,22	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	3,82	3,32	4,13	4,80
Dépenses Communes Interministérielles	39,14	27,03	29,48	16,78
Total	118,10	101,68	117,79	127,20

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	6,96	6,70	6,27	5,20	10,56	9,95
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,32	0,31	0,28	0,27	0,35	0,34
Primature	1,14	1,10	1,32	1,28	1,24	1,17
Conseil Economique et Social	0,66	0,65	0,58	0,58	0,64	0,64
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,50	0,46	0,82	0,70
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	3,55	3,45	3,52	3,29	2,90	2,72
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civile)	3,44	3,31	3,90	3,80	3,32	3,21
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	17,70	17,70	19,54	19,54	18,95	18,95
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	13,35	13,24	14,40	13,34	19,28	18,94
Ministère de la Sécurité	4,47	4,43	5,08	4,99	7,32	6,89
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	45,12	44,78	60,24	59,34	42,10	41,79
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,50	0,46	0,66	0,63	0,69	0,66

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère du Genre et de la Famille						
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,42	3,35	2,98	2,83	2,87	2,72
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,03	2,01	1,79	1,78	2,49	2,42
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	4,27	4,25	4,08	4,03	5,15	5,06
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	14,26	13,83	15,54	15,37	19,10	18,92
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	1,01	0,89	1,44	1,26	0,91	0,88
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,61	21,09	22,10	21,71	24,82	24,29
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,53	2,51	1,95	1,92	2,27	2,25
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,43	0,41	0,46	0,43	0,51	0,48
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,34	0,33	0,29	0,22	0,36	0,30
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	1,25	1,22	1,29	1,24	1,35	1,31
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,67	0,61	0,59	0,57	0,75	0,72
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,18	0,99	1,32	1,07	1,39	1,31
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	1,76	1,69	2,08	1,85	1,91	1,82
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,47	1,46	1,61	1,58	1,39	1,38
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,44	0,42	0,49	0,46	0,64	0,62
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,36	0,33
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,31	0,29	0,34	0,32	0,50	0,50
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,59	0,51	0,22	0,17	0,26	0,23
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	0,57	0,55	0,53	0,51	0,69	0,66
Ministère de l'Energie	0,24	0,23	0,25	0,20	0,29	0,26
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières						
Grande Chancellerie	0,62	0,61	0,52	0,52	0,58	0,58

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Conseil Supérieur de la Communication	0,45	0,31	0,48	0,39	0,42	0,35
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,53	0,53	0,69	0,69	0,77	0,71
Conseil Constitutionnel	0,32	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
Conseil d'Etat	0,19	0,19	0,21	0,21	0,22	0,22
Cour des Comptes	0,29	0,29	0,29	0,29	0,35	0,35
Cour de Cassation	0,22	0,22	0,19	0,18	0,21	0,21
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,08	0,08	0,06	0,06	0,16	0,16
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,02	0,02	0,04	0,04	0,02	0,02
Médiateur du Faso	0,02	0,02	0,01	0,01	0,17	0,17
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	17,05	13,60	15,13	14,58	25,61	20,63
Total général	180,34	173,91	198,55	192,47	209,96	201,10

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.30 : Situation d'exécution des dépenses d'acquisitions de biens et services par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021*		2022*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	5,78	5,67	7,88	7,79	6,04	5,57
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,28	0,28	0,36	0,36	0,38	0,36
Primature	1,15	1,15	1,31	1,21	1,31	1,21
Conseil Economique et Social	0,57	0,57	0,59	0,58	0,53	0,51
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,37	0,36	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	3,10	2,89	3,79	3,71	13,44	12,72
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	3,00	2,98	3,98	3,88	4,51	4,20
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	19,98	19,98	20,73	20,73	20,41	20,41
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	17,06	16,95	20,79	20,59	20,42	20,03
Ministère de la Sécurité	6,58	5,95	6,99	6,88	na	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	26,91	26,77	30,30	29,89	35,35	33,94
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,58	0,58	0,61	0,60	2,42	1,99
Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	0,42	0,18
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,09	2,05	2,94	2,92	3,51	3,33
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	1,54	1,54	1,47	1,34	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,35	3,31	6,50	6,45	6,30	6,21
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	18,53	18,32	19,28	19,04	23,26	22,86
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	1,11	1,03	1,40	1,33	1,08	0,96
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	24,05	23,73	28,61	28,34	37,10	34,76

	2020		2021*		2022*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	2,03	1,99	2,56	2,49	2,63	2,18
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,45	0,44	0,57	0,55	0,54	0,50
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,27	0,23	0,51	0,39	0,50	0,43
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	1,24	1,22	1,48	1,47	2,30	2,18
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,68	0,64	0,87	0,86	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,18	1,16	1,31	1,27	0,39	0,32
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	1,66	1,59	1,91	1,88	1,88	1,68
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,14	1,14	1,10	1,07	1,06	0,96
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,52	0,51	1,32	1,31	0,87	0,82
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,26	0,25	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,33	0,33	0,40	0,38	na	na
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	0,46	0,46	0,44	0,40	0,33	0,32
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	0,55	0,52	0,72	0,67	2,12	1,78
Ministère de l'Energie	0,21	0,20	na	na	na	na
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières					0,38	0,38
Grande Chancellerie	0,60	0,60	0,69	0,69	0,79	0,79
Conseil Supérieur de la Communication	0,34	0,34	0,47	0,47	0,59	0,59
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,69	0,68	0,82	0,81	1,12	1,10
Conseil Constitutionnel	0,29	0,29	0,32	0,32	0,31	0,25
Conseil d'Etat	0,20	0,20	0,22	0,22	0,24	0,24
Cour des Comptes	0,31	0,31	0,33	0,33	0,65	0,65
Cour de Cassation	0,21	0,21	0,22	0,21	0,27	0,27
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,14	0,14	0,21	0,21	0,20	0,20
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,03	0,03	0,04	0,04	0,02	0,02
Médiateur du Faso	0,15	0,15	0,25	0,25	0,29	0,29
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98	4,98
Dépenses Communes Interministérielles	31,25	23,13	20,47	19,48	20,78	19,45
Total général	186,20	175,82	199,95	196,73	219,71	209,59

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.31 : Evolution des dépenses du titre IV par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Présidence	1,45	0,32	0,59	1,69
Secrétariat Général du Gouvernement - Conseil des Ministres	na	na	na	na
Premier Ministère	2,24	2,83	2,31	2,61
Parlement	10,43	9,48	8,16	na
Assemblée Nationale	na	na	na	12,66
Conseil Economique et Social	na	na	na	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale et de la Sécurité	4,80	4,52	14,80	na
Min. Admin. Territ. Décentral. & Sécu.	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	11,18
Ministère de la Justice	1,03	0,76	na	na
Ministère de la Justice et de la Promotions des Droits Humains	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	1,14	0,93
Ministère de la Défense	na	na	na	na
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combatants	1,39	2,22	2,63	2,31
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	0,58	0,55	0,69	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,46
Ministère de la Sécurité	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	23,41	17,51	13,94	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	11,44
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	1,63
Ministère de la Culture et du Tourisme	1,74	1,41	1,58	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Sécurité Sociale	2,26	2,08	2,66	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	2,73
Ministère de l'Information	na	na	na	na
Ministère de la Communication	4,90	3,55	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	1,81	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	4,56
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	0,29	0,39	0,26	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,73	0,73	0,68	0,57
Ministère de la Santé	33,28	26,22	29,48	43,73
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	2,16	2,04	2,13	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	2,35
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	26,66	20,03	12,03	31,67
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	42,83	38,75	42,02	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	53,71
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na
Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat	1,33	1,43	1,20	1,60
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na	na
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	2,87	2,73	3,04	2,62
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na	na
Ministère de l'Agriculture et de l'Hydraulique.	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	2,27	1,28	na	na

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	2,30
Min Agri RessHydrAss&Séc Alimentaire	na	na	2,35	na
Ministère des Ressources Animales	na	na	1,03	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	1,15	1,47	na	0,94
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	1,60
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,70	0,64	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	0,95	na
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	0,88	0,56	0,72	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	0,93
Min. Transports Mob. Urbaine & Sécurité Routière	na	na	na	0,21
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	0,31	0,19	0,34	0,31
Ministère des Transports, des Postes et de l'Economie Numérique	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,03	0,32	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi	3,33	3,57	3,33	na
Min. Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	2,93
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	0,04	0,01	0,01	0,01
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na
Ministère des Recherches Scientifique et Innovation	4,31	4,23	4,06	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	7,63	7,40	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	0,36	0,22	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	0,17
Grande Chancellerie	na	na	na	na
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	0,05
Conseil Supérieur de la communication	0,15	0,15	0,11	0,11
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	na	na	na	na
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	na	na	na	na
Conseil d'Etat	na	na	na	na
Cour des Comptes	na	na	na	na
Cour de Cassation	na	na	na	0,10
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,37	0,16	0,21
Commission Informatique et des Libertés	0,40	0,32	0,29	0,33
Médiateur du Faso	0,02	0,46	0,48	0,43
Dépenses Communes Interministérielles	143,98	181,37	165,88	166,79
Total	330,16	340,12	320,90	365,89

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	3,67	3,21	3,67	2,83	6,58	6,58
Primature	2,89	2,87	4,24	4,13	4,45	4,42
Parlement	12,17	12,17	13,17	13,17	15,63	15,63
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	0,00
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	0,25	0,25	1,43	1,43
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	12,70	11,95	14,44	14,16	14,95	14,94
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	1,31	1,14	1,14	1,14	1,35	1,35
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35	2,35
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	0,52	0,52	2,52	2,52	0,83	0,82
Ministère de la Sécurité	2,41	2,22	3,88	3,80	3,79	3,42
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	11,88	11,56	21,50	17,59	32,32	30,88
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	2,36	2,31	3,86	3,83	4,05	4,02
Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,13	3,13	4,57	4,57	5,15	5,14
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,18	4,48	7,43	7,43	5,78	5,78
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	0,46	0,40	0,43	0,43	0,63	0,63
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	49,83	49,74	63,88	63,88	63,89	63,88
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	2,37	2,17	2,34	2,32	3,76	3,73
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	19,24	19,20	23,45	22,11	24,81	24,18
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	63,02	63,01	64,39	64,39	70,75	70,75
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	8,24	8,23	11,55	8,55	2,39	2,36
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	2,75	2,37	1,96	1,96	4,73	4,73
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	3,65	3,62	2,45	2,45	6,95	6,92
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,94	0,92	1,01	0,98	1,07	1,05

	2017		2018		2019	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	1,64	1,63	2,21	2,19	2,74	2,74
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	0,33	0,33	0,44	0,44	0,30	0,30
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,32	0,32	0,31	0,31	0,44	0,44
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,05	1,05	1,04	1,04	0,60	0,60
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	na	na	na	na	0,26	0,26
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	3,23	3,07	3,45	3,43	5,83	5,82
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat)	0,03	0,00	0,03	0,02	0,02	0,02
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	1,04	1,01	0,98	0,97	0,98	0,95
Ministère de l'Energie	2,78	2,78	1,29	1,29	2,37	2,37
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,07	0,07	0,11	0,06
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,05	0,05	0,05	0,05	0,06	0,06
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,20	0,20	0,19	0,18	0,21	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,19	0,19	1,19	1,19	0,22	0,21
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,33	0,33	0,35	0,35	0,35	0,35
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,42	0,42	0,41	0,41
Commission Nationale des Droits Humains						
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88	18,88
Dépenses Communes Interministérielles	200,77	198,40	123,78	122,66	182,54	141,20
Total	442,46	436,34	409,19	398,33	493,98	449,86

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.32 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses de transferts courants par ministère et institution (en milliards FCFA) (suite)

	2020		2021*		2022*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Présidence du Faso	4,59	4,59	5,00	5,00	5,49	5,49
Primature	9,06	9,06	4,66	4,61	5,29	5,19
Parlement	17,44	17,44	19,39	17,39	9,99	9,99
Conseil Economique et Social	0,00	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	1,67	1,67	na	na	na	na
Ministère de l' Administration Territoriale et de la Décentralisation (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale)	13,02	13,02	15,10	14,62	14,79	14,76
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	1,30	1,29	2,53	2,53	2,11	2,11
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	5,18	5,18	5,59	5,59	15,84	15,84
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (EX Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	0,34	0,34	2,22	2,22	2,03	2,03
Ministère de la Sécurité	3,91	3,87	3,96	3,95	na	na
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	25,53	24,85	30,23	30,06	33,87	33,61
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	4,49	4,49	3,11	3,11	11,03	11,01
Ministère du Genre et de la Famille					0,98	0,78
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	3,55	3,55	5,67	5,66	5,69	5,68
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	9,51	9,51	8,51	8,48	na	na
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	0,44	0,44	0,63	0,63	6,50	6,44
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	68,24	68,24	74,84	74,73	70,93	70,16
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	17,19	17,18	7,49	7,48	9,16	9,10
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,97	21,83	29,70	28,67	30,03	28,82
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	65,22	65,22	71,29	71,29	72,04	72,02
Ministère Dévt Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	14,15	2,14	6,06	6,02	6,53	6,46
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	3,79	3,79	11,02	8,76	4,05	4,05
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l' Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	2,39	2,37	3,39	2,31	3,71	3,66

	2020		2021*		2022*	
	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP	CP	Ord. En CP
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	0,91	0,91	0,94	0,94	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	2,08	2,07	2,50	2,50	0,74	0,71
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	0,56	0,56	0,35	0,35	0,35	0,35
31-Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	0,32	0,32	0,61	0,51	1,21	1,21
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	0,67	0,67	1,30	1,20	0,85	0,85
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civile	0,31	0,31	na	na	na	na
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	9,10	9,10	6,28	6,28	na	na
Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat)	-	-	0,03	0,03	0,04	0,02
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	4,25	4,24	3,19	3,17	5,35	5,22
Ministère de l'Energie	12,96	12,96	na	na	na	na
Ministère des Affaires Religieuses et Coutumières			na	na	0,37	0,37
Conseil Supérieur de la Communication	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11	0,11
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Conseil Constitutionnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Conseil d'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Cour des Comptes	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Cour de Cassation	0,17	0,17	0,21	0,20	0,20	0,20
Commission Electorale Nationale Indépendante	0,20	0,20	0,23	0,23	0,22	0,22
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,34	0,34	0,36	0,36	0,36	0,36
Médiateur du Faso	0,41	0,41	0,41	0,41	0,42	0,42
Commission Nationale des Droits Humains	na	na	na	na	0,45	0,30
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	18,88	18,88	18,98	18,98	19,04	19,04
Dépenses Communes Interministérielles	135,57	121,14	101,29	100,82	156,36	154,64
Total	479,87	452,48	447,20	439,23	496,16	491,26

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.33 : Evolution des dépenses du titre V (hors financements extérieurs) par ministère et institution (en milliards FCFA)

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Présidence	10,68	11,77	7,81	9,81
Secrétariat Général du Gouvernement-Conseil des Ministres	0,05	0,04	na	na
Premier Ministère	12,00	10,89	21,26	16,82
Parlement	0,35	2,18	na	na
Conseil Economique et Social	na	na	na	na
Ministère chargé des Relations avec le Parlement	na	na	na	na
Ministère des Relations avec le Parlement et des Réformes Politiques	na	na	na	na
Ministère des Relations avec les Institutions et les Réformes Politiques	na	na	na	na
Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale & de la Sécurité	13,04	8,04	31,10	na
Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité	na	na	na	na
Min. Admin. Territoriale. Décent & de la Sécurité Int.	na	na	na	16,36
Ministère de la Justice	4,26	2,33	na	na
Min. de la Justice Promo. Droits Hum.	na	na	na	na
Ministère de la Justice, Droits Humains Prom. Civique	na	na	1,65	0,82
Ministère de la Défense	na	na	na	na
Ministère Défense Nle et Anc. Comb.	32,00	12,26	4,00	11,70
Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Régionale	4,58	0,45	12,03	na
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	5,50
Ministère de la Sécurité	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et des Finances	40,49	38,80	32,72	na
Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement	na	na	na	35,02
Ministère des Finances et du Budget	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et de la Communication	na	na	na	na
Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme	na	na	na	na
Ministère de la Culture, du Tourisme et Francophonie	na	na	na	na
Ministère de la Culture et du Tourisme	0,62	1,07	1,20	0,41
Min. FonctPubl et Reforme Adm.	na	na	na	na
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse	na	na	na	na
Ministère du Travail et de la Sécurité sociale	na	na	na	na
Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme de l'Etat	na	na	na	na
Min. FonctPublTrav. & Sécu. Sociale	1,43	0,61	0,97	na
Min. FonctPublTrav. & Protection Sociale	na	na	na	0,73
Ministère de l'Information	na	na	na	na
Ministère de la Communication	4,31	2,93	na	na
Ministère de la Communication, chargé Relat° avec CNT	na	na	4,50	na
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	na	na	na	0,64
Ministère de la Promotion de la Femme	na	na	na	na
Ministère de la Promotion de la Femme et du Genre	0,43	0,06	na	na
Ministère des Sports et des Loisirs	0,41	0,03	0,39	1,21
Ministère de la Santé	21,90	8,28	17,14	23,66
Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	7,07	1,89	2,49	na
Min. Femme. Solidarité Nle et de la Famille	na	na	na	2,28
Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	na	na	na	na
Min de l'Education Ntle et Alphabétisation	11,04	13,34	7,81	17,42
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et de la Recherche Scientifique	na	na	na	na
Ministère des Enseignements Secondaire et Supérieur	19,23	7,93	1,01	na
Min. Enseig Supérieur. Recherche Scienc. Innov	na	na	na	8,84
Ministère du Commerce, de la Promotion de l'Entreprise et de l'Artisanat	na	na	na	na
Min. de l'Indus., Commerce, P Init. Priv Art.	na	na	na	na
Min. de l'Industrie Commerce & Artis.	1,71	2,53	0,48	0,86
Ministère des Mines, des Carrières et de l'Energie	na	na	na	na
Ministère des Mines et de l'Energie	30,16	0,69	5,26	6,15

Ministère et institution	2013	2014	2015	2016
Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	na	na	na	na
Min. de l'Agriculture & de l'Hydraulique	na	na	na	na
Min. Agriculture et de la Sécurité Alimentaire	36,57	26,56	na	na
Min Agri RessHydrAss & Séc Alimentaire	na	na	57,80	na
Min. de l'Agriculture & Aménagements Hydrauliques	na	na	na	34,36
Ministère des Ressources Animales	na	na	2,12	na
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	8,57	7,21	na	3,64
Ministère Environnement et du Cadre de Vie	na	na	na	na
Ministère Environnement et du Développement Durable	0,70	2,05	na	na
Min. Environnement & Ress. Halieutiques	na	na	1,98	na
Ministère de l'Environnement, de l'Economie Verte et du Changement Climatique	na	na	na	2,55
Ministère des Infrastructures, des Transports et de l'Habitat	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures et du désenclavement	na	na	na	na
Ministère des Infrastructures, du Désenclavement et des Transports	60,64	29,90	32,17	na
Ministère des Infrastructures	na	na	na	56,01
Ministère des Postes et des Technologies	na	na	na	na
Ministère du Développement, de l'Economie Numérique et des Postes	2,34	2,64	0,39	0,97
Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication	na	na	na	na
Ministère des Transports	na	na	na	na
Min. Transports Postes & Eco. Numérique	na	na	na	na
Ministère de l'Economie et du Développement	na	na	na	na
Ministère de la Promotion des Droits Humains	na	na	na	na
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,15	0,30	na	na
Ministère de la jeunesse et de l'emploi	na	na	na	na
Min Jeunesse Form. Profession. & Emp.	6,85	12,06	6,05	na
Min Jeunesse, de la Form. & Insert. Professionnelle	na	na	na	7,99
Ministère de l'habitat et de l'urbanisme	7,66	6,17	4,01	4,76
Min. chargé de Mission, Analyse et Prosp	na	na	na	na
Ministère RechScientif et Innovation	0,81	0,71	0,36	na
Ministère de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation	6,00	0,53	na	na
Ministère de l'Eau, des Aménagements Hydrauliques et de l'Assainissement	33,99	26,01	na	na
Ministère de l'Eau et de l'Assainissement	na	na	na	24,20
Grande Chancellerie	1,07	0,44	0,10	na
Conseil Supérieur de l'Information	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la communication	na	na	na	na
Inspection Générale de l'Etat	na	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat	0,30	0,29	0,03	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat/LC	na	na	na	0,06
Délégation Générale à l'Informatique	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	na	na	na	0,04
Conseil d'Etat	na	na	na	na
Cour des Comptes	na	na	na	na
Cour de Cassation	0,03	0,04	0,06	na
Commission Electorale Nationale Indépendante	na	na	na	na
Transferts Ressources Collectivités T.	20,06	18,53	7,08	10,25
Dépenses Communes Interministérielles	73,71	30,56	17,93	16,41
Total	475,17	290,13	281,89	319,45

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements « part Etat » par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Présidence du Faso	13,24	18,23	15,87	29,78	9,60	9,42	34,29	16,58	16,58
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,24	0,12	0,12
Primature	24,23	19,85	19,85	11,47	8,17	8,17	12,49	11,19	11,16
Parlement	3,25	3,25	3,25	3,50	3,50	3,50	0,00	5,24	5,24
CES									
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	na	na	na	0,10	0,00	0,00	0,18	0,17	0,15
Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l' Administration Territoriale et de la Décentralisation)	7,23	16,49	15,19	31,77	6,53	6,33	1,94	7,47	7,42
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	10,19	5,01	3,10	9,07	5,02	5,01	6,48	6,80	5,11
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	13,00	15,42	15,42	67,93	64,47	64,47	67,95	70,82	70,82
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	13,60	4,73	4,72	12,60	2,92	2,74	5,22	2,80	2,72
Ministère de la Sécurité	12,58	14,43	14,30	13,89	14,01	14,00	14,20	14,04	14,02
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	57,89	26,17	24,93	12,82	12,09	12,00	21,73	12,47	12,42
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	8,04	0,96	0,53	9,41	0,06	0,06	0,41	0,32	0,32
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	2,19	1,81	1,59	5,21	0,88	0,88	1,72	0,78	0,78
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	5,74	1,46	1,39	2,59	1,47	1,47	1,40	1,16	0,97
Ministère du Genre et de la Famille	na	na	na	na	na	na	na	na	na

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	3,25	2,24	1,80	2,92	1,22	1,15	1,43	1,20	1,18
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	70,06	48,55	47,49	46,76	36,80	36,60	39,61	28,93	28,93
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	2,93	2,23	1,95	2,79	1,59	1,31	0,86	2,73	2,35
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	21,92	24,23	23,54	17,40	13,45	12,95	5,06	11,73	11,20
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	90,68	16,94	16,88	27,70	9,32	8,91	31,00	13,27	13,25
Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	10,39	3,21	3,07	7,86	4,75	4,73	3,18	2,43	2,43
Ministère de la Transition Energétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	0,00	0,02	0,02	4,34	0,00	0,00	0,48	0,27	0,11
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	54,27	59,90	56,13	88,37	46,65	44,78	38,87	33,64	32,35
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	101,20	9,59	9,15	44,49	8,31	7,45	7,57	9,34	9,27
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	3,95	4,90	3,61	2,60	2,60	2,47	6,21	4,29	3,25
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX	628,31	92,92	92,41	134,00	81,22	80,35	20,03	51,32	51,00

	2017			2018			2019		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère des Infrastructures)									
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications									
Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	4,50	3,06	3,02	3,46	4,05	4,05	1,66	4,61	4,57
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	2,72	0,21	0,17	17,18	4,49	4,08	7,20	7,19	6,99
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civile	na	na	na	na	na	na	0,00	0,13	0,13
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	1,91	11,38	11,06	1,67	5,46	4,81	1,09	2,30	2,11
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	15,57	6,27	5,62	8,93	2,90	2,62	6,99	6,56	4,16
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	63,03	74,83	73,11	75,12	45,64	43,82	18,92	26,45	25,83
Ministère de l'Energie	149,07	12,24	12,11	98,58	9,06	8,73	34,93	9,45	9,13
Grande Chancellerie	0,21	0,21	0,21	0,00	0,03	0,03	0,00	0,00	0,00
Conseil Supérieur de la Communication	0,05	0,03	0,03	0,50	0,05	0,03	0,40	0,10	0,10
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	6,10	1,96	1,68	1,00	0,98	0,98	1,20	1,17	1,17
Conseil d'Etat	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Constitutionnel	5,37	1,83	1,81	32,33	2,34	2,34	na	na	na
Cour des Comptes									
Cour de Cassation	0,06	0,06	0,00	0,11	0,00	0,00	0,16	0,11	0,11
Commission de l'Informatique et des Libertés	0,04	0,04	0,04	na	na	na	na	na	na
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	28,01	33,27	33,27	12,08	17,39	17,39	9,26	14,73	14,73
Dépenses Communes Interministérielles	9,97	39,73	36,98	8,91	17,26	14,78	5,14	27,48	21,48
Total	1 444,75	577,66	555,28	849,32	444,32	432,44	409,49	409,35	393,63

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.34 : Evolution de la situation d'exécution des dépenses d'investissements «part Etat» par ministère et institution (milliards FCFA) (suite)

	2020			2021*			2022*		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Présidence du Faso	27,41	14,71	14,51	25,75	18,67	18,63	7,98	114,28	113,88
Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres	0,10	0,10	0,04	0,21	0,26	0,20	0,10	0,10	0,10
Primature	4,95	5,93	5,93	8,83	7,24	6,91	11,30	10,94	10,18
Parlement	1,50	1,50	1,50	7,40	7,40	7,40			
CES				0,10	0,10	0,10	0,06	0,06	0,06
Ministère de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur	0,08	0,09	0,09	na	na	na	na	na	na
Ministère de l' Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Sécurité (EX Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation)	1,77	8,30	8,28	6,67	13,56	12,88	28,17	51,86	51,42
Ministère de la Justice, des Droits Humains et des Relations avec le Parlement (EX Ministère de la Justice, des Droits Humains et de la Promotion Civique)	0,82	1,14	0,82	2,69	4,20	3,45	4,76	4,55	2,38
Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	78,34	78,64	78,64	90,46	92,00	92,00	77,47	189,17	189,17
Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur (Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération, de l'Intégration Africaine et des Burkinabè de l'Extérieur)	2,44	2,44	2,43	8,02	7,84	6,87	3,61	3,69	3,67
Ministère de la Sécurité	19,17	21,64	21,40	22,29	23,23	22,38	na	na	na
Ministère de l'Economie, des Finances et de la Prospective (EX Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement)	12,89	15,39	15,24	21,04	20,84	16,66	12,55	13,61	13,04
Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme (EX Ministère de la Culture, des Arts et du Tourisme)	0,32	0,10	0,10	1,11	1,64	1,11	0,41	0,77	0,62
Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale	1,68	0,46	0,44	1,78	1,07	1,03	1,00	1,03	0,60
Ministère de la Communication et des Relations avec le Parlement	2,06	2,36	2,36	3,08	3,08	3,08	na	na	na
Ministère du Genre et de la Famille							0,33	1,02	0,76

	2020			2021*			2022*		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi (EX Ministère des Sports et des Loisirs)	2,28	2,10	2,07	18,61	5,58	5,36	9,36	8,60	7,94
Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et du Bien-être (EX Ministère de la Santé)	20,46	40,76	36,45	33,72	52,95	50,25	27,02	55,74	48,84
Ministère de la Solidarité Nationale et de l'Action Humanitaire (EX Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire)	0,14	0,59	0,48	2,03	2,50	1,83	0,51	1,87	1,03
Ministère de l'Education Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales	7,52	8,59	7,94	10,57	11,44	9,98	10,20	15,53	8,16
Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de l'Innovation	8,28	9,62	8,90	15,41	12,13	11,38	18,78	11,38	10,02
Ministère Développement Industriel, Commerce l'Artisanat Petites Moyennes Entreprises (EX Ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat)	0,80	1,53	1,53	1,66	1,97	1,39	0,78	1,56	1,17
Ministère de la Transition Énergétique, des Mines et des Carrières (EX Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières)	-	-	-	1,23	9,25	5,79	-	0,06	-
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles, de la Mécanisation et des Ressources Animales et Halieutiques (EX Ministère de l'Agriculture, des Aménagements Hydro-agricoles et de la Mécanisation)	22,88	37,19	34,01	24,85	49,57	41,27	15,69	50,84	42,53
Ministère des Ressources Animales et Halieutiques	8,37	7,89	7,86	2,00	4,15	3,39	na	na	na
Ministère de la Transition Ecologique et de l'Environnement (EX Ministère de l'Environnement, de l'Economie verte et du Changement Climatique)	3,12	4,47	3,84	3,33	4,88	4,32	-	0,03	-
Ministère des Infrastructures et du Désenclavement (EX Ministère des Infrastructures)	57,59	56,57	54,98	20,19	60,85	58,62	13,96	55,66	52,85

	2020			2021*			2022*		
	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP	AE	CP	ORDO. En CP
Ministère de la Transition digitale, des Postes et des Communications									
Electroniques (EX Ministère de l'Economie Numérique, des Postes et de la Transformation Digitale)	1,55	3,27	3,22	2,92	4,27	3,36	3,77	4,12	2,77
Ministère des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière	1,50	5,85	5,84	2,72	7,33	5,32	7,85	5,32	4,63
Ministère des Droits Humains et de la Promotion Civique	0,08	0,21	0,21	-	-	-			
Ministère de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (EX Ministère de la Jeunesse et de la Promotion de l'Entrepreneuriat des Jeunes)	0,51	1,53	1,48	1,12	3,37	2,73	na	na	na
Ministère du Développement Urbain, de l'Habitat et de la Ville (EX Ministère de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Ville)	4,87	3,72	2,61	6,17	7,02	6,48	1,13	3,36	2,78
Ministère de l'Environnement, de l'Energie, de l'Eau et de l'Assainissement (EX Ministère de l'Eau et de l'Assainissement)	14,05	23,86	22,33	19,71	36,79	35,08	47,48	48,50	41,48
Ministère de l'Energie	2,87	5,27	5,11	na	na	na	na	na	na
Grande Chancellerie	na	na	na	na	na	na	na	na	na
Conseil Supérieur de la Communication	-	-	-	0,05	0,05	0,01	na	na	na
Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte contre la Corruption	1,21	1,21	1,21	1,48	1,46	1,46	0,10	0,10	0,10
Conseil d'Etat	0,06	0,06	0,06	0,05	0,04	0,03	0,05	0,05	0,05
Conseil Constitutionnel	na	na	na	0,05	0,04	0,03	na	na	na
Cour des Comptes				0,05	0,05	0,05	na	na	na
Cour de Cassation	0,07	0,07	0,07	0,10	0,10	0,10	na	na	na
Commission de l'Informatique et des Libertés	na	na	na	0,05	0,05	0,05	0,20	0,20	0,19
Transferts des Ressources aux Collectivités Territoriales	9,34	14,83	14,83	7,95	18,30	18,30	10,50	16,90	16,47
Dépenses Communes Interministérielles	2,70	55,57	45,02	3,34	50,81	49,93	1,50	105,33	101,54
Total	323,77	437,55	411,85	378,76	546,09	509,22	316,61	776,25	728,44

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

Tableau N°3.35 : Evolution des dépenses du titre VI par ministère et institution (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016
Dépenses communes interministérielles	39,65	9,12	4,68	6,99

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.36 : Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA)

Ministère et Institution	2017			2018			2019		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	20,19	20,19	16,52	32,50	25,50	22,23	5,06	5,06	1,31

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement

Tableau N°3.36 Evolution de la situation d'exécution budgétaire des dépenses de Transferts en capital (en milliards FCFA) (suite)

Ministère et Institution	2020			2021*			2022*		
	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP	AE	CP	Ordo. en CP
Dépenses Communes Interministérielles	65,00	65,00	61,69	20,00	9,55	9,55	10,00	4,90	4,83

Source : Direction générale du budget/Lois de règlement.

(*) Les données de 2021 ont été actualisées sur la base du projet de loi de règlement et les données de 2022 sont celles de l'avant-projet de la loi de règlement

QUATRIEME PARTIE : SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

4.1. Encours de la dette

Tableau N°4.1 : Evolution de l'encours de la dette extérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dette extérieure	1 295,98	1 412,86	1 615,07	1 766,14	1 742,99	1 909,56	2 188,57	2 464,25	2 852,48	3 054,45
Dette multilatérale	1 084,09	1 194,75	1 377,72	1 524,21	1 505,38	1 664,38	1 946,03	2 178,09	2 528,78	2 718,67
Fonds monétaire international	102,64	107,62	122,05	129,23	109,35	106,45	134,04	213,90	199,17	184,61
Association internationale pour le développement	463,96	511,17	629,50	732,93	729,92	834,35	980,35	1 082,94	1 242,36	1 343,55
Fonds africain développement	244,06	253,20	280,42	291,20	298,44	313,72	329,21	352,74	358,94	363,90
Autres dettes extérieures	273,42	322,76	345,74	370,85	367,67	409,87	502,43	528,52	728,32	826,61
Dette bilatérale	211,89	218,11	237,35	241,93	221,74	224,24	224,24	250,78	266,41	281,79
Club de Paris	56,50	55,77	42,51	50,68	58,11	86,23	87,37	108,13	103,78	139,01
Hors Club de Paris	155,39	162,34	194,84	191,25	163,64	138,01	136,87	142,64	162,64	142,78
Créditeurs privés	na	na	na	na	15,87	20,94	18,30	35,38	57,28	54,00
Banques commerciales	na	na	na	na	15,87	20,94	18,30	35,38	57,28	54,00

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

Tableau N°4.2 : Evolution de l'encours de la dette intérieure par détenteur (en milliards FCFA)

Détenteur	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dette intérieure	437,78	523,10	573,46	730,97	1 024,20	1 456,39	1 778,96	2 313,42	3 326,23	3 898,01
Bons du Trésor	0,00	104,14	119,89	225,00	273,76	282,68	244,43	242,01	356,46	86,86
Obligations du Trésor	306,36	297,70	340,72	416,72	683,11	971,38	1 260,86	1 619,37	2 299,49	2 704,99
Dettes titrisées	50,08	47,14	29,92	5,27	4,39	160,40	148,84	136,20	41,64	299,41
Banques commerciales	81,34	74,11	82,92	62,97	49,04	35,10	123,80	315,64	537	715,10
Arriérés audités non-titrisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres dettes	0,00	0,00	0,00	21,01	13,90	6,83	1,02	0,20	91,64	91,64

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.2. Service de la dette publique

Tableau N°4.3 : Evolution du service de la dette publique selon l'origine par type de service (en milliards FCFA)

Type de dette	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Service de la dette extérieure	38,85	45,51	48,75	56,33	70,37	78,14	80,45	84,91	101,16	145,92
Amortissement	26,03	30,81	32,88	39,38	50,21	55,08	59,58	61,37	72,53	111,71
Charges, intérêts et commissions	12,82	14,70	15,87	16,94	20,16	23,06	20,87	23,55	28,63	34,21
Service de la dette intérieure	66,61	110,90	119,60	172,06	158,93	177,90	264,62	473,62	705,84	563,33
Amortissement	48,54	81,47	91,72	122,06	109,47	103,64	233,91	350,67	542,63	368,29
Charges, intérêts et commissions	18,07	29,43	27,88	50,01	49,46	74,26	30,71	122,95	163,22	195,05
Total service de la dette publique	105,46	156,41	168,35	228,39	229,30	256,04	345,07	558,53	807,00	709,26

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.3. Ratios d'endettement

Tableau N 4.4 : Evolution des principaux ratios d'endettement

Ratios	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ratio de viabilité											
Valeur actualisée de la dette/PIB	<=55	18,10	20,60	19,32	22,90	25,00	30,90	33,60	42,50	44,30	51,73
Valeur actualisée de la dette/XBS	<=180	76,40	54,60	53,41	61,70	57,40	70,00	138,86	67,50	39,40	45,45
Valeur actualisée de la dette/Rev*	<=250	92,40	96,60	93,57	92,60	88,80	132,00	158,62	nd	nd	nd
Ratio de soutenabilité											
Service de la dette /XBS	<=15	2,89	3,34	3,49	3,36	3,73	3,55	3,91	2,90	3,10	4,20
Service de la dette /Rev	<=18	3,40	4,27	4,65	4,58	5,07	5,10	4,60	3,80	6,20	7,89
Agrégats											
Encours de la dette (en milliards FCFA)		1 733,75	1 935,94	2 188,51	2 497,11	2 767,19	3 365,95	3 967,53	4 777,67	6 178,71	6 792,19
PIB nominal (en milliards FCFA)		5 902,38	6 119,57	6 162,49	6 444,23	7 177,42	7 866,31	8 260,13	10 121,95	10 802,45	12 503,61
Encours/PIB (%)		29,37	31,64	35,51	38,75	38,55	42,79	48,03	47,20	57,20	54,32

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

PIB : Produit intérieur brut ; XBS : Exportation des biens et service ; Rev : Revenu national

(*)l'indicateur VA/Rev n'est plus suivi depuis 2020

4.4. Tirages sur emprunts

Tableau N°4.5 : Evolution des tirages sur emprunts par type (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dette extérieure	69,59	60,84	145,10	170,67	146,08	214,17	336,70	431,82	423,20	308,23
Multilatéraux	62,62	57,13	131,30	152,10	113,94	193,47	321,62	353,82	379,01	260,38
Prêts programme	28,77	3,79	54,64	81,94	3,53	13,99	103,70	142,07	60,62	56,74
Prêts projets	33,85	53,34	76,66	70,16	110,41	179,48	217,92	211,75	318,39	203,64
Bilatéraux	6,97	3,71	13,80	18,57	16,27	12,92	15,07	54,52	22,72	47,85
Prêts programme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9,18	31,96	0,00	0,00
Prêts projets	6,97	3,71	13,80	18,57	16,27	12,92	5,89	22,57	22,72	47,85
Créditeurs privés	na	na	na	na	15,87	7,79	0,00	23,48	21,47	0,00
Prêts programme	na	na	na	na	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts projets	na	na	na	na	15,87	7,79	0,00	23,48	21,47	0,00
Dette intérieure	121,60	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77	933,63	653,62
Emprunts obligataires intérieurs	121,60	41,68	96,72	165,00	351,77	347,19	362,80	635,77	933,63	653,62
Total tirages	191,19	102,52	241,82	335,67	497,86	561,36	699,50	1 067,59	1 356,83	961,85

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

4.5. Allègements de dette obtenus

Tableau N°4.6 : Evolution des allègements obtenus de la dette par type (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Initiative des Pays pauvres très endettés (PPTE)	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01	19,01
Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM)	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95	12,95
Annulation du service FMI/ COVID 19	na	na	na	na	na	na	na	14,30	16,63	0,62
Annulation de 3 prêts /Chine	na	na	na	na	na	na	na	na	na	15,61
Total allègements obtenus	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	31,96	46,26	48,59	48,19

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction de la dette publique

CINQUIEME PARTIE : SITUATION DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT

5.1. Aide publique au développement par nature de financement

Tableau N°5.1 : Déboursement de l'aide extérieure par nature de financement (millions dollars US)

Nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Prêts	117,84	256,73	277,97	313,74	282,25	416,46	532,16	745,55	671,88	584,80
Subventions	1 030,31	848,29	822,72	781,04	857,38	1023,76	1016,56	1396,11	1497,82	1238,74
Ensemble	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 139,64	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54

Source : Direction générale de la coopération, Plateforme de gestion de l'aide (PGA)

Tableau N°5.2 : Déboursement de l'aide extérieure par secteur et sous-secteur nationaux (millions \$US)*

Secteurs/sous-secteurs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Appui programme	214,96	197,72	264,71	267,00	22,72	152,23	1,20	0,85	nd	nd
Appui budgétaire général	212,99	196,91	264,53	266,59	22,72	151,68	1,20	0,85	nd	nd
Non attribué	1,98	0,82	0,17	0,41	0,00	0,55	0,00	0,00	nd	nd
Organisation, infrastructures et équipements administratifs	128,28	131,09	124,74	132,06	240,50	347,10	170,50	271,01	nd	nd
Cartographie	1,77	0,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	nd	nd
Informatique	0,90	0,90	1,41	3,38	29,80	12,57	0,00	0,00	nd	nd
Infrastructure	24,03	27,74	39,69	16,84	17,64	21,78	39,51	66,14	nd	nd
Matériel et équipement administratif	12,89	6,84	7,70	7,90	3,71	4,36	9,28	10,11	nd	nd
Mesures et actions institutionnelles	74,44	94,77	74,92	103,93	181,15	308,25	119,76	191,28	nd	nd
Non attribué	14,26	0,11	1,02	0,00	8,20	0,13	1,96	3,49	nd	nd
Production	201,87	195,17	188,86	172,95	322,66	218,61	282,69	302,25	nd	nd
Agriculture	164,18	149,04	162,83	123,25	250,51	151,14	198,25	245,65	nd	nd
Artisanat	2,35	1,19	0,80	0,00	0,23	0,20	0,00	1,73	nd	nd
Élevage	4,69	20,42	8,81	11,85	22,01	17,62	30,80	28,16	nd	nd
Environnement	17,45	19,15	13,21	20,21	41,66	39,20	50,54	20,59	nd	nd
Industrie	0,00	0,13	0,16	5,32	1,55	2,88	0,69	0,30	nd	nd
Mines	2,37	4,91	2,76	6,30	5,77	5,91	0,93	2,06	nd	nd
Pêche	0,12	0,02	0,11	0,89	0,92	1,34	1,25	3,77	nd	nd
Non attribué	10,70	0,31	0,17	5,14	0,00	0,32	0,24	0,00	nd	nd
Secteurs sociaux	338,81	301,80	273,60	245,73	318,42	414,88	507,30	705,09	nd	nd
Action sociale	47,41	69,88	50,80	60,53	59,13	122,43	168,86	238,96	nd	nd
Éducation et formation	86,25	87,70	90,29	93,99	90,07	114,86	94,41	134,11	nd	nd
Habitat et urbanisme	0,00	0,00	0,76	2,24	7,51	24,89	1,37	44,01	nd	nd
Information, art et culture	2,13	11,39	12,89	1,37	13,41	5,67	3,22	5,12	nd	nd
Santé	146,27	120,42	106,17	69,55	143,19	146,81	236,10	268,07	nd	nd
Sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	nd	nd
VIH/SIDA	26,83	0,86	3,45	0,97	0,84	0,22	0,00	0,00	nd	nd
Non attribué	29,91	11,55	9,24	17,08	4,20	0,00	3,34	14,83	nd	nd
Soutien à la production	225,21	245,56	237,73	241,00	229,27	301,90	325,34	307,94	nd	nd
Commerce	15,40	15,25	56,47	3,62	4,80	1,38	1,38	22,93	nd	nd
Eau et aménagements hydro agricole	72,80	108,20	77,79	131,21	94,38	97,06	185,41	115,18	nd	nd
Énergie	46,23	60,51	52,14	38,56	66,23	84,39	73,63	79,26	nd	nd
Tourisme et hôtellerie	0,00	0,00	0,07	0,04	0,00	0,00	0,00	0,01	nd	nd
Transports	89,23	54,66	50,49	67,55	63,86	119,06	64,47	87,20	nd	nd
Non attribué	1,55	6,95	0,76	0,02	0,00	0,00	0,45	3,36	nd	nd
Secteur non attribué	39,01	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62	nd	nd
Non attribué	39,01	33,68	11,08	36,03	1,08	5,50	257,53	552,62	nd	nd
Total	1 148,14	1 105,02	1 100,72	1 094,78	1 134,65	1 440,22	1 544,57	2 139,77	nd	nd

Source : Direction générale de la coopération, Plateforme de gestion de l'aide

(*) Compte tenu de la mise à jour de la PGA entamée suite aux difficultés techniques constatées depuis 2021, il n'est plus possible de renseigner ce tableau. Il est remplacé par le tableau présentant l'APD selon les secteurs de planification définis dans le PNDES

Tableau N°5.2-bis : Déboursement de l'aide extérieure par secteur de planification (millions de dollars US)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce et services marchands	14,44	31,67	28,26	7,70	33,30	1,52	nd
Culture, Sport et Loisirs	0,04	nd	nd	1,15	0,01	1,49	nd
Défense et Sécurité	na	na	na	5,44	36,22	49,64	nd
Education et formation	106,46	89,60	134,18	99,18	131,90	156,25	nd
Environnement, Eau et Assainissement	176,06	194,37	165,98	242,64	222,41	179,36	nd
Gouvernance administrative et locale	62,49	82,42	121,52	89,92	133,66	110,84	nd
Gouvernance économique	285,44	97,01	95,86	28,05	53,32	93,38	nd
Infrastructure de transport, Communication et Habitat	73,67	130,09	140,54	92,06	147,29	193,09	nd
Justice et droits humains	0,00	4,90	0,00	2,69	0,00	27,09	nd
Production agro-sylvo-pastorale	122,03	260,22	174,23	213,53	196,36	263,10	nd
Recherche et innovation*	na	na	na	na	0,00	31,58	nd
Santé	80,35	102,00	182,89	235,51	272,41	353,08	nd
Transformations industrielles et artisanales	49,39	74,63	107,33	76,77	86,42	155,12	nd
Travail, emploi et protection sociale	63,50	57,10	136,93	203,02	290,13	312,93	nd
Non affecté	60,63	15,64	9,04	0,00	7,36	0,73	nd
Total des secteurs	1094,50	1139,65	1296,76	1297,66	1610,78	1929,20	nd
Appui budgétaire général*	na	na	192,42	251,05	530,87	240,50	nd
Total général	1094,50	1139,65	1489,18	1548,71	2141,65	2169,70	nd

Source : Direction générale de la coopération/Plateforme de gestion de l'aide

(*) Pour les années 2016 et 2017, l'ABG était comptabilisé dans le secteur "Gouvernance économique". De même, l'APD du secteur "Recherche et innovation" était pris en compte dans le secteur "Éducation" sur la période 2016-2019

5.2. Principaux ratios de l'aide publique au développement

Tableau N°5.3 : Evolution des principaux ratios de l'Aide publique au développement (APD)

Ratios	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
APD/PIB (en %)	8,70	8,07	7,92	8,53	8,06	9,07	9,57	11,94	10,99	9,66
APD/tête (en \$US)	66,28	61,80	59,66	57,52	57,80	71,14	75,53	102,88	101,12	82,51
APD/tête (en milliers FCFA)	33,34	31,09	30,01	34,08	33,63	39,55	44,25	59,23	56,08	51,47

Source : Direction générale de la coopération

5.3. Aide publique au développement par donateur

Tableau N°5.4 : Evolution de l'aide publique au développement par bailleur (en millions de \$US)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Bilatérale	5 39,97	405,01	409,42	396,41	424,85	419,94	473,09	782,80	699,65	595,93
Abu Dhabi	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Allemagne	37,67	48,57	50,11	38,19	43,77	45,37	74,10	75,51	80,20	72,11
Arabie Saoudite	1,46	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55	0,00	3,13
Autriche	7,61	3,69	4,45	5,36	3,59	0,00	8,65	7,17	0,00	32,22
Banque de Chine	na	na	na	na	na	na	16,35	34,70	0,00	0,00
Belgique	0,00	8,32	0,00	0,00	6,18	17,11	18,86	41,34	40,59	22,51
Brésil	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Canada	26,82	17,75	22,33	27,32	22,55	39,59	29,43	47,46	56,35	43,79
Chine-Taïwan	25,56	26,81	15,14	26,86	20,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Corée du Sud	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Danemark	37,71	48,41	36,31	39,38	59,39	54,90	26,93	12,46	27,24	0,00
Espagne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,19
Etats Unis	160,18	109,26	83,27	46,23	105,12	93,71	73,23	195,78	180,45	218,15
France	44,45	31,73	87,16	107,89	82,79	81,99	105,55	171,63	132,13	91,18
Inde	7,21	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00	0,00	0,00
Italie	0,00	11,95	12,56	6,64	5,81	7,06	10,69	11,89	14,32	5,28
Japon	39,29	28,07	26,61	15,03	26,58	13,44	11,05	53,31	32,38	20,05
Koweït	3,63	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06	0,98	2,27
Luxembourg	14,93	22,69	21,01	23,50	16,34	21,88	24,74	30,35	33,14	19,98
Norvège	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Pays-Bas	39,46	1,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98	31,55	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,77	0,79	0,00	0,94	1,57	0,00	0,00	0,00
Suisse	29,61	24,76	32,28	27,73	24,50	27,85	29,43	38,18	40,75	28,47
Suède	62,84	18,71	13,75	24,44	6,16	15,48	36,35	36,43	29,58	36,59
Multilatérale	574,87	653,84	636,21	660,66	648,96	958,65	999,56	1 276,00	1 383,48	1 176,52
Banque africaine de développement	38,76	32,31	71,84	51,88	78,13	103,43	48,74	49,65	15,72	17,62
BADEA	3,05	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62	11,16	17,62
Banque islamique de développement	7,71	0,28	3,61	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23	223,02	72,04
Banque mondiale	193,93	262,28	199,35	296,79	196,63	404,36	331,90	416,79	544,09	589,32
BOAD	9,73	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23	139,55	122,09
BIDC	2,85	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00	0,00	4,95
FMI	9,61	7,53	37,6	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22	29,99	0,00
Fonds OFID	0,48	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28	17,09	7,50
Indépendants	30,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	61,37	109,44	114,47
Nations Unies	130,45	104,51	108,61	97,43	113,87	85,11	179,58	163,40	142,15	108,14
UEMOA	na	na	na	na	na	na	na	na	1,83	0,00
Union européenne	147,43	194,27	194,51	128,48	193,71	236,30	176,24	265,21	149,45	132,14
ONG Internationales	33,3	41,76	55,06	37,71	65,84	61,64	76,07	82,86	86,57	51,10
Populations cibles	0,00	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 139,65	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

5.4. Aide publique au développement selon les instruments de financement

Tableau N°5.5 : Evolution de l'aide publique au développement selon les instruments de financement

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Aide projet (en millions \$US)	793,11	803,10	647,71	774,08	953,08	1 134,53	1 118,10	1 452,31	1 802,94	1 493,66
Appui budgétaire (en millions \$US)	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09	258,09	187,58
Aide alimentaire (en millions \$US)	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46	64,63	126,26
Assistance et secours d'urgence (en millions \$US)	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80	44,04	16,04
Total APD (en millions \$US)	1 148,14	1 105,02	1 100,69	1 094,78	1 139,64	1 440,22	1 548,72	2 141,66	2 169,70	1 823,54
Total APD (en milliards FCFA)	577,58	555,88	553,70	648,60	663,11	800,73	907,41	1 233,00	1 203,16	1 137,45

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.6 : Evolution de l'aide projet par agence donatrice (en millions \$US)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Aide projet Avec fonds commun	90,83	29,88	25,14	102,29	40,95	44,41	65,39	57,18	103,94	41,32
Affaires Mondiales Canada	7,05	0,82	8,42	10,13	7,70	7,72	7,54	7,46	7,99	5,77
Agence danoise pour le développement international	5,02	5,58	5,34	2,93	2,59	5,99	1,00	1,59	4,77	0,00
Agence française de développement	6,33	4,02	2,20	54,90	11,79	7,61	15,34	17,22	28,68	16,66
Agence suédoise de développement international	5,76	5,91	1,75	2,21	0,00	0,00	0,00	0,00	8,18	2,87

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Association internationale de développement	22,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,63	0,00	2,61	1,84	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	15,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	3,80	0,66	0,90	0,75	1,10	0,00	0,00	0,47	0,00	0,00
Coopération suédoise	2,59	0,00	0,00	16,64	2,77	2,72	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	4,18	4,93	2,18	2,15	2,03	14,61	3,22	8,01	5,78
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	2,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Européen de Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	7,32	15,68	0,00	0,00	19,01	0,72
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	10,96	0,00	0,00	5,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations Unies pour la population	0,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,21	5,70	8,55	9,52
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
GIZ	2,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	1,51	4,43	1,47	6,02	4,89	2,48	12,54	13,77	0,00	0,00
KFW	0,00	4,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	4,39	0,00	0,00	1,53	0,02	0,00	0,00	0,00	18,75	0,00
Organisation Mondiale de la Santé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,92	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	0,01	0,00	0,00	-0,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,54	0,00	0,00	0,00
Aide projet - Sans fonds commun	702,29	773,21	622,56	671,79	907,14	1 090,12	1 052,72	1 395,14	1 699,00	1452,34
ACDI/VOCA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Abu Dhabi	1,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Africare	0,15	0,56	1,12	0,00	0,44	0,15	0,00	0,00	0,00	0,23
Affaires Mondiales Canada	19,78	16,93	13,90	17,19	14,85	31,87	21,89	39,92	36,50	30,57
Agence danoise pour le développement international	9,25	17,81	8,12	22,75	38,90	32,61	18,29	7,18	19,78	0,00
Agence française de développement	10,67	5,98	67,20	39,54	56,98	50,84	44,53	91,02	67,43	74,51

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Agence Internationale de Coopération pour le Développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16,35	0,00	0,00	0,00
Agence suédoise de développement international	8,80	6,29	4,61	5,00	0,59	0,63	3,77	18,13	18,19	33,72
Association internationale de développement	101,74	162,04	49,35	144,10	196,63	328,94	233,74	266,23	380,68	401,74
Association Solidarité Afrique de l'Ouest	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres ONG	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,34	0,00
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	3,05	3,87	1,15	3,14	2,87	4,84	16,98	25,62	11,16	8,27
Banque européenne d'investissements	0,00	0,00	0,00	0,00	10,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	7,71	0,28	3,30	19,60	23,14	50,81	65,83	25,23	223,02	72,04
Banque Ouest-africaine de développement	9,73	30,69	18,09	30,54	25,13	29,99	25,51	46,23	139,55	122,09
Banque d'investissements et de développement de la CEDEAO	2,85	14,58	0,00	0,00	8,27	10,21	0,00	0,00	0,00	4,95
Bornefonden	0,00	2,18	0,00	1,63	1,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Brésil	0,00	0,00	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	6,68	10,88	20,59	12,11	13,51	0,00	8,61	13,04	12,67	12,30
Centre italien d'aide à l'enfance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	1,12	8,81	1,77	18,17	0,00	131,42
Compassion Internationale	0,00	0,00	0,00	1,23	22,45	25,28	31,86	34,97	32,69	0,00
Coopération allemande	0,25	8,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,65	18,54
Coopération chinoise-taïwanaise	25,17	25,20	13,34	22,49	19,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération française	3,33	0,00	0,00	2,03	0,00	0,00	0,00	17,65	7,08	0,00
Agence Italienne pour la Coopération au Développement	0,00	11,95	11,14	6,64	5,18	7,06	8,08	10,05	9,19	3,18
Coopération japonaise	33,07	28,07	22,24	11,91	23,69	8,12	0,77	33,09	13,83	11,83
Coopération néerlandaise	0,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23,98	31,55	0,00
Coopération autrichienne	3,20	2,96	3,55	3,97	2,50	0,00	5,04	5,22	0,00	25,91
Coopération suédoise	3,02	1,48	6,10	0,58	2,81	12,12	32,58	12,67	0,00	0,00
Corée du Sud	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	21,08	13,08	16,51	17,39	15,09	18,07	9,23	25,97	25,94	22,70
FAD/BAD	19,45	0,00	0,08	14,50	58,63	76,18	15,95	19,06	0,00	0,44

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds Mondial de lutte contre le SIDA, la Tuberculose et la Malaria	28,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	91,53	60,93	107,52	107,11
Fondation Nouvelle planète	0,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	19,31	32,31	9,72	37,38	19,50	27,06	18,81	0,95	15,72	17,17
Fonds européen de développement	47,86	91,16	82,54	60,39	84,27	108,33	71,94	109,07	105,31	0,00
Fonds international de développement agricole	3,07	0,00	6,18	6,21	11,43	5,56	17,55	10,91	11,42	11,75
Fonds koweïtien	3,63	2,16	2,13	0,89	0,00	0,00	3,09	0,06	0,98	2,27
Fonds mondial pour la nature	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds OPEP	0,48	3,53	1,44	0,75	1,14	8,45	4,02	27,28	17,09	7,50
Fonds saoudien	1,46	0,02	0,00	5,92	0,00	0,00	1,68	2,55	0,00	3,13
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds de l'environnement mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	26,29	37,45	41,04	20,99	32,77	8,85	37,89	87,37	85,47	0,00
Fonds des Nations unies pour la population	10,74	8,80	7,04	13,09	8,19	10,46	6,81	6,54	8,07	6,64
Fonds Vert pour le Climat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,44	1,92	0,00
GAVI Alliance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,95	0,00	0,00	7,36
GIZ	12,57	15,69	18,01	8,49	24,75	24,42	26,63	27,93	38,62	36,25
Grand-Duché du Luxembourg	9,04	8,70	12,44	13,50	11,43	19,39	12,19	13,09	4,35	11,91
Helen Keller International	0,08	0,13	1,18	1,93	0,75	0,51	2,18	2,47	4,14	0,00
Helvetas Burkina Faso	1,17	2,62	1,02	2,01	2,86	2,62	3,49	0,00	0,00	5,45
Hunger Project Burkina	0,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,49	0,69
Inde	7,21	0,43	1,49	0,13	1,59	0,61	1,39	0,00	0,00	0,00
KFW	14,61	12,26	17,47	29,70	19,02	18,24	32,92	16,68	20,75	17,32
Lutheran World Relief	0,00	0,86	0,00	0,28	0,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	0,00	2,45	0,00	0,00	0,00	0,00	8,13	0,00
Millennium Challenge Account-Burkina Faso	116,73	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
OCADES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Organisation mondiale de la santé	8,88	8,98	7,99	5,64	3,40	3,04	3,04	9,30	0,00	0,00
Organisation néerlandaise de développement	0,00	1,69	0,00	3,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7,38
Organisation des Nations unies pour	4,46	9,63	8,79	4,31	5,05	0,00	3,32	4,12	0,00	0,00

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
l'alimentation et l'agriculture										
Oxfam Belgique	0,00	0,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,00	2,53	0,00	5,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Québec	0,73	0,26	0,94	0,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Burkina Faso	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13,67	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan Burkina	16,76	19,35	18,49	9,22	6,09	0,00	0,00	0,00	18,37	0,00
Plan International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12,23	14,43	11,57	0,00	22,07
Populations cibles	0,00	4,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,64	0,79	0,00	0,82	1,46	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	5,00	0,00	0,00	0,00	16,47	0,00	0,00	51,33
Programme des Nations unies pour le développement	14,47	18,41	14,12	11,75	6,73	11,72	14,93	28,76	28,63	28,89
RES PUBLICA	2,50	2,66	2,42	0,00	2,23	0,00	1,73	0,00	2,30	0,00
Royaume de Belgique	0,00	8,32	0,00	0,00	6,18	16,96	17,29	32,71	34,01	7,25
SOS Sahel										
International France	0,00	0,55	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Save The Children	0,00	0,00	0,00	0,00	4,51	4,84	7,51	8,08	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	15,76	15,87	15,09	4,21	2,72	9,80	5,00	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	43,44	102,07	78,20	46,01	97,12	83,65	58,96	95,53	125,91	110,45
Water Aid	1,39	1,57	3,36	2,36	2,63	2,34	6,13	6,65	5,67	0,00
Welt hunger hilfe	0,00	0,00	0,00	3,08	2,98	0,00	0,00	6,09	7,91	0,00
Total	793,11	803,10	647,71	774,08	948,09	1 134,53	1 118,10	1 452,31	1 802,94	1 493,66

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.7 : Evolution de l'appui budgétaire par agence donatrice (en millions \$US)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Appui budgétaire général	210,68	211,93	266,49	275,58	74,15	192,42	251,05	530,87	240,50	187,58
Agence canadienne pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Agence danoise pour le développement international	11,01	11,05	10,98	10,40	11,39	11,87	0,00	0,00	1,58	0,00
Agence française de développement	8,35	5,87	2,57	7,19	11,30	11,80	37,22	18,31	11,76	0,00
Agence suédoise de développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association internationale de développement	69,80	100,23	100,00	152,87	0,00	75,42	98,16	150,56	163,41	187,58
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération néerlandaise	23,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,42	0,00	0,00
Coopération suédoise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	8,53	7,50	10,84	8,16	7,26	7,75	5,59	8,99	6,79	0,00
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28,80	0,00	0,00
Fonds européen de développement	77,92	74,61	96,40	64,27	38,13	60,42	60,40	125,56	25,13	0,00
Fonds monétaire international	9,61	7,53	37,60	32,04	6,07	25,16	49,69	195,22	29,99	0,00
KFW	1,98	5,14	8,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
UEMOA	na	na	na	na	na	na	na	na	1,83	0,00
Appui budgétaire sectoriel	45,45	57,79	153,53	7,12	59,32	50,19	77,81	44,22	17,58	0,00
Agence danoise pour le Développement International	12,42	13,97	11,87	3,30	6,50	4,43	7,64	2,63	1,11	0,00
Agence française de développement	0,00	0,00	0,10	0,00	0,00	0,00	0,00	18,55	10,29	0,00
Agence suédoise de développement international	5,69	2,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Association Internationale de Développement	0,00	0,00	50,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taïwanaise	0,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Banque Islamique de Développement	0,00	0,00	0,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds Africain de Développement	0,00	0,00	62,04	0,00	0,00	0,00	13,80	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	21,65	28,49	15,58	3,82	52,82	43,05	41,81	12,02	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	9,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
KFW	5,30	2,83	6,52	0,00	0,00	2,71	14,55	11,02	6,18	0,00
Lux-développement	0,00	0,00	7,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total	256,13	269,73	420,03	282,70	133,47	242,62	328,86	575,09	258,09	187,58

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.8 : Evolution de l'aide alimentaire par agence donatrice (en millions \$US)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires Mondiales Canada	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,09	0,00	3,19
Banque islamique de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Catholic Relief Services	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taiwanaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération italienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,57	6,88	0,00
Coopération japonaise	6,22	0,00	4,37	3,12	2,89	5,33	4,59	2,81	2,73	3,90
Coopération autrichienne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,32
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,66
Lux-développement	na	na	na	na	na	na	na	na	0,47	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Oxfam Intermon	0,00	0,00	0,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Principauté de Monaco	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,12	0,11	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	33,29	19,54	16,71	28,54	41,14	45,48	35,73	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	0,00	2,48	4,50	0,00	8,00	0,00	0,00	0,00	54,54	107,70
Africare	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,48
Total	39,51	22,02	25,79	31,66	52,03	50,92	40,43	7,46	64,63	126,26

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

Tableau N°5.9 : Evolution de l'assistance et secours d'urgence par agence donatrice (en millions \$US)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Affaires Mondiales Canada	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11,87	4,25
Agence Danoise pour le développement international	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,06	0,00	0,00
Agence suédoise de Développement International	16,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,21	0,00
Catholic Relief Services	0,14	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95
Commission européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération allemande	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération chinoise-taiwanaise	0,00	1,61	1,80	4,37	0,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération Française	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,89	0,00	0,00
Agence Italienne de Coopération	0,00	0,00	1,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,13	2,11
Coopération japonaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,70	17,41	15,81	4,32
Coopération néerlandaise	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Coopération autrichienne	0,60	0,07	0,00	0,00	0,00	0,00	3,61	1,48	0,00	0,00
Coopération suédoise	20,92	2,07	1,29	0,00	0,00	0,00	0,00	5,63	0,00	0,00
Direction du développement et de la coopération	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FAD/BAD	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,33	0,00	0,00
Fonds africain de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,18	0,00	0,00	0,00

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Fonds européen de développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,32	0,39	0,00	0,00
Fonds d'équipement des Nations unies	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds des Nations unies pour l'enfance	11,68	0,89	0,73	0,00	0,00	0,00	32,62	0,00	0,00	0,00
GIZ	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Grand-Duché du Luxembourg	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,48	0,00	3,41
Helen Keller International	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lutheran World Relief	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Lux-développement									1,44	0,00
OMS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,11	0,00	0,00
Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture	5,14	0,76	1,01	1,93	0,16	0,00	0,00	1,66	0,00	0,00
Oxfam Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Plan Burkina	2,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme alimentaire mondial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Programme des Nations unies pour le développement	1,08	0,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Royaume de Belgique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	1,57	8,63	6,58	0,00
Save The Children	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,14	0,00	0,00	0,00
SOS Sahel International France	0,00	0,00	0,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Service de coopération et d'action Culturelle	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,95	2,91	0,00	0,00	0,00
United States Agency for International Development	0,00	4,71	0,58	0,04	0,00	10,06	14,27	62,72	0,00	0,00
Total	59,39	10,17	7,16	6,34	1,06	12,15	61,32	106,80	44,04	16,04

Source : Direction générale de la coopération, Plate-forme de gestion de l'aide

SIXIEME PARTIE : TABLEAUX DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ETAT ET
SOLDES CARACTÉRISTIQUES

6.1. Situation des opérations de recettes de l'Etat

Tableau N°6.1 : Evolution des opérations de recettes par nature (en milliards FCFA)

Nature	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes courantes	1 117,27	1 064,69	1 047,93	1 230,48	1 389,27	1 530,78	1 747,70	1 659,08	1 946,59	2 288,25
Recettes fiscales	992,61	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02	1 687,51	2 052,45
Recettes non fiscales	124,66	124,01	118,66	155,09	151,03	176,52	322,83	282,05	259,08	235,81
Recettes en capital	0,11	0,01	0,00	0,03	0,00	0,00	0,00	0,30	0,00	0,00
Recettes totales	1 117,38	1 064,70	1 047,93	1 230,51	1 389,27	1 530,78	1 747,70	1 659,38	1 946,59	2 288,25
Dons	324,36	256,45	230,04	180,19	194,30	215,09	134,27	315,96	277,27	263,69
Dons Projets	205,23	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89	156,28	196,35	203,43
Dons Programmes	119,13	98,94	124,83	81,20	74,36	92,70	88,38	159,68	80,93	60,27
Recettes totales et dons	1 441,75	1 321,15	1 277,98	1 410,70	1 583,57	1 745,87	1 881,97	1 975,34	2 223,87	2 551,94

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2013-2022

Tableau N°6.2 : Evolution des opérations de recettes fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital	277,20	262,61	234,55	285,83	323,29	375,28	448,64	457,05	572,63	723,21
Impôts sur la main d'œuvre	7,29	7,41	7,89	8,76	10,81	12,43	13,22	14,61	16,24	18,24
Impôts sur la propriété	7,15	9,42	7,52	10,69	8,42	7,81	8,65	10,29	58,90	62,02
Impôts et taxes sur les biens et services	523,44	509,61	528,90	601,62	702,88	744,88	746,85	701,19	822,54	950,67
Taxes sur la valeur ajoutée	423,26	386,89	388,48	440,58	511,93	537,72	536,74	485,01	615,54	717,78
Taxes sur les produits pétroliers	33,02	50,37	63,61	71,82	90,17	100,04	102,92	106,86	125,77	143,15
Autres taxes spécifiques sur consommation hors TPP	67,16	72,35	76,81	89,22	100,79	107,12	107,19	109,32	81,22	89,74
Impôts sur le commerce. et transactions interna. (hors TVA au cordon douanier)	168,63	143,74	142,90	159,14	181,19	202,47	195,89	185,30	215,78	296,25
Droit sur commerce extérieur	149,47	127,19	125,64	139,21	159,51	180,42	174,91	164,25	191,56	265,61
Droits et taxes à l'import.	148,83	126,51	125,04	138,79	15,38	179,97	174,48	163,91	191,05	264,94
Contribution du secteur de l'élevage	0,63	0,68	0,60	0,40	0,06	0,45	0,42	0,34	0,31	0,36
Prélèvement communautaire (UEMOA et CEDEAO)	18,30	15,76	16,34	18,94	20,59	20,53	19,72	19,70	22,09	28,61
Autres recettes sur commerce extérieur	0,86	0,79	0,92	0,99	1,09	1,16	1,09	1,34	2,13	2,03
Autres recettes fiscales	8,90	7,88	7,52	9,34	11,64	11,40	11,63	8,58	1,43	2,07
Total	992,61	940,68	929,28	1 075,39	1 238,24	1 354,26	1 424,86	1 377,02	1 687,51	2 052,45

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2013-2022

Tableau N°6.3 : Evolution des opérations de recettes non fiscales par type (en milliards FCFA)

Type	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Droits et frais administratifs	4,67	5,17	5,15	5,66	6,34	6,55	6,61	4,74	5,78	5,11
Ventes non industrielles	46,11	27,88	29,19	34,73	35,59	29,96	151,70	83,76	70,32	47,29
Amendes et condamnations pécuniaires	3,16	4,10	6,89	17,45	1,99	2,62	2,39	3,13	2,16	4,46
Produits financiers	21,58	29,96	20,00	29,52	33,44	38,94	45,35	58,81	53,27	72,29
Autres recettes non fiscales	49,15	56,90	57,42	67,72	73,67	98,44	116,78	131,61	127,55	106,66
Total	124,66	124,01	118,66	155,09	151,03	176,52	322,83	282,05	259,08	235,81

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2013-2022

6.2. Situation des opérations de dépenses de l'Etat

Tableau N°6.4 : Evolution des opérations de dépenses et prêts nets par nature (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses totales	1 677,41	1 440,76	1 424,16	1 645,11	2 150,00	2 137,70	2 201,27	2 544,28	2 921,68	3 627,35
Dépenses courantes	818,97	886,63	923,21	1 118,75	1 318,66	1 383,36	1 644,48	1 764,28	1 922,60	2 353,55
Salaires	355,52	437,29	468,53	554,47	617,95	705,11	844,43	897,21	949,55	1 009,12
Dépenses de fonctionnement	118,60	102,37	109,44	127,98	174,08	196,22	198,43	176,29	197,54	210,37
Intérêts dus	34,76	44,01	43,75	65,35	69,52	97,24	117,07	140,58	192,55	229,59
sur dette intérieure	21,93	29,31	27,88	48,54	49,35	74,14	95,56	117,03	163,93	196,28
sur dette extérieure	12,82	14,70	15,87	16,81	20,16	23,10	21,51	23,55	28,62	33,31
Transferts courants	310,10	302,96	301,48	370,94	457,12	384,79	484,56	550,20	582,96	904,47
dont collectivités	3,62	12,28	13,43	11,97	0,00	0,00	10,79	11,37	11,61	3,38
dont EPE	53,67	77,19	74,49	111,67	87,79	104,40	109,97	102,17	116,53	113,89
dont subventions produits pétroliers (sociales)	16,79	10,89	18,13	9,76	35,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont subventions SONABEL	11,04	23,63	11,87	27,42	50,00	51,00	81,00	98,13	31,35	390,49
Dépenses en capital	858,44	554,13	500,95	526,36	831,33	754,34	556,79	780,00	999,08	1 273,80
Investissements sur ressources propres	496,98	329,29	302,47	338,55	570,38	446,95	418,99	432,92	518,66	871,38
dont chèques du Trésor	24,00	38,91	14,46	25,51	15,00	10,00	25,00	21,01	21,00	21,00
dont reliquat dépenses exceptionnelles 2009	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
dont dépenses d'investissement exercice 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Transferts en capital et restructurations	95,76	9,12	46,92	6,99	16,52	82,23	1,31	61,69	9,55	4,83
Investissements sur ressources extérieures	265,70	215,71	151,57	180,82	244,44	225,16	136,50	285,39	470,88	397,59
Dons	205,23	157,51	105,21	98,99	119,95	122,39	45,89	141,93	179,30	202,80
Prêts	60,47	58,20	46,36	81,83	124,49	102,77	90,60	143,46	291,57	194,79
Prêts nets	-24,76	-6,13	-12,56	-8,66	-3,53	-10,10	-23,85	-4,35	10,24	-9,52
Rembours. prêts (hors emprunt d'Etat)	-1,71	-1,97	-4,00	-1,53	-8,42	-9,80	-8,77	-9,47	-8,48	-12,67
Avances et rétrocession emprunt d'Etat (Net)	-23,05	-4,17	-8,56	-7,14	4,90	-0,30	-15,08	5,12	18,72	3,16
Dépenses totales et prêts nets	1 652,66	1 434,63	1 411,60	1 636,45	2 146,47	2 127,61	2 177,42	2 539,93	2 931,92	3 617,83

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2013-2022

6.3. Situation des soldes caractéristiques

Tableau N°6.5 : Evolution des soldes caractéristiques et financements (en milliards FCFA)

Indicateur	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Principaux soldes caractéristiques										
Solde courant	298,30	178,06	124,73	111,73	70,61	147,41	103,21	-105,20	23,99	-65,30
Solde global base engagements	-210,91	-113,48	-133,62	-225,75	-562,90	-381,74	-295,45	-564,59	-708,06	-1 065,89
Solde global hors dons (Base engagement)	-535,27	-369,92	-363,66	-405,94	-757,20	-596,83	-429,73	-880,55	-985,33	-1 329,58
Ajustement caisse	50,82	75,99	-89,21	87,09	74,76	-96,65	-2,59	31,76	4,24	190,14
Solde global base caisse	-160,09	-37,49	-222,84	-138,66	-488,13	-478,39	-298,04	-532,83	-703,82	-875,75
Solde de base	-269,57	-154,21	-212,09	-225,12	-512,76	-371,67	-293,23	-595,16	-514,45	-931,99
Solde primaire de base	-234,82	-110,20	-168,34	-159,77	-443,25	-274,43	-176,16	-454,58	-321,90	-702,40
Solde primaire courant	333,05	222,07	168,48	177,08	140,13	244,65	220,28	35,37	216,54	164,29
Financements										
Financement intérieur	128,01	-9,44	131,66	31,80	408,28	394,59	196,93	379,31	443,10	714,23
Financement extérieur	34,45	51,41	89,20	105,75	74,28	75,89	97,15	152,41	265,00	157,64
Décaissement	60,47	82,22	122,08	144,80	124,49	13,99	97,15	213,77	337,29	251,53
Amortissement dette	-26,03	-30,81	-32,88	-39,06	-50,21	-55,08	-58,95	-61,37	-72,29	-93,89
Financement	162,46	41,98	220,86	137,54	482,57	470,48	294,09	531,71	708,10	871,88

Source : Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/Direction du suivi des opérations financières de l'Etat, TOFE 2013-2022

SEPTIEME PARTIE : COMPTES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES

7.1. Compte des régions

Tableau N°7.1 : Evolution des prévisions de recettes totales des régions collectivités territoriales /conseils régionaux (en millions FCFA)

Région	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Boucle du Mouhoun	328,93	396,93	295,93	442,53	577,50	811,03	791,25	1 254,10	2029,52	nd
Cascades	314,50	290,58	321,05	266,05	357,85	539,88	740,40	999,67	1460,29	nd
Centre	2 551,05	2 798,37	2 752,14	2 295,94	2 715,78	2 439,59	2 242,00	2 107,37	2519,36	nd
Centre-Est	418,46	441,21	864,17	587,40	585,97	295,27	818,38	683,67	896,17	nd
Centre-Nord	443,24	527,00	595,59	732,00	289,27	900,39	1 295,45	2 065,68	2410,25	nd
Centre-Ouest	523,96	467,07	524,66	552,04	645,21	751,73	1 041,18	1 230,37	1164,57	nd
Centre-Sud	193,80	169,48	138,54	309,66	326,12	649,52	210,14	811,33	811,68	nd
Est	432,83	602,50	581,51	744,92	758,54	563,12	1 202,00	1 611,86	3422,03	nd
Hauts-Bassins	2 146,30	1 967,41	1 602,09	1 465,12	1 416,53	1 286,29	1 546,08	2 018,18	2160,78	nd
Nord	338,82	256,65	205,16	426,94	289,27	763,26	759,42	1 197,33	1 242,43	nd
Plateau Central	356,52	369,88	392,57	414,29	389,49	859,58	990,32	1 135,67	1526,98	nd
Sahel	339,09	297,17	274,48	395,09	605,96	1 291,21	1 155,90	3 442,99	3396,72	nd
Sud-Ouest	162,90	181,23	123,50	162,91	390,47	646,94	645,28	950,71	1190,72	nd
Burkina Faso	8 550,40	8 765,48	8 671,39	8 794,89	9 347,96	11 97,81	13 37,80	19 508,93	24 231,50	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

Tableau N°7.2 : Evolution des dépenses totales des conseils régionaux par région (en millions FCFA)

Région	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Boucle du Mouhoun	237,48	281,98	291,21	294,12	483,24	503,13	655,24	708,01	603,39	nd
Cascades	176,74	206,59	250,51	100,90	144,50	102,90	309,42	409,81	290,45	nd
Centre	1 677,20	1 720,49	1 652,76	986,57	1 058,37	1 440,58	1 188,08	1 103,45	1 311,47	nd
Centre-Est	231,24	86,36	730,15	222,24	443,89	234,45	688,31	412,44	328,19	nd
Centre-Nord	168,47	152,64	326,79	678,58	279,03	337,28	281,11	919,99	1 020,00	nd
Centre-Ouest	317,91	166,35	247,52	233,16	442,79	515,04	512,39	759,15	814,93	nd
Centre-Sud	151,09	103,16	156,37	168,36	289,54	606,03	147,52	533,33	515,81	nd
Est	164,50	210,98	243,30	282,55	432,87	464,37	464,96	467,03	940,83	nd
Hauts-Bassins	1 165,97	1 067,87	795,64	603,88	1 036,28	498,76	1 003,60	1 394,92	1 328,28	nd
Nord	262,72	160,48	180,51	325,37	279,03	507,03	314,02	433,71	843,09	nd
Plateau Central	209,79	111,08	301,97	351,41	254,87	164,49	237,32	224,73	396,42	nd
Sahel	285,38	104,22	134,60	245,97	311,05	450,94	346,79	782,37	1 273,59	nd
Sud-Ouest	107,09	129,09	172,17	107,75	297,34	239,15	303,93	480,82	354,57	nd
Burkina Faso	5 155,58	4 501,29	5 483,50	4 00,86	5 752,80	6 064,15	6 452,69	8 629,75	10 021,02	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

7.2. Comptes des communes

Tableau N°7.3 : Evolution des recettes totales par communes urbaines (en millions FCFA)

Commune	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Boromo	291,38	215,66	309,60	263,95	409,68	404,58	398,45	387,11	578,49	nd
Dédougou	398,85	396,31	476,57	477,61	760,77	958,53	965,11	948,75	1 051,37	nd
Koudougou	1 275,64	1 185,13	1 470,80	1 741,04	1 471,88	1 670,80	1 371,49	1 405,78	1 806,12	nd
Léo	363,60	344,05	484,98	451,18	637,45	706,53	725,41	nd	613,24	nd
Nouna	251,66	165,07	292,19	221,92	559,35	657,72	649,47	804,21	710,66	nd
Toma	162,31	119,72	191,41	139,11	261,98	569,81	247,76	237,20	428,53	nd
Tougan	368,24	242,98	296,74	317,79	628,64	624,55	562,06	663,43	932,61	nd
Banfora	1 204,80	1 103,08	970,29	810,08	1 425,95	1 129,39	1 466,77	1 637,04	1 739,51	nd
Batié	232,10	272,15	202,44	211,44	434,34	431,07	416,77	452,34	659,98	nd
Bittou	516,86	436,60	330,61	416,59	603,48	625,19	656,01	592,53	599,57	nd
Bobo-Dioulasso	5 053,37	5 550,96	6 314,62	6 212,44	8 925,44	9 736,83	8 368,64	7 838,14	7 512,53	nd
Bogandé	258,80	257,51	362,17	261,36	688,36	627,80	739,71	649,99	1 006,28	nd
Boulsa	483,91	338,70	426,68	391,11	820,12	690,88	499,56	470,47	654,07	nd
Boussé	381,91	217,81	244,85	312,06	543,82	543,82	nd	nd	382,57	nd
Dano	262,51	195,79	239,49	199,50	403,18	265,77	324,32	450,94	446,69	nd
Diapaga	224,66	195,95	317,89	412,20	394,09	585,59	572,36	792,19	622,39	nd
Diébougou	354,14	282,49	324,31	315,33	666,60	552,91	550,73	505,52	569,46	nd
Djibo	462,73	412,42	458,13	487,01	665,42	604,16	342,13	534,79	722,62	nd
Dori	571,45	475,36	647,87	520,39	856,99	855,50	554,02	790,27	810,74	nd
Fada-N'gourma	1 044,31	1 139,41	1 278,79	1 364,95	1 990,34	2 237,74	1 869,77	1 772,48	1 944,30	nd
Gaoua	451,63	445,70	456,00	441,51	856,99	908,87	833,04	890,05	945,74	nd
Garango	411,79	329,00	234,39	490,46	458,24	713,66	719,18	nd	566,73	nd
Gayéri	404,02	399,40	236,99	230,15	633,92	487,63	495,52	651,79	914,18	nd
Gorom-Gorom	509,00	517,58	591,08	973,68	1 358,61	1 602,67	1 886,33	4 013,74	3 151,79	nd
Gourcy	352,46	238,90	469,05	347,33	nd	858,21	1 107,03	966,38	905,13	nd
Houndé	330,00	422,51	406,85	403,28	649,92	745,85	1 071,19	nd	5 371,80	nd
Kaya	868,42	800,10	971,18	1 072,44	1 261,72	1 436,20	1 850,14	1 960,65	1 981,45	nd
Kombissiri	370,44	245,84	nd	422,46	642,69	796,06	561,48	749,86	924,84	nd
Kongoussi	490,40	315,74	360,94	430,78	593,98	661,02	548,78	806,44	731,44	nd
Koupéla	290,27	363,91	334,75	460,22	552,77	513,83	500,67	684,81	637,29	nd
Manga	277,42	272,78	263,93	288,99	468,24	585,62	807,05	772,82	567,58	nd
Niangoloko	476,97	545,60	570,28	395,01	666,04	564,68	667,37	673,09	828,24	nd
Orodara	350,14	382,68	297,41	303,13	364,61	485,40	543,65	nd	659,14	nd
Ouagadougou	20 767,79	21 499,25	24 972,68	24 468,03	29 560,52	35 324,67	38 391,55	40 725,20	41 905,07	nd
Ouahigouya	128,78	734,91	801,37	786,77	1 106,08	1 193,54	1 360,30	1 631,50	1 865,98	nd
Ouargaye	235,58	357,35	184,49	139,27	287,47	256,38	326,02	287,30	337,52	nd
Pama	234,27	128,18	221,05	202,49	364,16	210,83	412,40	nd	687,82	nd
Po	240,32	203,66	313,19	310,07	581,89	454,89	617,17	655,90	1 067,18	nd
Pouytenga	448,12	570,26	419,55	492,98	917,66	712,80	747,89	957,72	911,41	nd
Réo	324,15	277,17	197,81	328,08	689,10	689,10	634,17	1 097,72	1 841,39	nd
Sapouy	232,12	206,95	289,40	299,53	477,79	403,86	506,86	452,87	586,30	nd
Sebba	153,30	134,09	276,33	232,36	344,42	260,49	308,46	293,69	483,90	nd
Sindou	513,91	191,32	153,93	125,25	205,88	179,79	172,99	241,89	348,67	nd
Solenzo	341,58	269,31	401,54	530,72	991,51	986,74	1 091,36	994,64	919,86	nd
Tenkodogo	789,98	677,25	965,71	1 092,97	1 442,85	1 476,14	1 408,82	1 711,87	1 656,95	nd
Titao	329,02	288,90	355,39	333,44	478,34	318,71	566,39	531,17	754,90	nd
Yako	521,80	555,74	389,03	475,07	769,72	920,22	858,26	1 110,74	1 227,14	nd
Ziniaré	753,81	652,10	925,84	125,46	994,13	1 053,46	889,21	968,64	1 012,44	nd
Zorgho	270,61	224,48	292,87	290,77	473,71	479,23	475,29	693,62	626,58	nd
Burkina Faso*	46 031,34	45 797,81	51 993,46	52 019,76	71 340,84	79 759,72	81 639,11	85 457,28	98 210,19	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

(*) Les cas d'indisponibilité des données ont été traités comme des valeurs nulles

Tableau N°7.4 : Evolution des dépenses totales par communes urbaines (en millions FCFA)

Commune	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Boromo	191,96	136,23	261,43	219,85	326,71	356,44	400,24	275,94	466,56	nd
Dédougou	277,98	318,69	408,35	299,96	490,49	716,12	745,75	810,20	558,79	nd
Koudougou	759,88	726,62	977,24	1 368,06	1 001,54	1 538,37	1 128,09	1 133,17	1 332,46	nd
Léo	611,85	105,02	233,24	179,76	291,34	663,97	698,90	nd	489,17	nd
Nouna	158,63	98,57	234,23	155,78	219,88	384,47	352,54	578,50	542,12	nd
Toma	104,01	96,80	157,83	90,04	214,16	529,96	226,36	137,12	228,64	nd
Tougan	172,48	170,45	261,67	254,27	311,83	437,92	308,58	417,26	555,43	nd
Banfora	688,64	992,19	948,00	727,82	1 266,14	838,91	1 057,73	1 193,48	1 162,56	nd
Batié	180,85	193,56	108,69	79,01	190,63	275,85	236,61	225,91	136,96	nd
Bittou	258,36	377,88	248,80	337,05	265,25	500,33	531,32	442,29	414,06	nd
Bobo-Dioulasso	4 108,81	3 976,27	4 342,01	2 991,55	5 140,41	7 658,68	7 404,37	7 477,01	6 700,58	nd
Bogandé	218,58	209,88	303,22	157,21	347,32	479,66	596,20	404,37	765,48	nd
Boulsa	205,42	211,68	308,81	224,73	451,77	544,60	475,83	309,32	417,59	nd
Boussé	272,90	169,12	161,28	111,88	341,80	341,80	nd	nd	164,57	nd
Dano	169,61	224,63	213,02	176,91	343,71	316,86	241,74	409,91	327,03	nd
Diapaga	167,33	143,81	179,63	232,32	176,72	360,24	297,32	634,88	452,56	nd
Diébougou	257,86	213,35	206,51	219,82	419,31	435,06	432,53	447,42	486,63	nd
Djibo	220,02	274,77	377,83	346,39	424,80	599,39	275,43	199,15	284,81	nd
Dori	287,67	351,22	576,98	352,60	597,07	743,97	471,18	705,60	830,94	nd
Fada-N'gourma	647,46	491,54	654,48	621,41	693,48	1 580,59	1 497,88	1 259,21	1 472,51	nd
Gaoua	333,81	333,31	341,07	249,19	414,83	645,92	465,54	631,72	568,57	nd
Garango	185,25	247,81	171,65	438,99	230,31	507,51	593,18	nd	322,63	nd
Gayéri	298,81	288,88	164,82	153,15	359,47	354,29	195,94	201,34	417,59	nd
Gorom-Gorom	422,12	484,99	489,37	866,16	1 030,09	1 329,29	1 108,33	2 895,84	1 489,96	nd
Gourcy	165,58	173,46	377,76	178,28	nd	189,03	721,72	622,31	555,40	nd
Houndé	296,69	302,64	361,33	272,29	557,55	623,10	780,33	nd	611,86	nd
Kaya	573,38	439,50	705,53	756,81	705,15	735,97	807,99	1 169,67	987,32	nd
Kombissiri	386,41	211,03	nd	322,68	529,45	723,43	362,69	401,37	377,93	nd
Kongoussi	186,94	338,64	365,82	388,62	421,82	581,37	407,72	674,59	540,37	nd
Koupéla	136,46	266,28	267,30	354,64	440,98	464,86	313,78	479,21	521,03	nd
Manga	168,15	202,22	171,37	138,26	169,22	292,15	311,31	638,89	343,56	nd
Niangoloko	418,42	165,98	456,49	388,50	511,62	503,30	519,17	394,11	744,05	nd
Orodara	201,85	259,11	217,10	204,17	153,40	325,97	307,78	nd	279,28	nd
Ouagadougou	15 049,83	13 724,02	15 809,20	12 582,23	13 096,80	19 060,52	20 255,17	24 790,63	20 335,24	nd
Ouahigouya	651,11	780,92	762,78	624,34	945,18	983,80	1 216,84	1 259,24	1 414,35	nd
Ouargaye	948,81	304,53	165,67	95,20	175,44	180,55	251,93	200,42	279,56	nd
Pama	107,63	80,37	175,60	139,23	313,75	135,83	280,11	nd	241,78	nd
Po	100,82	223,63	248,01	186,29	520,55	268,02	465,73	277,45	778,47	nd
Pouytenga	264,98	398,68	277,99	232,79	753,28	659,78	464,35	790,60	498,89	nd
Réo	225,00	218,65	321,18	199,24	492,21	492,21	354,35	317,97	523,96	nd
Sapouy	143,68	114,51	235,22	241,02	369,66	296,28	426,41	272,54	306,95	nd
Sebba	110,00	28,94	214,84	166,26	275,51	271,23	308,29	281,66	392,37	nd
Sindou	158,75	199,13	105,81	96,02	158,41	152,78	110,08	122,47	218,24	nd
Solenzo	193,02	157,06	253,64	256,96	471,36	530,83	761,57	725,11	607,75	nd
Tenkodogo	443,15	334,47	496,16	576,52	779,48	894,03	553,55	1 084,63	711,36	nd
Titao	214,89	161,06	225,01	228,04	450,93	187,84	421,02	476,17	376,13	nd
Yako	400,27	464,15	162,26	238,38	303,18	611,49	410,88	514,44	651,47	nd
Ziniaré	607,68	381,33	729,10	66,20	475,94	766,33	533,53	592,80	569,52	nd
Zorgho	177,47	207,77	272,03	184,88	335,69	443,26	202,03	489,71	335,21	nd
Burkina Faso*	33 531,27	30 975,34	35 707,36	29 971,76	38 955,62	52 514,16	51 289,92	57 365,63	53 790,25	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

(*) Les cas d'indisponibilité des données ont été traités comme des valeurs nulles

Tableau N°7.5 : Recettes totales des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Boucle du Mouhoun	5 484,16	5 104,20	7 052,98	7 515,46	11 464,04	13 539,39	13 660,84	17 993,38	25 152,76	nd
Cascades	1 987,87	2 204,36	2 473,42	2 649,20	3 649,32	3 216,36	3 254,38	5 054,30	7 390,76	nd
Centre	5 000,90	5 259,10	4 867,24	3 991,25	5 122,78	5 435,59	5 254,40	6 211,79	7 498,86	nd
Centre-Est	4 368,56	4 321,78	5 164,70	5 922,69	5 710,85	6 655,40	7 022,73	8 497,81	8 356,83	nd
Centre-Nord	4 668,45	4 334,02	5 999,07	5 767,77	9 152,83	10 534,65	12 259,85	13 074,18	15 348,92	nd
Centre-Ouest	5 034,04	4 421,02	6 014,98	6 341,42	9 938,97	8 648,67	9 380,25	10 988,24	11 899,78	nd
Centre-Sud	1 366,17	2 562,14	2 472,86	4 017,98	6 063,73	6 087,65	5 722,57	6 825,76	7 753,31	nd
Est	3 584,22	4 238,84	4 907,55	4 818,13	7 388,58	8 055,87	9 709,38	13 117,87	14 864,29	nd
Hauts-Bassins	3 905,31	3 829,81	5 389,94	4 988,17	7 369,49	7 445,23	7 274,28	9 900,16	12 302,60	nd
Nord	4 253,63	3 592,47	4 757,59	5 065,02	7 754,97	6 920,66	7 425,53	9 707,85	12 445,24	nd
Plateau Central	1 485,85	3 260,42	4 242,82	3 813,31	5 691,03	5 304,75	5 669,45	5 535,62	9 842,70	nd
Sahel	3 261,69	3 531,40	4 607,37	4 353,37	6 217,81	6 381,22	7 301,88	12 247,34	12 359,09	nd
Sud-Ouest	2 713,09	2 833,85	1 334,41	3 984,04	4 889,95	4 398,41	5 226,75	7 554,10	7 363,71	nd
Burkina Faso	47 113,92	49 493,41	59 284,93	63 227,81	90 414,35	92 623,85	99 162,29	126 708,40	152 578,85	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

Tableau N°7.6 : Dépenses totales des communes rurales par région (en millions FCFA)

Région	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Boucle du Mouhoun	3 458,91	2 924,05	4 951,25	4 218,99	6 090,07	8 240,89	6 590,63	10 666,71	11 879,93	nd
Cascades	1 300,37	1 647,16	2 001,10	2 553,19	2 750,76	2 474,11	1 783,28	2 531,84	3 124,10	nd
Centre	3 235,33	3 184,79	3 655,78	2 337,45	2 974,77	4 343,47	3 989,58	4 354,95	4 536,33	nd
Centre-Est	3 314,56	2 318,80	3 772,47	4 470,76	4 570,22	4 697,41	4 218,25	5 985,69	5 708,83	nd
Centre-Nord	3 438,02	2 571,53	4 902,25	4 033,02	5 797,45	6 865,01	6 132,74	8 192,05	9 315,43	nd
Centre-Ouest	2 878,20	2 586,16	3 755,81	3 626,29	6 934,97	7 343,16	7 046,75	8 501,08	8 515,89	nd
Centre-Sud	947,22	1 616,66	1 359,29	2 352,04	3 479,67	4 322,02	3 273,98	3 981,15	3 951,20	nd
Est	1 996,80	2 277,88	3 543,13	3 151,76	3 995,49	6 213,53	5 995,33	7 135,49	8 381,88	nd
Hauts-Bassins	2 561,70	2 426,38	3 721,63	3 530,08	5 093,69	5 529,25	4 537,32	5 613,30	7 775,42	nd
Nord	2 946,65	2 526,34	3 400,79	3 256,86	5 665,58	5 499,81	4 788,98	5 749,39	8 538,49	nd
Plateau Central	1 066,99	2 173,05	3 035,99	2 275,29	3 856,84	4 261,22	3 550,64	3 106,95	4 457,03	nd
Sahel	2 114,86	2 201,90	3 253,35	2 780,48	3 890,02	4 656,61	3 542,90	6 005,90	5 691,16	nd
Sud-Ouest	1 437,98	1 837,29	1 001,35	2 360,71	3 186,07	2 934,41	2 954,23	5 224,27	4 425,99	nd
Burkina Faso	30 697,60	30 291,99	42 354,20	40 946,92	58 285,60	67 380,90	58 404,61	77 048,77	86 301,68	nd

Source : Direction générale des collectivités territoriales / Ministère de l'administration territoriale, de la décentralisation et de la sécurité

7.3. Recettes et dépenses des collectivités territoriales par nature

Tableau N°7.7 : Recettes des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des recettes	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Recettes de fonctionnement (A)	49,98	47,70	59,73	62,33	89,80	111,63	118,07	127,35	132,73	nd
Recettes fiscales	20,58	21,34	20,18	23,84	23,40	28,78	31,23	33,06	36,86	nd
Recettes non fiscales	7,66	8,71	8,41	10,30	12,83	15,28	16,05	15,81	20,21	nd
Dotations liées aux compétences transférées	9,36	2,91	12,78	6,84	28,79	29,25	28,48	28,60	29,72	nd
Appuis financiers de l'Etat (DGF, TPP, participation/Etat)	2,00	4,40	5,93	5,52	4,44	7,62	11,60	9,51	10,30	nd
Autres subventions	1,85	2,57	2,09	1,35	0,73	1,54	2,49	4,53	1,41	nd
Report de fonctionnement	8,53	7,76	10,34	14,48	19,62	29,16	28,22	35,84	34,23	nd
Recettes d'investissement (B)	57,05	55,10	62,35	71,41	95,00	87,27	92,56	135,69	168,78	nd
Epargne sur fonctionnement (C)	7,99	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38	22,22	22,46	nd
Soutien équipement/Etat	5,39	5,04	0,91	8,99	4,87	0,89	15,41	35,45	54,37	nd
Dotations liées aux compétences transférées	14,34	6,09	10,34	7,98	27,65	11,91	10,06	9,65	12,32	nd
Autres recettes d'investissement	9,64	9,64	14,38	19,91	20,12	18,87	16,13	25,07	19,99	nd
Report investissement	19,69	26,04	28,01	25,17	30,84	40,14	31,58	43,30	59,63	nd
Total recettes (A+B-Epargne)	99,04	94,50	113,38	124,38	173,28	183,44	191,25	240,82	279,05	nd

Source : Direction générale du budget /Direction de la tutelle financière des collectivités territoriales.

Tableau N°7.8 : Dépenses des collectivités territoriales par nature (en milliards FCFA)

Nature des dépenses	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Dépenses de fonctionnement (A)	42,36	37,81	45,84	42,89	60,53	83,71	83,00	92,93	91,17	nd
Denrées et fournitures	12,07	7,43	12,46	10,26	22,12	32,51	28,16	33,41	29,94	nd
Carburant et lubrifiant	2,95	2,64	2,70	2,95	3,35	3,72	3,94	4,78	5,23	nd
Fourniture de bureau	0,69	0,51	0,71	0,75	0,71	0,72	0,81	0,87	0,98	nd
Fournitures scolaires	6,66	2,62	6,86	4,36	6,53	7,15	6,57	6,30	6,55	nd
Autres denrées et fournitures	1,78	1,66	2,20	2,21	11,52	20,92	16,84	21,47	17,18	nd
Allocations et subventions	1,99	1,94	2,00	1,52	2,00	2,35	2,24	2,74	2,89	nd
Travaux et services extérieurs	7,03	6,10	7,57	6,86	6,95	8,56	8,13	8,46	8,88	nd
Frais de personnel	7,07	8,17	9,05	8,88	11,17	15,54	15,33	16,20	17,06	nd
Frais de gestion générale et de transport	4,16	3,39	3,07	3,63	4,21	6,58	6,76	6,34	6,32	nd
Fêtes et cérémonies	0,58	0,34	0,25	0,41	0,55	0,70	0,71	0,84	0,75	nd
Imprimés adm, reliures et autres prestations	0,59	0,44	0,54	0,60	0,49	0,55	0,63	0,63	0,63	nd
Indemnités dues aux élus	1,59	1,45	1,08	1,49	1,97	3,59	3,29	3,07	3,19	nd
Autres frais de gestion générale et de transport	1,41	1,15	1,20	1,13	1,19	1,74	2,13	1,80	1,75	nd
Frais financiers	0,78	0,78	0,90	1,33	0,98	1,08	1,16	1,09	0,80	nd
Autres dépenses de fonctionnement	1,26	1,70	2,07	1,06	1,57	1,63	1,84	2,48	2,81	nd
Epargne section de fonctionnement (C)	7,99	8,30	8,70	9,35	11,52	15,46	19,38	22,22	22,46	nd
Dépenses d'investissement (B)	31,26	27,45	38,86	42,00	55,51	57,64	50,59	76,25	80,84	nd
Frais d'études et de recherches	0,73	0,55	0,76	0,80	1,14	1,12	1,12	1,92	1,02	nd
Matériel outillage et mobilier	3,73	2,65	3,84	4,61	6,28	4,87	5,47	9,82	9,89	nd
matériel de transport	1,4	1,22	1,21	1,18	2,11	1,70	2,38	4,12	4,32	nd
Bâtiments	17,12	16,20	22,04	23,92	33,17	32,86	26,37	37,77	40,74	nd
Travaux de voies et réseaux	1,57	0,89	2,01	1,16	0,80	2,34	2,50	3,92	3,53	nd
Autres dépenses d'investissement	6,72	5,95	9,01	10,33	12,01	14,74	12,75	18,70	21,34	nd
Total (A+B-Epargne)	65,64	56,96	76,00	75,53	104,51	125,89	114,21	146,96	149,55	nd

Source : Direction générale du budget /Direction de la tutelle financière des collectivités territoriales

HUITIEME PARTIE : SITUATION DU COMMERCE EXTERIEUR

8.1. Solde commercial

Tableau N°8.1 : Evolution des flux du commerce extérieur (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Exportations	1 235,78	1 285,54	1 311,23	1 499,27	1 689,35	1 815,85	1 910,72	2 517,98	2 806,08	2 841,87
Importations	2 152,08	1 770,58	1 815,23	1 984,46	2 289,70	2 443,16	2 495,62	2 405,61	2 612,51	3 522,00
Solde commercial	-916,31	-485,04	-503,99	-485,18	-600,35	-627,31	-584,90	112,36	193,57	-680,13
Taux de couverture (en %)	57,42	72,61	72,24	75,55	73,78	74,32	76,56	104,67	107,41	80,69

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

8.2. Exportations

Tableau N°8.2 : Evolution des exportations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Sections	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Animaux vivants et produits du règne animal	2,86	4,78	3,03	2,03	2,43	1,23	0,61	0,57	0,95	1,01
Produits du règne végétal	141,80	134,70	198,34	174,53	205,09	240,55	160,20	140,30	151,67	196,99
Graisses et huiles animales ou végétales	4,40	7,61	7,77	9,29	12,08	14,04	20,68	20,75	18,14	19,46
Produits des industries alimentaires, boissons, liquides alcooliques	6,12	7,79	7,46	8,07	9,87	9,55	8,98	10,28	19,06	21,86
Produits minéraux	57,67	75,48	23,45	8,36	8,38	15,68	16,71	85,83	118,29	107,10
Produits des industries chimiques et connexes	2,76	4,33	8,99	14,05	4,42	12,51	7,97	8,49	7,74	11,32
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	3,35	2,78	1,75	4,92	2,89	2,42	2,65	0,93	2,29	2,78
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,26	1,23	0,30	1,34	0,01	0,15	0,09	0,03	0,12	0,48
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	0,21	0,02	0,05	0,21	0,06	0,11	0,03	0,12	0,09	0,16
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	0,20	0,15	0,82	0,15	0,08	0,24	0,13	0,18	0,35	1,77
Matières textiles et ouvrages en ces matières	238,71	233,61	179,80	255,52	217,37	180,14	209,06	153,90	255,19	299,51
Chaussures, coiffures, parapluies, parasols, cannes	0,11	0,12	0,10	0,04	0,03	0,02	0,02	0,03	0,08	0,05
Ouvrages en pierres, plâtre, ciments, amiante, mica ou matières analogues	0,40	0,83	0,36	0,12	0,25	0,17	0,11	0,04	0,05	0,17
Perles fines ou de culture, gemmes et métaux précieux	728,91	722,37	795,51	922,25	1 088,36	1 192,39	1 330,89	2 054,60	2 175,97	2 102,29
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	17,93	50,64	40,45	61,26	102,12	115,41	101,07	11,64	13,67	27,78

Sections	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties	16,66	20,59	20,78	17,50	19,83	20,60	22,38	19,89	23,76	29,07
Matériel de transport	9,25	15,81	19,61	17,32	13,05	8,30	26,01	8,41	16,59	17,78
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie	1,54	1,22	0,70	0,43	1,22	0,56	0,97	0,63	0,81	1,02
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	0,00	0,00	0,11	0,48	0,09	0,16	0,48	0,05	0,00	0,14
Marchandises et produits divers	1,29	1,25	1,58	1,15	1,46	1,20	1,42	1,11	1,07	1,02
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,34	0,23	0,28	0,24	0,28	0,42	0,27	0,17	0,19	0,12
Total exportations	1 235,78	1 285,54	1 311,23	1 499,27	1 689,35	1 815,85	1 910,72	2 517,98	2 806,08	2 841,87

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA)

Rang	2013		2014	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	728,90	Or et alliages d'or à usage non monétaire	722,40
2	Coton (non compris les linters) en masse	230,80	Coton (non compris les linters) en masse	227,40
3	Graines de sésame	79,60	Graines de sésame	66,40
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	25,70	Zinc	43,10
5	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de m	21,50	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	24,10
6	Zinc	12,50	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	21,20
7	Aérodynes entraînées par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	3,90	Graines de coton	6,80
8	Maïs non moulu	3,70	Minerais de plomb, même enrichis	6,60
9	Huiles végétales fixes, nda	3,50	Huiles végétales fixes, nda	6,20
10	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	3,00	Maïs non moulu	5,50
11	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés	3,00	Huile de coton	4,40
12	Huile de coton	2,60	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	4,20
13	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, pour l'aviation	2,10	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	4,00
14	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	2,00	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	3,70
15	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que reproducteurs de race pure	1,90	Aérodynes entraînées par un organe moteur d'un pds à vide 2000kg et -15000	3,30
16	Fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	1,90	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biaisés(angledozer) et niveleuses, autopropuls	3,00
17	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	1,80	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	2,90
18	Autres	1,80	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	2,80
19	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	1,80	Sacs	1,80
20	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	1,60	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	1,80

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2015		2016	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	794,60	Or et alliages d'or à usage non monétaire	920,40
2	Coton (non compris les linters) en masse	169,40	Coton (non compris les linters) en masse	236,50
3	Graines de sésame	99,90	Graines de sésame	67,40
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	51,50	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	66,90
5	Zinc	32,70	Zinc	53,70
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	21,90	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	22,60
7	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	7,20	Coton cardé ou peigné	15,80
8	Maïs non moulu	7,10	Charbons actives	9,70
9	Coton cardé ou peigné	6,80	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,40
10	Graines de coton	6,30	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	8,30
11	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	6,30	Huiles végétales fixes, nda	6,40
12	Charbons actives	5,60	de coton	6,00
13	Huiles végétales fixes, nda	5,40	Autres	3,80
14	Huile de coton	4,80	Parties	3,30
15	Bouteurs(bulldozers), bouteurs biaux(angledozer) et niveleuses, autopropuls	3,90	Maïs non moulu	2,90
16	Parties	3,80	Fils de fer	2,60
17	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport ...	2,90	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,60
18	Ciments Hydrauliques	2,80	Huiles de coton	2,40
19	Huiles de coton	2,40	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	2,20
20	Fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,20	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	2,10

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 085,40	Or et alliages d'or a usage non monétaire	1 190,70
2	Coton (non compris les linters) en masse	195,30	Coton (non compris les linters) en masse	177,00
3	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	99,60	Noix de cajou fraîches ou sches, même sans leurs coques ou décortiquées	117,10
4	Zinc	95,80	Zinc	103,70
5	Graines de sésame	59,00	Graines de sésame	71,10
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	18,00	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,20
7	Coton cardé ou peigné	18,00	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,30
8	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	8,90	Huiles végétales fixes, nda	12,40
9	Maïs non moulu	7,60	Tomates fraiches ou réfrigérées	9,40
10	Huile de coton	7,50	Charbons actives	7,20
11	Huiles végétales fixes, nda	7,20	de coton	6,30
12	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,90	barres	5,80
13	Voitures automobiles à usages spéciaux autres que le transport	4,00	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,20
14	Arachides non grillées, décortiquées ou non	3,90	Parties	2,50
15	Huiles de coton	3,40	fils de coton mesurant en fils simple 14000m ou moins par kg, non pr vente	2,20

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
16	Parties	3,30	Explosifs préparés	2,10
17	Argent	2,90	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2,00
18	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,70	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à piston, nda.	1,80
19	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement, d'excavation	2,50	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	1,80
20	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement...	2,00	Autres	1,70

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	1 329,20	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 050,80
2	Coton (non compris les linters) en masse	206,10	Coton (non compris les linters) en masse	150,70
3	Zinc	90,90	minerais de zinc, même enrichis	60,70
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	55,80	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	39,00
5	Graines de sésame	41,40	Graines de sésame	36,90
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	39,00	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	26,20
7	Huiles végétales fixes, nda	18,60	Huiles végétales fixes, nda	18,60
8	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	15,90	avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	15,70
9	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	13,70	Ciments Hydrauliques	15,50
10	Barres	5,30	maïs non moulu	13,00
11	Explosifs préparés	4,20	Barres	6,30
12	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,20	de coton	6,30
13	Graine de coton	4,10	Explosifs préparés	4,90
14	Ciments hydrauliques	3,90	parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	4,30
15	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	3,80	argent	3,80
16	Maïs non moulu	3,60	Fèves de soja	3,70
17	Machines de sondage et de forage du sol, autres qu'autopropulsées	3,60	voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	2,50
18	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	2,60	dolomie, brute, dégrossie ou simplement débitée par sciage	2,30
19	Fèves de soja	2,50	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport	2,10
20	Voitures automobiles a usages spéciaux autres que le transport ...	2,10	autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	2,10

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.3 : Evolution des principaux produits exportés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA) (fin)

Rang	2021		2022	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 171,96	Or et alliages d'or à usage non monétaire	2 099,08
2	Coton (non compris les linters) en masse	252,00	Coton (non compris les linters) en masse	295,76
3	Minerais de zinc, même enrichis	87,68	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	89,72
4	Noix de cajou fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées	64,37	Ciments hydrauliques	50,83
5	Graines de sésame	34,95	Graines de sésame	41,88
6	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	23,60	Minerais de zinc, même enrichis	34,61
7	Ciments hydrauliques	19,67	Farines de graines et de fruits oléagineux, non déshuilés, sauf celle de moutarde	33,00
8	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	17,57	Avocats, mangues, goyaves et mangoustes, frais ou secs	22,08
9	Huiles végétales fixes, nda	15,49	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	20,05
10	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	12,04	Barres en fer ou en acier	16,22
11	Cigarettes	7,16	Huiles végétales fixes, nda	15,85
12	Barres	6,58	Cigarettes	8,04
13	Graine de coton	5,84	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	6,82
14	Explosifs préparés	5,36	Tourteaux et autres résidus solides de graines de coton	6,41
15	Fèves de soja	4,52	Explosifs préparés	6,25
16	Argent	4,01	Fèves de soja	6,06
17	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	3,99	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	5,43
18	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	3,83	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,94
19	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	3,52	Catapultes	3,44
20	Minerais de fer, même enrichis, non agglomérés	2,50	Argent	3,20

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.4 : Evolution des exportations selon les principaux pays de destination (en milliards FCFA)

Destination	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Union européenne	71,25	100,98	87,80	117,82	92,32	136,75	121,71	100,03	74,22	153,19
dont	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
France	31,23	46,84	38,69	37,19	45,17	76,06	61,33	31,56	22,21	59,50
Belgique, Luxembourg	10,30	5,34	1,11	2,16	4,21	6,21	8,68	13,11	13,39	14,48
Pays-Bas	7,99	5,75	6,01	5,93	16,45	15,98	5,09	6,34	7,52	12,06
Allemagne	3,73	3,11	4,04	6,35	5,16	7,23	8,52	11,07	7,29	13,73
Italie	1,28	1,54	0,45	1,33	0,74	0,67	1,75	1,22	3,25	9,96
Royaume-Uni	4,29	23,98	18,51	22,33	8,71	17,40	12,04	2,41	3,35	3,56
Autres pays européens	680,25	701,32	651,48	889,52	1000,18	957,21	1 049,61	1 922,73	2 040,96	1 957,86
dont	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Suisse	679,40	701,13	651,36	889,46	999,96	957,04	1 048,87	1 921,30	2 039,88	1 956,87
Afrique du Nord	4,05	1,03	0,73	0,80	0,96	1,97	1,57	0,91	1,31	1,84
Afrique de l'Ouest	136,95	226,88	170,10	147,77	198,67	238,59	214,10	191,41	231,64	391,81
dont	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Mali	47,78	68,78	25,86	12,80	17,71	10,07	13,99	23,66	43,55	188,31
Niger	13,68	18,48	19,93	8,48	11,44	10,35	17,92	30,22	19,62	18,98
Côte d'Ivoire	25,13	65,52	47,82	64,61	108,69	115,17	104,52	71,98	101,13	104,85
Ghana	25,08	29,64	31,57	35,07	26,35	55,82	52,01	34,01	27,90	32,83
Togo	8,92	21,83	33,46	17,16	20,59	34,11	15,88	20,21	19,58	19,68
Bénin	7,08	13,39	2,67	1,00	0,65	1,34	0,86	1,21	2,61	6,35

Destination	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Afrique centrale	2,73	1,22	1,05	0,67	0,53	0,30	0,49	0,15	0,24	0,28
Afrique australe	69,12	56,92	50,45	54,08	16,57	0,49	1,50	1,64	0,56	0,36
dont	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Afrique du Sud	69,12	56,85	50,28	54,08	16,57	0,49	1,38	1,64	0,56	0,30
Afrique orientale	8,30	1,70	1,62	1,23	2,06	3,77	5,68	21,06	18,96	18,42
Asie	257,66	190,92	339,63	275,36	375,39	463,49	500,02	273,22	405,24	289,65
dont	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Chine	64,49	15,00	38,25	24,93	5,84	7,29	8,06	1,48	11,04	0,90
Japon	27,78	14,34	9,34	9,55	16,66	2,26	4,34	4,76	2,58	1,80
Singapour	75,72	87,17	128,97	136,98	153,19	139,71	123,78	69,01	107,96	107,21
Amérique	5,20	4,55	8,34	11,96	2,65	13,21	15,85	6,76	32,79	28,32
dont	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Etats Unis	2,15	3,16	1,02	1,27	1,94	4,34	4,40	5,94	31,38	26,46
Canada	2,93	0,74	7,15	10,62	0,52	8,17	1,23	0,67	1,16	1,49
Océanie	0,27	0,02	0,03	0,07	0,04	0,07	0,19	0,08	0,17	0,14
Autres pays	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Ensemble	1 235,78	1 285,54	1 311,23	1 499,27	1 689,35	1 815,85	1 910,72	2 517,98	2 806,08	2 841,87

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

8.3. Importations

Tableau N°8.5 : Evolution des importations selon les sections du Système Harmonisé (en milliards FCFA)

Sections	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Animaux vivants et produits du règne animal	17,62	19,69	18,88	17,82	19,65	24,10	26,14	27,90	29,51	35,95
Produit du règne végétal	109,36	91,41	102,56	117,86	128,39	142,19	126,56	121,83	117,90	196,04
Graisses et huiles animales ou végétales	18,59	16,33	17,58	25,81	18,71	20,85	14,79	14,77	12,23	16,27
Produits des industries alimentaires : boissons, alcool, etc.	114,90	98,89	111,03	113,50	115,16	114,51	105,78	120,10	150,47	150,60
Produits minéraux	631,33	617,93	548,30	475,33	636,15	736,86	766,10	753,72	879,26	1 432,28
Produits des industries chimiques et connexes	276,80	228,15	247,45	302,54	263,45	318,07	278,03	311,24	304,84	431,33
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	77,73	62,91	59,48	73,62	74,97	94,38	89,77	89,27	104,76	117,93
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	1,79	1,16	0,89	1,24	0,85	3,00	1,67	2,63	3,78	5,47
Bois, charbons de bois et ouvrages en bois	5,14	4,74	4,45	4,49	4,53	3,97	4,01	5,17	5,40	7,92
Pâtes de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	23,62	23,80	23,87	27,36	28,76	30,78	29,28	30,39	40,00	49,44
Matières textiles et ouvrages en ces matières	57,39	30,40	24,91	61,73	34,78	30,97	51,78	50,14	47,70	58,41
Chaussures, coiffures, parapluie, cannes, etc.	7,15	7,48	3,82	8,31	5,81	6,57	5,90	5,32	7,18	7,27
Ouvrages en pierres, plâtres, ciments, amiante, mica ou matières analogues	14,44	15,69	13,66	14,00	16,70	17,54	22,51	25,71	28,95	35,86
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux	0,63	0,45	0,32	0,21	0,34	0,36	0,21	0,26	0,60	0,86
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	197,38	157,58	143,74	169,57	186,36	194,46	202,79	183,89	210,79	290,75
Machines et appareils, matériel électrique et leurs parties, etc.	373,59	223,86	273,48	365,18	501,58	427,44	464,16	406,83	396,84	428,73
Matériel de transport	190,61	134,55	182,42	157,81	207,30	217,00	258,35	191,83	209,02	190,45
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographique	17,43	15,27	20,27	21,32	21,53	27,78	25,56	40,52	30,92	37,26
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	1,52	2,19	2,27	4,28	3,39	6,91	2,24	2,03	1,84	0,81
Marchandises et produits divers	15,03	18,07	15,83	22,44	21,26	25,41	19,96	22,04	30,46	28,27
Objets d'art, de collection ou d'antiquité	0,04	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,04	0,03	0,04	0,10
Total importations	2 152,08	1 770,58	1 815,23	1 984,46	2 289,70	2 443,16	2 495,62	2 405,61	2 612,51	3 522,00

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.6 : Evolution des importations de quelques produits selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	464,04	451,73	423,38	373,09	452,77	539,81	583,57
Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	87,22	76,77	77,98	98,76	88,85	101,50	86,22
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	54,81	51,23	47,26	45,70	63,28	74,24	77,05
Brisures de riz	30,94	25,13	29,73	35,10	39,99	50,14	62,81
Energie électrique	-	-	-	-	31,66	49,58	62,57
Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	48,70	20,50	26,80	38,35	51,05	46,91	58,76
Ciments hydrauliques	53,76	46,92	57,98	63,55	82,91	70,93	48,18
Propane et butane liquéfiés	27,13	26,21	23,50	24,58	34,91	40,85	42,73
Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	-	-	15,88	-	-	0,00	37,68
Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	10,33	16,76	22,74	23,94	2,98	27,70	30,74
Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gpe 7442	37,94	11,67	29,03	32,77	54,91	43,01	30,46
Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	25,53	27,05	29,44	27,74	31,65	26,49	29,52
Diodes transistors et dispositifs similaires à semi-conducteur.....	4,51	12,82	11,71	21,68	39,04	21,51	29,33
Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	15,09	5,85	8,75	11,64	16,72	10,32	27,41
Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	34,82	27,61	30,14	34,28	40,43	29,61	27,18
Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	28,06	5,79	10,04	37,04	16,65	17,73	27,17
Explosifs préparés	21,60	9,51	5,73	6,01	6,90	19,61	26,74
Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	22,22	8,61	15,01	19,20	23,99	17,84	26,01
Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l' état	9,78	12,12	9,28	17,83	19,58	30,20	24,35
Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	16,62	16,92	23,28	23,94	26,00	24,74	23,25

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCI (en milliards FCFA)

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	452,80	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	539,80
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	88,80	Médicament Contenant d'autres substances	101,50
3	Ciments hydrauliques	82,90	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	72,80
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	62,20	Ciments hydrauliques	70,90
5	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	54,80	Brisures de riz	50,10
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	51,00	Energie électrique	49,60
7	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	40,40	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	46,90
8	Brisures de riz	40,00	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	43,00
9	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	39,20	Propane et butane liquéfiés	40,90
10	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur...	39,00	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants : azote, phosphore	31,70

Rang	2017		2018	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
11	Appareils Électriques d'éclairage Et De Signalisation Essuie-Glaces	35,30	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	31,40
12	Propane et butane liquéfiés	34,90	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	30,40
13	Energie électrique	31,70	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l'état	30,20
14	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	31,60	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,60
15	Autre Froment (Avec l'épeautre) Et Méteil Non moulus	26,00	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés ; vaccins microbiens	27,10
16	Cyanures simples et complexes	25,00	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	27,00
17	Sucres raffinés et aut. Produits du raffinage du sucre ou better, bruts, sol	25,00	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	26,50
18	Riz semi-blanchi ou blanchi, poli, glacé (avec riz étuvé sauf brisure)	24,30	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	24,70
19	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	23,90	Ouvrages	24,30
20	Autres	23,00	Constructions	23,30

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA) (suite)

Rang	2019		2020	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	583,60	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	497,70
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	86,20	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	109,80
3	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	77,00	Ciments Hydrauliques	96,50
4	Brisures de riz	62,80	Energie électrique	81,70
5	Energie électrique	62,60	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	70,30
6	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	58,80	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	49,60
7	Ciments hydrauliques	48,20	Propane et butane liquéfiés	49,60
8	Propane et butane liquéfiés	42,70	Brisures de riz	44,50
9	Aérodynes entrainées par un organe moteur d'un pds à vide plus de 15000kg	37,70	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	33,30
10	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	30,70	Cyanures simples et complexes	30,90
11	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	30,50	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	29,40
12	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,50	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	29,20
13	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur.....	29,30	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	28,00
14	Autres machines et appareils de levage de chargement de déchargement....	27,40	Explosifs préparés	27,00
15	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	27,20	Ouvrages	25,50
16	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	27,20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,80
17	Explosifs préparés	26,70	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	20,90
18	Parties et pièces détachées, nda, des machines et appareils du ss-gpe 7283	26,00	Préparations alimentaires, nda	18,80
19	Antiparasitaires, anti rongeurs, et produits similaires présentés à l' état	24,40	Autres machines et appareils d'extraction, de terrassement et d'excavation	17,40
20	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	23,30	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur...	17,10

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.7 : Evolution des principaux produits importés selon la nomenclature CTCL (en milliards FCFA) (fin)

Rang	2021		2022	
	Produits	Valeurs	Produits	Valeurs
1	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bit	581,38	Huiles lubrifiantes et autres huiles lourdes de pétrole ou de minéraux bitumineux	1 130,72
2	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire contenant d'autres substances	106,54	Toxines, cultures de micro-organismes contenant d'autres substances	123,42
3	Ciments hydrauliques	105,75	Ciments hydrauliques	108,80
4	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des personnes	84,45	Energie électrique	85,21
5	Energie électrique	81,34	Propane et butane liquéfiés	80,75
6	Propane et butane liquéfiés	64,17	Brisures de riz	71,38
7	Voitures automobiles a tous moteurs pour le transport des marchandises	43,90	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des personnes	66,79
8	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	41,63	Autre froment (avec l'épeautre) et méteil non moulus	59,17
9	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	35,69	Sérums d'animaux ou de personnes immunisés; vaccins microbiens	52,05
10	Brisures de riz	35,68	Fil machine	50,05
11	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	35,50	Ouvrages	41,33
12	Ouvrages	28,24	Autres	39,37
13	Explosifs préparés	26,22	Explosifs préparés	37,10
14	Appareils électriques pour la téléphonie et la télégraphie par fil ...	25,24	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaires avec ou sans side-car	34,74
15	Parties et pièces détachées nda des machines et appareils du ss-gp 7442	24,66	Engrais, nda, contenant les trois éléments fertilisants: azote, phosphore	34,29
16	Cyanures simples et complexes	24,53	Tabacs fabriqués (à fumer, à chiquer, à priser); extrait ou sauces de tabac	33,37
17	Fil manchine	23,87	Voitures automobiles à tous moteurs pour le transport des marchandises	33,09
18	Produits chimiques nda	22,27	Cyanures simples et complexes	31,11
19	Diodes transistors et dispositifs similaires a semi-conducteur....	20,88	Tôles	29,85
20	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao nda	19,75	Produits chimiques nda	29,45

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.8 : Evolution des principaux produits importés (nomenclature INSD en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Ensemble des importations	2 050,7	1 660,9	1 760,5	1 958,2	2 238,0	2 399,9	2 453,2	2 369,8	2 612,5	3 522,0
Machines non électriques	283,8	139,9	181,9	245,3	298,9	269,4	310,6	272,3	235,8	239,3
Gaz oil	218,0	192,9	174,2	167,9	195,5	242,0	288,7	255,7	253,3	491,6
Autres pétroles et produits dérivés du pétrole, nda	100,2	117,5	230,4	182,8	234,2	276,6	272,4	218,7	312,9	584,8
Machines et appareils électriques	95,2	92,0	93,0	116,2	200,1	139,4	146,7	131,4	152,0	169,9
Produits médicaux pharmaceutiques	100,6	96,9	109,1	127,4	97,5	137,1	128,1	139,9	138,7	190,8
Autres combustibles minéraux, lubrifiants et connexes, nda	20,6	17,9	14,6	22,9	57,1	74,3	87,2	108,4	112,3	118,9
Voitures de tourisme	49,1	43,2	44,8	44,3	62,0	72,8	75,5	69,5	78,2	65,2
Riz	61,1	49,2	50,9	61,9	65,9	81,1	69,3	58,3	39,5	89,7
Camions, camionnettes	48,7	20,5	26,8	38,4	51,0	46,9	58,8	49,6	40,9	33,1
Autres articles manufactures en métal, nda	63,4	36,8	31,9	36,2	52,6	58,7	55,0	46,3	54,5	68,6
Autres fer et acier, nda	53,2	41,2	39,2	47,5	36,6	45,4	54,3	49,6	58,8	84,7
Ciment hydraulique	53,8	46,9	58,0	63,6	82,9	70,9	48,2	96,5	105,7	108,8
Autres machines et matériels de transport, nda	4,6	4,6	22,0	4,9	8,3	15,9	46,7	7,5	3,0	4,8

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur

Tableau N°8.9 : Evolution des importations selon les principaux pays d'origine (en milliards FCFA)

Pays d'origine	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Union européenne	728,7	578,9	605,8	509,1	671,8	589,4	615,4	617,1	621,1	891,9
dont										
France	184,1	184,7	160,7	159,6	193,3	176,8	183,1	176,3	203,8	325,6
Belgique, Luxembourg	62,0	36,2	54,7	35,0	44,0	43,3	50,9	37,3	48,1	139,0
Pays-Bas	184,6	131,2	141,8	88,6	153,2	76,1	55,5	73,0	79,4	121,5
Allemagne	76,9	49,5	51,1	59,4	88,3	83,0	71,4	83,2	73,4	78,1
Italie	29,7	23,1	40,1	33,3	34,2	38,5	50,4	54,9	30,3	39,2
Royaume-Uni	76,3	59,7	31,2	24,7	23,7	30,1	45,6	46,3	51,8	22,7
Autres pays européens	42,5	79,5	61,9	60,1	97,9	197,6	247,9	205,2	166,1	319,2
dont										
Russie	13,1	46,2	36,8	44,9	50,3	131,9	196,8	166,3	131,0	273,5
Afrique du nord	30,4	29,6	54,8	42,9	44,1	73,8	62,6	60,0	77,2	90,0
Afrique de l'Ouest	6,8	3,6	6,2	7,2	10,6	523,0	534,4	547,3	562,2	747,5
dont										
Sénégal	24,7	20,7	17,3	24,2	22,0	17,5	19,3	14,0	16,6	16,6
Côte d'Ivoire	191,2	189,7	151,5	170,5	235,9	275,4	264,8	196,6	220,8	371,9
Ghana	64,2	62,9	66,9	95,7	108,7	116,6	171,7	151,9	153,4	191,7
Togo	90,3	75,4	55,5	69,0	71,6	72,6	41,0	81,5	72,7	123,2
Nigeria	12,6	12,4	7,2	7,4	6,5	7,1	6,6	5,6	8,3	14,1
Afrique centrale	30,2	12,4	7,0	15,1	2,3	1,4	3,4	11,7	1,1	10,5
Afrique australe	48,6	48,3	46,8	35,1	43,4	47,2	38,0	37,7	38,9	36,1
dont										
Afrique du Sud	48,6	48,1	46,8	34,6	42,9	47,1	37,4	37,3	38,4	36,0
Afrique orientale	0,9	0,9	0,6	1,3	0,6	0,8	0,4	2,2	1,1	1,5
Asie	550,9	465,9	500,6	644,7	682,2	772,4	714,9	692,4	897,1	1 144,0
dont										
Chine	209,5	209,0	218,8	286,4	331,1	309,1	305,1	299,5	363,1	457,3
Japon	60,0	40,6	46,6	48,9	71,0	67,3	67,8	74,7	72,4	71,8
Thaïlande	19,7	31,2	37,0	42,8	38,9	39,9	31,9	11,1	13,9	20,3
Inde	101,0	69,9	61,9	103,0	101,8	132,2	140,8	131,9	146,6	227,0
Amérique	214,0	105,7	189,3	224,7	219,1	205,1	239,9	211,6	229,8	246,7
dont										
Etats Unis d'Amérique	133,1	74,1	120,7	159,6	160,4	142,8	159,0	171,6	180,6	187,7
Brésil	20,3	10,1	25,6	10,1	14,5	15,7	50,6	12,7	12,1	21,0
Océanie	18,5	7,5	10,9	21,7	31,6	32,3	38,7	20,2	17,9	32,0
Autres pays	-	-	0,0	-	-	0,1	0,0	-	-	2,7
Ensemble	2 152,1	1 770,6	1 815,2	1 984,5	2 289,7	2 443,2	2 495,6	2 405,6	2 612,5	3 522,0

Source : Institut national de la statistique et de la démographie, Annuaire du commerce extérieur.

NEUVIEME PARTIE : BALANCE DES PAIEMENTS ET SITUATION MONETAIRE

9.1. Balance des paiements

Tableau N°9.1 : Evolution de la balance des paiements (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Compte des transactions courantes	-664,6	-493,2	-529,4	-462,4	-412,1	-369,3	-306,9	427,8	42,8	-695,0
1- Biens et services	-788,2	-551,8	-601,5	-471,7	-413,2	-364,1	-325,5	332,0	221,1	-524,1
Balance des biens	-328,8	-128,6	-142,7	-0,4	105,2	161,1	214,3	765,5	698,2	9,4
Exportations de biens FOB :	1 315,3	1 362,3	1 397,7	1 676,4	1 995,6	2 196,4	2 301,3	2 789,9	3 148,8	3 213,0
Dont intra-UEMOA	97,0	104,8	113,2	122,2	132,0	73,0	72,2	77,9	84,2	90,9
Réexportations	57,0	68,1	20,0	39,4	36,4	35,1	52,1	26,7	36,6	69,0
Importations de biens FOB	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
1 644,16	1 490,93	1 540,42	1 676,74	1 890,40	2 035,25	2 087,00	2 024,35	2 450,62	3 203,54	
Importations de biens CAF	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont :	2 156,40	1 770,38	1 821,73	1 983,52	2 268,05	2 435,97	2 495,43	2 405,32	2 612,50	3 505,28
Dont intra-UEMOA	-559,8	-587,8	-617,2	-648,0	-680,4	-583,6	-552,6	-580,2	-609,2	-639,7
Balance des services	-459,4	-423,2	-458,7	-471,4	-518,5	-525,3	-539,8	-433,5	-477,0	-533,5
Crédit	245,3	223,8	231,0	262,9	279,2	309,4	316,3	292,8	308,1	322,5
Dont voyage	75,6	66,7	64,7	72,2	68,1	67,2	68,2	43,1	45,3	47,1
Débit	-704,7	-646,9	-689,8	-734,2	-797,7	-834,7	-856,1	-726,3	-785,1	-856,1
Dont fret et assurances	-345,0	-297,4	-311,0	-338,6	-381,7	-405,1	-416,9	-287,0	-351,0	-456,4
2- Revenu primaire	-93,3	-177,5	-199,5	-231,8	-230,4	-267,0	-299,5	-319,9	-512,0	-491,8
Dont intérêts sur la dette	-12,8	-14,7	-15,9	-16,8	-20,2	-53,5	-62,1	-75,2	-90,4	-105,3
3- Revenu secondaire	216,9	236,1	271,6	241,1	231,5	261,8	318,0	415,6	333,7	321,0
- Administrations publiques	128,2	114,3	145,9	111,0	100,0	123,3	169,3	246,2	146,2	127,7
Dont aides budgétaires	119,1	98,9	124,8	81,2	74,4	92,7	88,5	159,7	80,9	60,3
- Autres secteurs	88,7	121,8	125,7	130,1	131,5	138,5	148,7	169,5	187,5	193,3
Dont transferts de fonds des migrants	144,3	179,7	211,5	218,1	221,3	230,2	241,7	268,3	282,2	290,7
Compte de capital	238,4	200,2	153,8	150,1	172,8	175,8	125,9	211,6	235,7	260,3
4- Acquisition/ cessions d'actifs non financiers	-0,2	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2
5- Transferts de capital	238,6	200,2	153,6	150,0	172,6	175,6	125,8	211,4	235,5	260,1
- Administrations publiques	205,2	157,5	105,2	99,0	119,9	122,4	71,8	156,3	179,3	202,8
Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14,3	0,0	0,0
Autres transferts de capital	205,2	157,5	105,2	99,0	119,9	122,4	71,8	141,9	179,3	202,8
- Autres secteurs	33,4	42,6	48,4	51,0	52,7	53,2	54,0	55,1	56,2	57,3
Solde des comptes des transactions courantes et de capital	-426,2	-293,0	-375,6	-312,2	-239,3	-193,4	-181,0	639,4	278,6	-434,6
Compte financier	-282,9	-163,5	-654,9	-554,9	-490,7	-313,2	-252,6	164,4	-374,5	230,1
6- Investissement direct	-213,4	-141,6	-128,8	-201,6	4,5	-111,5	-85,9	52,7	20,4	-81,0
7- Investissements de portefeuille	-6,9	86,2	-3,0	-7,9	-112,4	-150,2	-120,0	-105,8	-440,5	-35,9

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
8- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9- Autres investissements	-62,6	-108,0	-523,1	-345,4	-382,8	-51,5	-46,7	217,4	45,6	347,0
- Administrations publiques	-35,5	-50,7	-89,2	-145,0	-77,1	-158,6	-233,7	-272,4	-350,3	-187,5
- Tirages	60,5	82,2	122,1	144,8	124,5	131,0	293,0	334,1	337,3	400,2
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autre financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Amortissements	-26,0	-30,8	-32,9	-41,9	-50,2	-55,1	-76,9	-61,4	-72,5	-112,2
- Autres secteurs	-27,1	-57,3	-433,9	-200,4	-305,7	107,1	186,9	489,8	395,9	534,4
Pour mémoire : financement exceptionnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Variations des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Rééchelonnement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres (financement à rechercher)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Erreurs et omissions nettes	-3,8	-3,4	4,3	-3,3	-4,5	-3,5	-4,2	-4,3	-4,3	0,0
Solde global	-147,0	-132,9	283,6	239,4	247,0	116,3	67,4	470,8	648,7	-664,7
g- Ecart d'évaluation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
h- Variation des avoirs extérieurs nets	147,0	132,9	-283,6	-239,4	-277,4	-116,3	-67,4	-470,8	-648,7	664,7
Banque centrale	193,3	143,9	8,2	70,9	-135,6	-311,5	233,8	-128,7	-257,6	1 091,51
Autres institutions de dépôts	-46,3	-11,0	-291,8	-310,3	-141,7	195,2	-301,2	-342,0	-391,1	-426,83

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(*) Les données de 2022 sont des estimations

9.2. Situation monétaire

Tableau N°9.2 : Situation des agrégats de monnaie (en milliards FCFA)

Agrégats	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Circulation fiduciaire	204,72	227,93	299,17	280,60	447,89	577,81	655,88	697,69	833,54	828,75
Billets et monnaies mis en circulation	260,96	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81	953,4	967,05
Encaisses des banques (à déduire)	49,97	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37	113,30	131,74
Encaisses des Trésors (à déduire)	6,27	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75	6,60	6,57
Dépôts transférables	863,85	937,55	1130,69	1 333,21	1577,75	1710,97	1828,64	2300,48	2783,60	2813,94
BCEAO	0,47	0,49	0,56	0,56	0,38	0,37	2,17	2,89	1,86	1,86
Banques	770,03	803,84	968,75	1153,72	1377,24	1486,23	1576,25	2007,91	2480,19	2480,19
CCP et CNE	93,35	133,22	161,38	178,93	200,12	224,37	250,22	289,69	301,60	301,60
M1	1068,57	1165,47	1429,86	1613,81	2025,63	2288,78	2484,52	2998,17	3617,14	3617,14
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	809,74	919,79	1060,27	1166,82	1341,09	1429,49	1571,89	1781,05	1967,90	2074,18
BCEAO	0,00	0,00	0,27	0,33	0,33	0,33	0,33	0,33	0,30	0,33
AID	809,74	919,79	1060,00	1166,49	1340,75	1429,15	1571,55	1780,71	1967,60	2073,85
Masse monétaire (M2)	1878,32	2085,27	2490,13	2780,63	3366,72	3718,27	4056,41	4779,21	5585,10	5716,87
Actifs extérieurs nets	557,72	455,23	737,75	1052,76	1330,12	1443,50	1508,53	1983,66	2636,75	1972,07
BCEAO	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,42	-624,09
Banques	518,63	578,35	873,81	1189,37	1331,09	1133,00	1431,81	1778,20	2169,34	2596,16
Créances intérieures	1 528,06	1 873,60	2036,12	2055,84	2436,31	2721,90	3068,01	3380,85	3487,40	4396,14
Créances nettes sur l'Administration Centrale	-34,78	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,38	-66,50	142,06
BCEAO	-7,30	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,45	-95,40	60,57
Banques	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,90	81,49
Créances sur les autres secteurs	1562,84	1829,26	2018,25	2144,32	2370,24	2664,67	2916,17	3188,47	3553,90	4254,07
BCEAO	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,65	9,15
Banques	1558,61	1826,04	2014,68	2140,09	2365,06	2658,98	2909,84	3180,58	3546,25	4244,92
Passifs à caractère non monétaire (2)	283,20	345,16	394,72	487,01	571,34	630,07	719,81	842,30	1 020,10	1 187,88
Actions et autres participations dans les ID	226,22	279,84	313,20	396,49	463,81	470,94	535,85	633,18	724,10	838,32
BCEAO	0,82	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47	0,50	0,50
Banques	225,40	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71	723,60	837,82
Engagements non monétaires des ID	56,98	65,32	81,52	90,51	107,53	159,13	183,97	209,11	296,00	349,56
Dépôts exclus de M2	35,77	45,68	62,20	61,38	89,58	134,08	150,57	182,43	228,90	290,07
Emprunts	13,51	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69	67,10	59,49
Titres autres qu'actions exclus de M2	7,69	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres postes nets (3)	-75,73	-101,59	-110,97	-159,03	-171,64	-182,93	-199,68	-257,00	-481,10	-536,55
dont contrepartie des dépôts auprès des CCP	-93,35	-133,22	-161,38	-178,93	-200,12	-224,37	-250,22	-289,69	-301,60	-301,60
Total des contreparties de M2 (4)	1 878,32	2 085,27	2 490,13	2 780,63	3 366,72	3 718,27	4 056,41	4 779,21	5 585,10	5 585,10

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Dépôts à terme et comptes d'épargne à régime spécial auprès des banques, dépôts rémunérés dans livres de la Banque Centrale

(2) Actions et autres participations dans les institutions de dépôt et engagements non monétaires envers les autres secteurs.

(3) Ajustements de consolidation et de la balance nette des actifs non classifiés notamment les éléments divers et les actifs non financiers

(4) Total des contreparties = Actifs extérieurs nets + Créances intérieures - Passifs à caractère non monétaire - Autres postes nets

Tableau N°9.3 : Situation des créances nettes sur l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Créances nettes des institutions de dépôt sur l'Administration Centrale	-34,78	44,35	17,87	-88,48	66,06	57,23	151,84	192,38	-66,50	281,64
Créances nettes de la BCEAO	-7,30	-17,22	-14,08	-149,77	-55,74	-66,74	-41,73	21,45	-95,40	60,57
Créances	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59	214,71	289,98	276,06
Crédits	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,61	214,71	289,98	276,06
Concours adossés aux DTS	29,18	24,71	19,93	15,00	9,93	4,70	0,59	0,20	91,63	91,63
Concours consolidés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concours du FMI	105,17	103,60	112,16	120,58	110,92	106,76	118,02	214,51	198,35	184,43
Autres concours de Gouvernements étrangers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres crédits (créances financières) (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Portefeuille de titres du Trésor	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,02	0,00	0,00	0,00
Engagements	141,65	145,53	146,17	285,36	176,59	178,20	160,32	193,26	385,38	215,48
Encaisses du Trésor	6,27	5,67	6,18	7,98	7,63	9,41	6,28	8,75	6,57	6,57
Dépôts	135,37	139,86	139,98	277,37	168,94	168,79	154,03	184,51	378,82	208,92
Autres engagements (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances nettes des banques	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,89	221,07
Créances	168,85	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59	744,94	874,08	1 158,82
Crédits	8,46	52,22	25,76	31,19	49,97	9,44	8,60	65,12	113,69	277,58
Portefeuille de titres du Trésor	160,39	211,37	244,92	314,64	415,10	454,83	547,99	679,82	760,39	881,24
Engagements	196,33	202,02	238,73	284,53	343,27	340,31	363,02	574,01	845,18	937,75
dont dépôts	195,39	202,02	237,80	284,53	343,27	340,31	363,02	573,98	845,04	936,13

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

(1) Les créances sur position extérieure négative et autres créances financières dues par l'Etat

(2) Les dépenses pour le compte de l'Etat à récupérer, les taxes à récupérer, les créances diverses sur l'Etat

(3) Taxes recouvrées, commissions sur transferts et autres sommes recouvrées pour le compte de l'Etat

Tableau N°9.4 : Situation des autres institutions de dépôt (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Actifs extérieurs nets	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20	2 169,34	2 596,16
Créances sur les non-résidents	735,24	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88	2 455,93	2 968,30
Engagements envers les non-résidents	-216,61	-319,23	-330,45	-456,06	-644,53	-471,19	-343,64	-311,68	-286,60	-372,14
Créances sur la Banque Centrale	155,05	156,93	186,19	186,17	215,68	245,19	253,32	451,83	649,90	430,39
Numéraire	49,97	51,60	61,57	62,61	66,01	78,64	90,59	103,37	113,28	131,74
Dépôts	105,09	105,33	124,63	123,56	149,67	166,55	162,73	348,46	536,62	298,65
Autres créances sur la banque centrale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances nettes sur l'administration centrale	-27,48	61,57	31,96	61,30	121,80	123,96	193,57	170,93	28,89	221,07
Créances sur l'administration centrale	168,85	263,59	270,68	345,83	465,07	464,27	556,59	744,94	874,08	1 158,82
Engagements envers l'administration centrale	-196,33	-202,02	-238,73	-284,53	-343,27	-340,31	-363,02	-574,01	-845,18	-937,75
Créances sur les autres secteurs	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58	3 546,25	4 105,34
Créances sur les autres sociétés financières	17,82	19,53	20,03	22,11	33,22	13,33	18,46	17,66	41,43	59,41
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,04	21,83	4,88	0,02	15,11
Créances sur les sociétés non financières publiques	161,63	198,38	246,75	158,73	89,74	252,38	210,97	237,15	289,42	359,96
Créances sur le secteur privé	1 379,15	1 608,13	1 747,90	1 959,25	2 242,10	2 392,23	2 658,58	2 920,89	3 215,39	3 670,87
Engagements envers la banque centrale	309,36	520,10	656,52	778,37	765,42	548,63	814,98	903,98	1 088,20	1 812,49
Dépôts transférables inclus dans la masse monétaire au sens large	770,03	803,84	968,75	1 153,72	1 377,24	1 486,23	1 576,25	2 007,91	2 480,19	2 511,91
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	809,74	919,79	1 060,00	1 166,49	1 340,75	1 429,15	1 571,55	1 780,71	1 967,58	2 073,85
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	34,29	44,79	61,59	61,15	81,29	133,72	149,79	181,82	228,33	289,29
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	7,69	5,53	4,08	2,45	0,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	13,51	14,11	15,24	26,69	17,10	25,05	33,39	26,69	67,11	59,49
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réserves techniques d'assurance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	225,40	274,61	304,47	378,55	441,11	454,43	534,30	632,71	723,62	757,82
Autres postes (net)	34,78	40,11	36,00	9,50	9,87	83,92	108,29	47,74	-160,64	-151,89

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Tableau N°9.5 : Situation de la Banque centrale (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Actifs extérieurs nets	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,42	-624,09
Créances sur les non-résidents	291,61	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18	1044,10	168,75
Engagements envers les non-résidents	252,51	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71	576,68	792,84
Créances sur les autres institutions de dépôt	314,56	519,89	657,17	776,14	762,04	645,72	864,23	886,15	1088,82	1 812,49
Créances nettes sur l'administration centrale	-1,03	-11,55	-7,90	-141,79	-48,11	-57,33	-35,45	30,20	-88,84	67,14
Créances sur l'administration centrale	134,35	128,31	132,08	135,58	120,85	111,47	118,59	214,71	289,98	276,06
Engagements envers l'administration centrale	135,37	139,86	139,98	277,37	168,96	168,79	154,03	184,51	378,82	208,92
Créances sur les autres secteurs	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,65	9,15
Créances sur les autres sociétés financières	0,84	0,00	0,00	0,60	1,10	1,67	1,97	3,39	2,76	3,66
Créances sur les administrations d'états fédérés et locales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur le secteur privé	3,39	3,22	3,57	3,63	4,09	4,03	4,36	4,49	4,89	5,49
Base monétaire	357,83	379,38	504,36	478,16	684,11	869,06	902,21	1 120,90	1 473,50	1 262,74
Circulation fiduciaire	260,96	285,20	366,92	351,19	521,52	665,86	752,75	809,81	953,39	967,05
Engagements envers les autres institutions de dépôt	96,40	93,70	136,61	126,09	161,87	202,49	146,95	307,87	517,92	294,93
Engagements envers les autres secteurs	0,47	0,49	0,83	0,89	0,72	0,71	2,51	3,22	2,19	0,76
Autres engagements envers autres institutions de dépôt	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et titres autres qu'actions exclus de la base monétaire	1,48	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61	0,55	0,78
Dépôts inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres autres qu'actions inclus dans la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts exclus de la masse monétaire au sens large	1,48	0,89	0,62	0,23	8,30	0,36	0,79	0,61	0,55	0,78
Titres autres qu'actions exclus de la masse monétaire au sens large	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dérivés financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Actions et autres titres de participation	0,82	5,23	8,73	17,95	22,70	16,51	1,55	0,47	0,50	0,50
Autres postes (net)	-3,28	2,94	3,08	5,64	3,03	18,67	7,27	7,71	0,50	0,67

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau N°9.6 : Situation des créances sur les secteurs autres que l'Administration centrale (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Créances des institutions de dépôts	1 562,84	1 829,26	2 018,25	2 144,32	2 370,24	2 664,67	2 916,17	3 188,47	3 553,90	4 114,49
Créances de la BCEAO	4,23	3,22	3,57	4,23	5,19	5,70	6,33	7,89	7,70	9,15
Crédits	3,91	3,01	3,17	4,02	4,75	5,58	6,18	7,69	6,80	7,37
Autres secteurs résidents	3,07	3,01	3,17	3,42	3,65	3,91	4,22	4,30	4,10	3,70
Secteurs financiers non bancaires	0,84	0,00	0,00	0,60	1,10	1,67	1,97	3,39	2,80	49,62
Actions et autres participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances des banques	1 558,61	1 826,04	2 014,68	2 140,09	2 365,06	2 658,98	2 909,84	3 180,58	3 546,20	4 105,34
Crédit bancaire	1 521,53	1 800,55	1 971,44	2 125,65	2 354,83	2 643,05	2 900,50	3 169,38	3 532,50	4 093,45
Secteur financier non bancaire	15,27	15,61	16,67	19,62	28,38	8,70	11,88	11,03	36,70	49,62
Secteur public	161,63	198,38	231,19	158,73	89,74	252,23	231,91	239,87	289,00	374,34
Administration locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,45	21,13	3,03	0,00	15,11
Sociétés non financières publiques	161,63	198,38	231,19	158,73	89,74	251,79	210,78	236,84	289,00	359,23
Secteur privé	1 344,63	1 586,56	1 723,58	1 947,30	2 236,71	2 382,12	2 656,71	2 918,48	3 206,90	3 669,48
Sociétés non financières privées	778,75	889,29	938,79	1 028,49	1 157,64	1 181,80	1 367,44	1 572,61	1 717,70	1 927,03
Ménages et ISBLSM	565,88	697,27	784,79	918,81	1 079,07	1 200,32	1 289,27	1 345,88	1 489,20	1 742,46
Titres autres qu'actions	28,67	15,94	34,58	5,73	0,00	8,78	0,70	3,14	6,40	0,03
Secteur financier non bancaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Secteur public	0,00	0,00	15,56	0,00	0,00	0,60	0,70	2,16	0,00	0,00
Administration locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,60	0,70	1,85	0,00	0,00
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	15,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,31	0,00	0,00
Secteur privé	28,67	15,94	19,02	5,73	0,00	8,18	0,00	0,99	6,40	0,03
Sociétés non financières privées	28,67	15,94	19,02	5,73	0,00	8,18	0,00	0,99	6,40	0,03
Actions et autres participations	4,86	4,36	4,22	5,52	6,24	3,77	3,88	4,71	4,10	4,00
Secteur financier non bancaire	0,67	0,73	0,53	1,11	2,93	1,25	1,82	3,28	1,50	1,92
Secteur public	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,20	0,00	0,50	0,73
Sociétés non financières publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,59	0,20	0,00	0,50	0,73
Secteur privé	4,19	3,63	3,68	4,41	3,32	1,93	1,87	1,42	2,10	1,36
Sociétés non financières privées	4,19	3,63	3,68	4,41	3,32	1,93	1,87	1,42	2,10	1,36

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Tableau N°9.7 : Situation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôt (en milliards FCFA)

Actifs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
ACTIFS EXTERIEURS NETS	557,72	455,23	737,75	1 052,76	1 330,12	1 443,50	1 508,53	1 983,66	2 636,80	1 972,07
BCEAO	39,10	-123,11	-136,05	-136,60	-0,98	310,50	76,72	205,46	467,40	-624,09
Créances sur les non-résidents	291,61	349,86	558,53	621,81	897,76	929,51	1 031,97	970,18	1 044,10	168,75
Avoirs officiels de réserve	40,35	47,04	40,64	33,26	22,02	24,14	31,33	134,10	240,10	168,24
Or Monétaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Monnaies Étrangères	0,79	0,81	2,62	2,04	1,03	1,70	1,82	2,28	0,60	1,60
Dépôts et Titres inclus dans les réserves officielles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Actifs	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Autres Dép. Inclus dans les Réserves Officielles, Autres ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres Inclus dans les Réserves Officielles ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Position de réserve au FMI	4,28	8,55	7,07	21,16	13,53	19,82	17,08	13,34	21,90	17,68
Avoirs en DTS	35,28	37,68	30,95	10,06	7,46	2,63	12,43	118,49	217,60	148,97
Autres actifs extérieurs	251,26	302,82	517,89	588,55	875,74	905,37	1 000,64	836,07	804,00	0,50
Engagements extérieurs	252,51	472,97	694,58	758,41	898,74	619,01	955,25	764,71	576,70	792,84
Engagements extérieurs de court terme	102,44	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74	199,50	187,61
Dépôts de non-résidents à court terme en monnaie étrangère	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents Court Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits FMI	102,44	107,80	122,41	129,84	110,51	108,16	118,20	206,74	199,50	187,61
Autres engagements extérieurs	150,08	365,17	572,17	628,57	788,22	510,85	837,05	557,97	377,20	605,23
Allocation DTS	42,20	45,08	48,08	48,17	44,85	45,87	45,90	44,72	140,40	142,17
Autres	107,87	320,10	524,10	580,40	743,37	464,99	791,15	513,26	236,80	463,06
Dép. Transf. Excl. MMSL Non-Résidents, Autres MN	102,43	114,82	127,31	142,94	177,02	194,45	175,05	189,76	232,10	304,66
Autres Dép. Excl. MMSL Non-Résidents MN	0,82	0,11	3,56	1,62	0,08	8,20	15,74	4,05	4,70	14,33
Autres Crédits Non-Résidents Long Terme ME	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents MN	0,00	204,42	393,23	435,55	566,27	262,33	600,35	319,44	0,00	144,07
Autres Comptes à Payer, Autres Non-Résidents ME	4,62	0,75	0,00	0,29	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
AUTRES INSTITUTIONS DE DEPOT	518,63	578,35	873,81	1 189,37	1 331,09	1 133,00	1 431,81	1 778,20	2 169,30	2 596,16
Créances sur les non-résidents	735,24	897,58	1 204,26	1 645,43	1 975,63	1 604,19	1 775,46	2 089,88	2 455,90	2 968,30
Avoirs en monnaies étrangères	2,04	2,83	1,56	6,90	5,24	2,49	3,15	4,83	2,90	6,14
Dépôts	68,75	108,78	120,77	232,38	261,50	219,24	98,75	109,96	165,20	257,67
Dépôts transférables	37,71	75,36	91,78	195,21	219,43	197,15	81,42	89,04	149,76	220,37
Autres dépôts	31,05	33,42	28,99	37,17	42,07	22,09	17,34	20,92	15,47	37,30
Crédits	198,25	231,82	329,59	326,26	601,68	454,25	686,52	584,48	545,68	700,34
Pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,01	147,02	68,51	76,03	3,55
Autres crédits	198,25	231,82	329,59	326,26	601,68	453,24	539,51	515,97	469,66	696,79
Titres autres qu'actions	455,49	541,29	736,45	1 057,14	1 084,06	912,33	935,92	1 340,06	1 694,20	1 957,72
Actions et autres titres de participation	10,43	12,14	13,67	20,68	16,13	10,96	48,83	48,70	45,20	45,29
Autres créances	0,27	0,73	2,23	2,08	7,01	4,92	2,29	1,86	2,70	1,16
Crédits commerciaux / avances	0,00	0,00	0,68	1,01	1,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres comptes à recevoir	0,27	0,73	1,55	1,06	5,95	4,92	2,29	1,86	2,67	1,16
Engagements envers les non-résidents	216,61	319,23	330,45	456,06	644,53	471,19	343,64	311,68	286,60	372,14
Dépôts	118,80	213,38	201,21	293,04	383,60	305,36	185,95	193,62	191,10	254,53
Dépôts transférables	83,58	167,09	147,83	237,16	290,60	255,73	120,41	128,55	107,40	165,63
Autres dépôts	35,23	46,29	53,38	55,89	92,99	49,63	65,54	65,07	83,70	88,90
Crédits	97,81	105,84	129,16	162,93	256,55	161,02	154,44	115,33	90,80	114,00
Pensions	0,00	0,00	0,00	0,00	19,46	0,00	5,03	0,00	0,00	10,00
Autres crédits	97,81	105,84	129,16	162,93	237,08	161,02	149,41	115,33	90,84	104,00
Autres engagements	0,00	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73	4,70	3,61
Autres comptes à payer	0,00	0,01	0,08	0,09	4,39	4,81	3,25	2,73	4,69	3,61

Source : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

DIXIEME PARTIE : INDICATEURS DE LA SURVEILLANCE MULTILATERALE

10.1. Critères de convergence UEMOA

Tableau N°10.1 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang UEMOA)

Critères de 1 ^{er} rang UEMOA	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022
Ratio du solde budgétaire global, dons compris, rapporté au PIB nominal	≥-3%	-2,9	-1,8	-2,2	-3,6	-6,8	3,6	-3,4	-5,2	-6,3	-8,6
Taux d'inflation annuel moyen (IHPC) (en %)	≤3%	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9	14,1
Ratio de l'encours total de la dette sur PIB nominal (en %)	≤70%	25,4	27,4	30,9	32,3	36,0	37,3	42,2	46,2	53,3	53,9

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2023, BDSM

(*) depuis le 27 avril 2020, le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) a été suspendu

Tableau N°10.2 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang UEMOA)

Critères de 2 ^{ème} rang UEMOA	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020*	2021	2022
Masse salariale sur recettes fiscales (en %)	≤35%	37,1	51,1	52,3	57,9	49,3	34,4	59,2	65,0	55,3	45,9
Taux de pression fiscale (en %)	≥20%	14,2	12,5	12,5	13,0	16,5	23,0	15,1	13,3	15,2	16,3

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2023, BDSM

(*) depuis le 27 avril 2020, le Pacte de Convergence, de Stabilité, de Croissance et de Solidarité (PCSCS) a été suspendu

10.2. Critères de convergence CEDEAO

Tableau N°10.3 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (1^{er} rang CEDEAO)

Critères de 1 ^{er} rang CEDEAO	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022
Ratio du déficit budgétaire dons compris (base engagement) rapporté au Produit intérieur brut (PIB)	≤3%	2,9	1,8	2,2	3,6	6,8	3,6	3,4	5,2	6,3	8,6
Taux d'inflation en moyenne annuelle	≤5%	0,5	-0,3	1,0	-0,2	2,9	1,9	-3,2	1,9	3,9	14,1
Financement du déficit budgétaire par la banque centrale	≤10% des recettes fiscales de l'année antérieure	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves brutes en mois d'importation	≥3 mois d'importations	4,7	4,6	5,0	4,4	4,2	4,8	5,7	5,9	6,0	4,4

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2023, ECOMAC

(*) Le pacte de convergence et de stabilité macroéconomique, arrivé à échéance au 31 décembre 2019, a été renouvelé le 19 juin 2021

Tableau N°10.4 : Performance du Burkina Faso en matière de convergence (2^{ème} rang CEDEAO)

Critères de 2 ^{ème} rang CEDEAO	Norme	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022
Ratio dette / PIB	≤70%	25,4	27,4	30,9	32,3	36,0	37,3	42,2	46,2	53,3	53,9
Variation du taux de change nominal*	Maintenir stable (+/- 10%)	4,1	0,1	-9,3	0,5	2,1	2,6	-2,8	1,0	1,4	-5,3

Source : Secrétariat permanent du Comité national de politique économique, juin 2023, ECOMAC

(*) Le pacte de convergence et de stabilité macroéconomique, arrivé à échéance au 31 décembre 2019, a été renouvelé le 19 juin 2021

ONZIEME PARTIE : AUTRES STATISTIQUES DU SECTEUR DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

11.1. Statistiques des passations de marchés publics

Tableau N°11.1 : Evolution des marchés publics par mode de passation des ministères et institutions (en nombre)

Mode de passation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Appels d'offres ouverts	395	236	243	164	228	368	309	689	413	217
Demandes de prix	135	13	51	48	119	298	268	446	353	286
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	78	77	89	66	60	102	124	83	185	53
Appels d'offres restreints	49	66	21	5	5	16	63	72	145	8
Entente directe	66	57	97	53	62	164	127	258	165	86
Total	723	449	501	336	474	948	891	1 548	1 261	650

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

Tableau N°11.2 : Situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes (en nombre)

Mode de passation	2020	2021	2022
Appels d'offres ouverts	2 525	nd	nd
Demandes de prix	3 890	nd	nd
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	42	nd	nd
Demandes de propositions allégées	186	nd	nd
Appels d'offres restreints	84	nd	nd
Entente directe avec avis technique	1 193	nd	nd
Entente directe sans avis technique	2 859	nd	nd
Demande de cotation formelle	10 184	nd	nd
Demande de cotation non formelle	3 857	nd	nd
Consultations restreintes	39	nd	nd
Consultations de consultants	2 354	nd	nd
Total	27 213	nd	nd

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

Tableau N°11.3 : Evolution des marchés publics par mode de passation (en milliards FCFA)

Mode de passation	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Appels d'offres ouverts	116,69	244,91	118,51	106,14	37,76	122,01	132,39	222,97	42,27	45,34
Demandes de prix	1,42	0,12	0,44	0,46	2,1	5,12	4,84	25,04	6,47	4,18
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	6,89	11,2	15,29	16,67	4,19	10,85	11,19	11,55	11,91	6,48
Appels d'offres restreints	17,21	29,75	6,31	0,54	0,48	8,38	97,80	15,38	52,51	3,31
Entente directe	16,93	10,62	53,71	13,27	19,94	12,32	36,15	52,18	37,40	11,83
Total	159,15	296,6	194,26	137,09	64,46	158,68	282,36	327,11	150,56	71,14

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

NB : Les demandes de cotation, les contrats issus de la Maîtrise d'Ouvrage Délégée, les informations relatives aux marchés publics des structures régionales, provinciales, communales ainsi que des sociétés d'Etat et des établissements publics de l'Etat ne sont pas prises en compte.

Tableau N°11.4 : Situation des marchés publics par mode de passation de toutes les autorités contractantes (en milliards FCFA)

Mode de passation	2020	2021	2022
Appels d'offres ouverts	577,48	nd	nd
Demandes de prix	104,71	nd	nd
Demandes de proposition (avec manifestation d'intérêts)	9,24	nd	nd
Demandes de propositions allégées	10,72	nd	nd
Appels d'offres restreints	16,75	nd	nd
Entente directe avec avis technique	77,65	nd	nd
Entente directe sans avis technique	84,78	nd	nd
Demande de cotation formelle	62,01	nd	nd
Demande de cotation non formelle	5,20	nd	nd
Consultations restreintes	1,22	nd	nd
Consultations de consultants	21,57	nd	nd
Total	971,32	nd	nd

Source : Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers

11.2. Statistiques de l'inclusion financière

Tableau N°11.5 : Nombre de systèmes financiers décentralisés (SFD) agréés et répartition du membership

Indicateurs SFD	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Nombre de SFD	154	151	134	133	125	125	132	135	135	134
Membres/clients	1 501 898	1 603 915	1 746 160	1 858 806	1 889 641	2 020 346	1 419 136	1 560 347	1 665 843	1 602 906
Hommes	871 540	940 253	980 569	1 057 667	1 079 217	1 150 301	748 538	802 894	863 114	811 391
Femmes	414 848	454 229	499 604	569 671	595 694	629 707	453 901	529 089	562 259	538 607
Groupement	215 510	209 433	265 987	231 468	214 730	240 338	216 697	228 364	240 470	252 908

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

(*) Les données de 2022 sont provisoires

Tableau N°11.6 : Données d'intermédiation financière (en milliards FCFA)

Indicateurs SFD	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Encours de l'épargne	158,77	175,96	180,67	195,12	199,86	212,46	251,14	305,53	350,59	384,05
Encours du crédit	103,45	120,89	129,32	142,94	155,80	167,38	200,34	227,70	285,63	325,37
Créances en souffrance	4,46	5,80	7,92	5,90	6,28	4,74	8,97	14,51	11,97	17,42
Portefeuille à risque de plus de 90 jours (en %)	4,64	5,60	6,55	5,60	4,00	2,83	4,44	5,11	3,86	4,14

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière.

Tableau N°11.7 : Répartition des points de services des SFD agréés par région et par province (en nombre)

Région\Province	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Région de la Boucle du Mouhoun	122	105	118	122	122	122	92	106	100	93
Balé	22	24	26	30	30	30	6	6	13	14
Banwa	11	12	14	14	14	14	nd	nd	nd	nd
Kossi	6	7	6	6	6	6	nd	nd	nd	nd
Mouhoun	42	26	29	29	29	29	86	73	67	67
Nayala	11	12	12	12	12	12	nd	24	14	6
Sourou	30	24	31	31	31	31	nd	3	6	6
Région des Cascades	11	17	11	11	11	11	23	15	17	20
Comoé	7	13	7	7	7	7	23	15	17	20
Léraba	4	4	4	4	4	4	nd	nd	nd	nd
Région du Centre	145	93	102	122	122	127	202	301	308	275
Kadiogo	145	93	102	122	122	127	202	301	308	275
Région du Centre-Est	27	36	37	40	40	40	9	9	9	9
Boulgou	19	18	23	26	26	26	6	6	6	6
Koulpélogo	3	7	6	6	6	6	nd	nd	nd	nd
Kouritenga	5	11	8	8	8	8	3	3	3	3
Région du Centre-Nord	33	44	39	41	41	41	19	19	18	20
Bam	17	23	21	23	23	23	6	6	6	6
Namentenga	7	9	7	7	7	7	7	7	7	9
Sanmatenga	9	12	11	11	11	11	6	6	5	5
Région du Centre-Ouest	48	48	56	56	56	56	14	23	23	12
Boulkiemdé	30	26	35	34	34	34	13	23	22	11
Sanguié	6	7	6	6	6	6	nd	nd	nd	nd
Sissili	9	8	10	10	10	10	1	0	1	1
Ziro	3	7	5	6	6	6	nd	nd	nd	nd
Région de Centre-Sud	30	25	28	31	31	31	29	38	32	31
Bazèga	6	7	7	9	9	9	7	7	8	7
Nahouri	7	6	8	8	8	8	3	3	3	3
Zoundwéogo	17	12	13	14	14	14	19	28	21	21
Région de l'Est	29	36	38	39	39	39	23	17	20	17
Gnagna	7	10	7	7	7	7	5	4	4	2
Gourma	8	13	17	18	18	18	12	12	12	12
Komandjari	4	3	4	4	4	4	nd	nd	nd	nd
Kompienga	3	3	3	3	3	3	nd	nd	nd	nd
Tapoa	7	7	7	7	7	7	6	1	4	3
Région des Hauts-Bassins	76	67	72	82	82	83	41	44	56	39
Houet	60	48	53	63	63	64	36	44	51	34
Kénédougou	8	9	8	8	8	8	5	0	5	5

Région\Province	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Tuy	8	10	11	11	11	11	nd	nd	nd	nd
Région du Nord	50	51	54	59	59	59	41	25	45	27
Loroum	4	4	4	4	4	4	1	1	1	1
Passoré	8	9	8	8	8	8	6	4	6	4
Yatenga	31	30	34	38	38	38	22	8	17	13
Zondoma	7	8	8	9	9	9	12	12	21	9
Région du Plateau Central	15	15	15	15	15	15	6	4	12	13
Ganzourgou	6	5	6	6	6	6	nd	nd	nd	nd
Kourwéogo	4	5	4	4	4	4	1	nd	5	8
Oubritenga	5	5	5	5	5	5	5	4	7	5
Région du Sahel	55	55	57	57	57	57	9	19	18	8
Oudalan	8	9	8	9	9	9	nd	10	10	nd
Séno	9	10	11	13	13	13	9	9	8	8
Soum	36	34	36	37	37	37	nd	nd	nd	nd
Yagha	2	2	2	2	2	2	nd	nd	nd	nd
Région du Sud-Ouest	13	18	16	16	16	16	10	6	10	10
Bougouriba	4	6	5	5	5	5	nd	nd	nd	nd
Ioba	4	6	4	4	4	4	6	6	6	6
Noumbiel	1	2	1	1	1	1	nd	nd	nd	nd
Poni	4	4	6	6	6	6	4	nd	4	4
Total	654	610	643	691	691	697	518	626	668	574

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

Tableau N°11.8: Situation des indicateurs des Prestataires des Services Financiers

	2017	2018	2019	2020	2021	2022*
Taux de bancarisation strict (TBS)	21,36	22,29	20,4	20,63	20,49	21,75
Taux d'utilisation des services de microfinance (TUSM)	21,00	21,3	20,22	13,24	13,99	14,21
Taux de bancarisation élargi (TBE)	40,29	43,26	40,00	33,90	34,47	35,97
Taux d'utilisation des services de monnaie électronique (TUSME)	38,52	57,12	64,39	78,54	75,41	77,64
Taux global d'utilisation des services financiers (TGUSF)	67,79	69,31	70,86	75,44	78,75	80,91
Taux d'intérêt nominal des crédits (TINC)* en %	7,21	7,44	7,27	6,93	6,75	7,15
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TIND)*	5,67	5,7	5,87	5,79	5,62	5,18

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

(*) Les données de 2022 sont provisoires

Tableau N°11.9 : Situation des indicateurs des banques

	2017	2018	2019	2020	2021*	2022
Nombre de banques	14	15	15	15	15	16
Nombre d'Etablissements financiers	4	4	4	4	4	4
Nombre d'agences	295	317	326	323	342	nd
Nombre d'Emetteurs de monnaie électronique (EME)	1	1	1	1	1	2
Nombre de GAB/DAB	431	476	492	526	541	561
Nombre de comptes bancaires	1 832 403	1 851 211	2 043 700	2 256 609	2 502 494	2 491 390
Encours de crédits (en milliards)	2 633,82	2 885,40	3 227,12	3 461,24	3 781,50	nd
Encours d'épargne (en milliards)	3 286,91	3 528,22	3 890,27	4 703,71	5 595,37	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

(*) Les données de 2021 sont provisoires

Tableau N°11.10 : Evolution du nombre de compagnies d'assurances

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Compagnies d'assurance	16	17	16	15	15	16
Non-vie (IARD)	8	9	8	8	8	9
Vie	8	8	8	7	7	7

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

Tableau N°11.11 : Evolution du nombre des intermédiaires

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Intermédiaires agréés	96	114	112	144	170	221
Courtiers	22	28	27	40	46	66
Agences générales	74	86	85	104	124	155
Sous agences	14	22	11	22	29	42
Bureaux directs	23	26	21	29	20	21

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

Tableau N°11.12 : Situation des indicateurs des Emetteurs de Monnaie Electronique (en nombre)

	2018	2019	2020	2021	2022
Comptes de monnaie électronique ouverts	9 582 115	11 795 896	15 031 318	17 927 572	nd
Comptes de monnaie électronique actifs ⁵	5 771 847	7 377 347	9 193 629	12 529 927	nd
Titulaires de comptes adultes (15 ans et plus)	9 452 939	11 070 844	12 229 548	16 685 911	nd
Titulaires femmes	1 999 960	2 024 126	2 663 826	3 057 573	nd
Titulaires hommes	7 452 979	9 046 718	9 565 722	13 628 338	nd

Source : Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière

⁵ Comptes ayant eu au moins une transaction au cours des 90 derniers jours

11.3. Statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau N°11.13 : Evolution des nombres de bâtiments administratifs réhabilités et de baux administratifs conclus

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre de bâtiments administratifs réhabilités au titre du programme de réhabilitation	15	59	0	48	61	34	35	20	28	4
Nombre de baux administratifs conclus	20	28	28	8	9	21	12	26	26	5

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat

Tableau N°11.14 : Autres statistiques des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat (en milliards FCFA)

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021*	2022
Dépense de consommation en eau-électricité-téléphone	27,56	28,27	28,41	29,28	29,71	32,63	33,32	34,19	35,71	34,77
Dépense de consommation en eau des services de l'Etat	7,32	7,30	7,04	7,57	7,13	8,17	8,71	8,52	8,92	8,40
Dépense de consommation en électricité des services de l'Etat	15,99	16,60	16,86	17,37	18,29	19,11	18,71	19,51	20,84	20,40
Dépense de consommation en téléphone des services de l'Etat	4,25	4,38	4,50	4,34	4,29	5,36	5,91	6,16	5,96	5,97
Budget du programme de réhabilitation des bâtiments administratifs	1,50	2,50	1,00	1,00	2,50	1,20	1,52	1,00	1,31	1,00
Prévision budgétaire pour la prise en charge des factures de loyers des bâtiments loués par l'Etat	4,60	4,06	5,04	6,34	5,50	5,50	7,00	5,99	6,64	11,43
Dépenses relatives à la prise en charge des factures de loyers des bâtiments loués par l'Etat	4,02	3,55	4,99	6,02	5,46	5,50	6,97	5,71	6,57	11,16
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères publique au profit du budget de l'Etat	0,36	0,51	0,63	1,65	0,82	0,94	0,47	1,03	1,47	0,11
Recettes réalisées au titre des ventes aux enchères publique au profit du budget de l'Etat	0,18	0,26	0,34	0,99	0,57	0,57	0,22	0,71	0,91	0,29
Valeur du patrimoine non financier de l'Etat (*)	na	na	na	na	na	na	na	1 885,16	1 908,91	1 895,33

Source : Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'Etat.

(*) La valeur du patrimoine non financier de 2020 résulte de l'intégration des données sur les infrastructures routières, (routes nationales, régionales et départementales à l'exclusion du réseau intra urbain) des immobilisations incorporelles (logiciels et progiciel des ministères et institutions), du patrimoine roulant (Cf. section 248 du compte central) et des données du recensement géo référencé et valorisé de quatre régions (Centre, Hauts Bassins, Sud-Ouest, Centre-Sud) (terrains et bâtiments). Celle de 2021, en plus de la valeur de 2020, intègre les données du recensement géo référencé et valorisé des régions du Centre-Ouest et du Centre-Est (terrains et bâtiments).

11.4 Statistiques sur la budgétisation sensible au genre et aux droits de l'enfant (BSGDE)

Tableau N°11.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA)

Thématique	2019				2020			
	CP int	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	57,69	56,83	98,52	5,70	82,11	74,93	91,26	6,44
Droits de l'enfant	41,18	39,91	96,91	4,00	89,40	88,47	98,96	7,61
Total BSGDE	98,87	96,75	97,85	9,70	171,51	163,40	95,27	14,05
TOTAL BE	1 065,08	997,25	93,63	nd	1 677,06	1 163,21	69,36	nd

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, CID.

Tableau N°11.15 : Situation d'exécution des allocations budgétaires consolidée pour la promotion du genre et des droits de l'enfant des ministères concernés (en millions FCFA) (suite)

Thématique	2021				2022			
	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)	CP DEF	MT Ex	TX Ex (en%)	Parts dans l'exécution du budget des ministères concernés (%)
Genre	115,20	108,43	94,13	5,76	nd	nd	nd	nd
Droits de l'enfant	103,32	96,04	92,96	5,10	nd	nd	nd	nd
Total BSGDE	218,52	204,48	93,58	10,86	nd	nd	nd	nd
TOTAL BE	2 023,61	1 882,65	93,03	nd	nd	nd	nd	nd

Source : Rapports des ministères sur la BSGDE, CID.

GLOSSAIRE

Concepts	Définitions
Aide alimentaire	L'aide alimentaire, selon la FAO, est la fourniture de vivres à des fins de développement, y compris les dons et prêts pour l'achat de vivres. Les dépenses connexes (transport, stockage, distribution, etc.) figurent aussi dans cette rubrique, ainsi que les articles apparentés fournis par les donateurs, la nourriture pour animaux et les intrants agricoles, par exemple, pour les cultures vivrières lorsque ces apports font partie d'un programme d'aide alimentaire.
Aide projet	L'aide projet comprend non seulement l'aide destinée aux projets d'investissements, mais également celle allant à la coopération technique liée aux projets d'investissement et à la coopération technique autonome.
Aide publique au développement	L'Aide publique au développement (APD) correspond aux courants d'aide en direction de pays en développement et d'institutions multilatérales émanant d'organismes publics, y compris l'Etat et les autorités locales ou leurs agents d'exécution, et dont chaque opération répond aux critères suivants : a) avoir pour objectif principal de promouvoir le développement économique et le bien-être des pays en développement ; b) avoir un caractère concessionnel et comprendre un élément don d'au moins 35% (au taux d'escompte de 10, cf. Prêt libéral).
Appel d'offres ouvert	L'appel d'offres ouvert est la procédure d'appel à concurrence ouverte par laquelle l'autorité contractante choisit l'offre conforme évaluée la moins disant, sans négociation, sur la base de critères objectifs préalablement portés à la connaissance des candidats dans le dossier d'appel d'offres et qui peuvent être exprimés en termes monétaires.
Appel d'offres restreint	L'appel d'offres est dit restreint lorsque seuls peuvent remettre des offres, les candidats que l'autorité contractante a décidé de consulter. Le nombre de candidats admis à soumissionner, d'un minimum de trois (3), doit assurer une concurrence réelle. Il est ensuite procédé de manière identique comme en matière d'appel d'offres ouvert. Toutefois, lorsque le nombre d'entreprises exerçant dans le domaine est inférieur à trois (03), l'autorité contractante peut consulter les deux (02) entreprises.
Appui budgétaire	Assistance qui ne s'inscrit pas dans le cadre de projets précis d'investissement ou de coopération technique mais correspond plutôt à des objectifs plus larges de développement macro-économique et/ou qui est fournie dans le but précis d'améliorer la balance des paiements du pays bénéficiaire et de mettre à sa disposition des devises. Cette catégorie comprend l'assistance en nature pour les apports de produits de base autres qu'alimentaires et les dons et prêts financiers permettant de payer ces apports. Elle comprend aussi les ressources correspondant aux annulations de dette publique.
Appui financier de l'Etat aux collectivités	Les appuis financiers au profit des collectivités s'effectuent essentiellement sous forme de subventions. Ils comprennent : 1. la subvention TPP servie aux communes depuis 1995. Elle est issue de la répartition des produits de la Taxe sur les Produits Pétroliers (TPP) entre l'Etat et les collectivités territoriales ; 2. la subvention des salaires des ex-agents provinciaux : après, la suppression des provinces en tant que collectivité territoriale, leur personnel a été transféré aux communes et aux régions. Pour alléger le poids de ces salaires sur les budgets de fonctionnement, l'Etat a décidé d'octroyer une subvention chaque année pour la prise en charge des salaires de ces ex-agents provinciaux ; 3. les dotations globales qui représentent la contribution de l'Etat aux dépenses de fonctionnement et d'investissement des collectivités territoriales ; 4. les interventions ponctuelles (participations) ; 5. les transferts de ressources en accompagnement des compétences transférées.
Autorisation d'engagement (AE)	Les autorisations d'engagement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être juridiquement engagées au cours de l'exercice pour la réalisation des investissements prévus par la loi de finances. Pour une opération d'investissement directement exécutée par l'Etat, l'autorisation d'engagement couvre une tranche constituant une unité individualisée formant un ensemble cohérent et de nature à être mise en service sans adjonction. Pour les contrats de partenariats publics-privés, contrats par lesquels l'Etat confie à un tiers le financement, la réalisation, la maintenance ou l'exploitation d'opérations d'investissements d'intérêt public, les autorisations d'engagement couvrent, dès l'année où les contrats sont conclus, la totalité de l'engagement juridique.
Autres droits d'enregistrement (ADE)	Impôt principalement perçu sur l'enregistrement des marchés publics et accessoirement par la taxation d'autres actes que ceux portant transmission de propriété ou de jouissance de biens.
Actifs extérieurs nets (AEN)	Solde de l'ensemble des opérations de la Banque Centrale et des Autres Institutions de Dépôt (AID) avec l'extérieur. Il s'obtient en déduisant des créances brutes sur l'extérieur, l'ensemble des engagements extérieurs.
Autorité contractante	Personne morale de droit public ou de droit privé à savoir, les ministères et institutions, les autorités administratives indépendantes, le Parlement, les missions diplomatiques et consulaires, les collectivités territoriales et leurs établissements publics, les établissements publics de l'Etat, les agences d'exécution et les personnes morales ayant la qualité d'organisme de droit public ou assimilé, les sociétés d'Etat, les sociétés à participation financière publique majoritaire, les associations formées par une ou plusieurs de ces personnes morales de droit public, signataire d'un marché public ou d'une délégation de service public.

Concepts	Définitions
Balance commerciale	Compte de la balance des paiements qui retrace la valeur des biens exportés et la valeur des biens importés. Pour calculer la balance commerciale, la comptabilité nationale procède à l'évaluation des importations et des exportations de biens à partir des statistiques douanières de marchandises. Si la valeur des exportations dépasse celle des importations, on dit qu'il y a excédent commercial ou que la balance commerciale est excédentaire. Si les importations sont supérieures aux exportations, le pays a un déficit commercial ou sa balance commerciale est déficitaire.
Balance des biens et services	Elle regroupe la balance commerciale qui est la différence entre les exportations et les importations de biens et la balance des services qui est la différence entre les exportations et les importations de services (transport, communication, assurance, redevance et droits de licences, voyage, etc.)
Balance des paiements	Etat statistique qui retrace sous une forme comptable l'ensemble des flux d'actifs réels, financiers et monétaires entre les résidents d'une économie et les non-résidents au cours d'une période déterminée. Les flux économiques et financiers à l'origine de ces opérations sont répartis en distinguant le compte des transactions courantes (échanges de biens, de services, de revenus et de transferts courants), le compte de capital (transferts en capital) et le compte financier (investissements directs ou de portefeuille).
Balance des revenus primaires	Le solde du compte de revenu primaire est la différence entre les flux de revenus primaires reçus par les unités institutionnelles résidentes et ceux versés aux unités non-résidentes. Le revenu primaire représente le revenu qui revient aux unités institutionnelles en contrepartie de leur contribution à la production ou de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles. On distingue deux catégories de revenus primaires : - Les revenus liés au processus de production (la rémunération des salariés qui est le revenu de la contribution du facteur travail à la production et les impôts et les subventions sur les produits et la production qui constituent également un revenu en rapport avec la production) ; - Les revenus liés à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits (le revenu de la propriété est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et la location de ressources naturelles ; le revenu des investissements est le revenu procuré par la fourniture d'actifs financiers et comprend les dividendes et les revenus tirés des quasi-sociétés, les bénéfices réinvestis et les intérêts).
Balance des revenus secondaires	Le compte de revenu secondaire retrace les flux sans contreparties entre unités résidentes d'une économie et celles non-résidentes. Le revenu secondaire résulte de la redistribution ultérieure des revenus par transferts courants. Il est composé des transferts personnels et des autres transferts courants (impôts courants sur le revenu ou le patrimoine, cotisations sociales versées par les ménages aux organismes d'assurance sociale, prestations sociales payées au titre des régimes de sécurité sociale, primes nettes d'assurance-dommages et garanties, indemnités d'assurance-dommages et appels au titre de garanties, coopération internationale courante comprenant notamment l'aide budgétaire, aides humanitaires en nature ou en espèce, etc.). Les transferts personnels comprennent tous les transferts courants en espèce ou en nature effectués par des ménages ou reçus de ménages non-résidents par des ménages résidents.
Consultation de consultants	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés de prestations intellectuelles dont le montant prévisionnel est strictement inférieur à dix millions (10.000.000) de FCFA TTC.
Compte de capital	Il retrace les transferts en capital (remises de dette, aides à l'investissement) entre le pays et l'étranger et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers (brevets, droits d'auteur, etc.). Il y a transfert en capital lorsque la propriété d'un actif fixe est cédée ou lorsqu'un engagement financier est annulé par accord mutuel entre le débiteur et le créancier sans que ce dernier ne reçoive de contrepartie.
Compte de transactions courantes	Elément de la balance des paiements regroupant la balance des biens et services, la balance des revenus primaires et la balance des revenus secondaires.
Compte financier	Compte retraçant les différents flux financiers entre les résidents d'un pays et les non-résidents. Il prend en compte : les Investissements directs étrangers (IDE), les investissements de portefeuille (achat ou vente d'actions et d'obligations de l'étranger ou à l'étranger), les autres investissements (financement d'opérations commerciales et diverses opérations de prêts ou d'emprunts), et les « avoirs de réserve » qui recensent la variation des réserves de change d'un pays.
Comptes courants postaux (CCP)	Solde des comptes de particuliers et entreprises auprès des chèques postaux.
Consommation finale des administrations publiques	Dépenses courantes des administrations publiques consacrées à l'achat de biens et de services (y compris la masse salariale). Elle comprend aussi la plupart des dépenses au titre de la défense et de la sécurité nationale, mais non les dépenses militaires de l'État, qui font partie de la formation de capital par l'État.
Créances sur l'économie (CE)	Ensemble des créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) sur les secteurs intérieurs autres que l'Administration Centrale. Elles correspondent à la quantité de crédits dont

Concepts	Définitions
	bénéficient les particuliers et les sociétés non-financières publiques et privées pour le développement de leurs activités ou pour leur consommation.
Créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (CN-AC)	Concours net des institutions de dépôts à l'Etat ; elles correspondent aux créances des institutions de dépôt (BCEAO et AID) nettes de leurs engagements envers l'Administration Publique Centrale. NB : les CCP et CNE sont exclus du champ de l'Administration Publique Centrale
Crédits de paiement (CP)	Les crédits de paiement constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année.
Demande de cotations non formelle	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises est inférieur à un million (1 000 000) de FCFA.
Demande de cotations formelle	Procédure de mise en concurrence simplifiée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipements et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprises est supérieur ou égal à un million (1 000 000) de FCFA et strictement inférieur à dix millions (10 000 000) de FCFA.
Demande de prix	Procédure de mise en concurrence accélérée que l'on peut utiliser pour les marchés publics de travaux, de fournitures, d'équipement et de services courants d'un montant prévisionnel estimé en toutes taxes comprise n'excédant pas les seuils suivants : a. Pour les marchés de travaux : - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cent millions (100 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat. b. Pour les marchés de fournitures, d'équipement et services courants : - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à cinquante millions (50 000 000) de FCFA TTC pour les ministères, les institutions, les autorités administratives indépendantes, les établissements publics de l'Etat, les collectivités territoriales et les autres organismes publics ; - Montant prévisionnel supérieur ou égal à dix millions (10 000 000) de FCFA TTC et strictement inférieur à soixante-quinze millions (75 000 000) de FCFA TTC pour les sociétés d'Etat.
Demande de propositions allégées	Procédure de mise en concurrence simplifiée pour les marchés de prestations intellectuelles dont le montant prévisionnel est supérieur ou égal à dix millions (10.000.000) de FCFA TTC et strictement inférieur à trente millions (30.000.000) de FCFA TTC
Demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt	La demande de proposition précédée d'un avis à manifestation d'intérêt est la procédure de droit commun pour la passation des marchés de prestations intellectuelles. Le contrat de prestations intellectuelles recouvre les activités qui ont pour objet des prestations à caractère principalement intellectuel, dont l'élément prédominant n'est physiquement quantifiable.
Dépenses	Engagements non remboursables des administrations, qu'il s'agisse d'opérations avec ou sans contrepartie. Elles se décomposent en dépenses ordinaires et en dépenses en capital.
Dépenses communes interministérielles	Section 99 du budget destinée à la prise en charge des besoins de financement des ministères et institutions, nés en cours d'année et de certaines dépenses spécifiques (subvention hydrocarbure, remboursement TVA, etc.).
Dépenses en capital	Dépenses d'investissement. Elles sont, en principe, destinées à l'acquisition de biens de capital fixe, de stocks stratégiques ou d'urgence, de terrains ou d'actifs incorporels ; elles concernent aussi les paiements sans contrepartie ayant pour but de permettre aux bénéficiaires d'acquérir des biens de capital. Cependant, l'acquisition par l'Etat de biens de capital pour les entreprises publiques est considérée comme une prise de participation et enregistrée en prêts nets. Les dépenses en capital sont regroupées selon l'origine du financement (ressources propres ou ressources extérieures, ces dernières portant sur l'ensemble du programme d'investissement public). On distingue également les investissements directement exécutés par les administrations publiques et les transferts en capital effectués par elles.
Dépenses ordinaires	Somme des charges financières de la dette, des dépenses de personnel, des dépenses d'acquisition de biens et services, des dépenses de transferts courants et des dépenses en atténuation des recettes.
Dette	Montant, à une date donnée, de l'encours des engagements courants effectifs qui comportent l'obligation pour le débiteur de rembourser le principal et/ou verser des intérêts, à un ou plusieurs moments futurs, et qui sont dus à des résidents d'une économie par des personnes ou entités de la même économie et/ou d'autres économies.
Dette avalisée	Dette pour laquelle l'Etat ou ses démembrements est (sont) constitué(s) aval (garant personnel).
Dette bilatérale	Ensemble des dettes contractées à une date donnée par un Etat auprès d'un autre Etat.

Concepts	Définitions
Dettes extérieures	Montant à une date donnée des engagements contractuels en cours et ayant donné lieu à un versement des résidents d'un pays vis-à-vis des non-résidents, comportant obligation de remboursement du principal avec ou sans paiement d'intérêt.
Dettes intérieures (ou domestiques)	Ensemble des dettes contractées auprès d'acteurs résidents dans le pays et exprimées en monnaie locale.
Dettes intérieures contractuelles	Appelée « instruments de dette intérieure » par les Institutions de Bretton Woods, elle regroupe les dettes obtenues sur la base d'un contrat, d'une convention ou tout autre engagement signé entre l'Etat et les partenaires ou tout autre souscripteur, personne physique ou morale, résidents. Ce sont les conventions d'emprunts passées avec les institutions financières et celles non financières, les obligations du Trésor, les bons du Trésor, les dettes irisées ou consolidées sur les entreprises publiques ou privées et sur la banque centrale.
Dettes intérieures flottantes	Appelée « autres dettes » par les Institutions de Bretton Woods, elle regroupe les engagements financiers à court terme de l'Etat, qui ne nécessitent pas l'établissement d'un contrat en tant que tel ; Elle regroupe deux catégories de dépenses à savoir les instances de paiement auprès du Trésor Public et les autres engagements de l'Etat à honorer par le biais du Trésor.
Dettes multilatérales	Ensemble des dettes contractées par un État auprès d'un groupe d'États ou d'une Institution financière internationale (Banque mondiale, FMI, banques de développement régionales (comme la Banque africaine de développement) et autres institutions multilatérales (comme le Fonds européen de développement)).
Dettes publiques	Dettes résultant d'emprunts contractés par l'Etat ou ses démembrements auprès d'entités résidentes et/ou non résidentes.
Dettes publiques extérieures	Elle représente l'ensemble des prêts contractés par les pouvoirs publics d'un pays auprès de créanciers (privés ou publics, bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs.
Différé de remboursement	Il correspond à la période, généralement au début de l'emprunt, pendant laquelle l'emprunteur n'a pas à rembourser de capital. Mais durant cette période, l'emprunteur rembourse les intérêts de la dette.
Document de prévision budgétaire et économique pluriannuelle (DPBEP)	C'est un instrument de programmation triennal qui permet, sur la base d'un cadrage macroéconomique, d'évaluer le niveau global des recettes attendues de l'Etat, décomposées par grande catégorie d'impôts et de taxes et les dépenses budgétaires décomposées par grande catégorie de dépenses.
Document de programmation pluriannuelle des dépenses (DPPD)	Le DPPD est un Instrument budgétaire sectoriel pluriannuel glissant établi en référence au DPBEP. Il présente l'évolution budgétaire des programmes sur une période de trois ans. Tous les ministères, budgets annexes et comptes spéciaux présentent chacun un DPPD qui regroupe les programmes qui leurs sont associés.
Droits fixes	Les droits fixes communément appelés frais de permis de recherche sont des taxes perçues par l'Etat avant l'octroi du permis. Les droits fixes sont acquittés en une seule fois par tout requérant lors de l'octroi, du renouvellement, du transfert des titres miniers ou des autorisations administratives délivrés en vertu du code minier.
Éléments de don	Différence entre la valeur nominale (ou valeur actualisée des décaissements) et la valeur actualisée du service de la dette, exprimée en pourcentage de la valeur nominale du prêt. C'est un indicateur qui permet de mesurer le degré de confessionnalité du prêt.
Emprunt d'Etat	Obligation ou titre de créance négociable émis généralement dans sa propre devise par un gouvernement.
Encours de la dette	Montant à une date donnée des décaissements de dette non encore remboursés ou annulés.
Endettement public	Action du secteur public (administration centrale, sociétés à capitaux publics, collectivités territoriales, établissements publics de l'Etat) impliquant la création d'une dette.
Épargne de fonctionnement	Encore appelé prélèvement sur les dépenses de fonctionnement, l'épargne de fonctionnement est le montant provenant du prélèvement effectué sur les dépenses de fonctionnement. Le taux est d'au moins 20%.
Exportations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands fournis au reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services non facteurs. La valeur des revenus des facteurs et de la propriété (autrefois qualifiés de services, y compris les revenus des facteurs), comme le produit des placements, les intérêts et le revenu du travail, en est exclue.
Exportations Free on Board (FOB)	Valeur des marchandises exportées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Financement	Par définition, le financement total est égal au déficit ou à l'excédent des opérations de l'Etat sur base caisse. Il représente donc les variations des engagements de l'Etat au titre de ses remboursements futurs et celles de ses avoirs liquides, qui lui sont nécessaires pour couvrir les différences entre ses décaissements et ses encaissements. Le financement recouvre les opérations par lesquelles les administrations publiques contractent des emprunts et les remboursent, ou reçoivent des dépôts de tiers pour gérer leurs liquidités. Il comprend aussi la variation nette des avoirs que ces administrations détiennent sous forme de monnaie et de dépôts.
Fonds communs ou paniers communs	Instrument d'intervention des PTF. Ils permettent aux PTF de cofinancer des programmes d'envergure dans une perspective d'harmonisation des procédures et des conditions de décaissements. Dans sa mise en œuvre, un PTF chef de file est désigné pour assurer la coordination avec le gouvernement.

Concepts	Définitions
Formation brute de capital fixe (FBCF)	Dépenses consacrées à l'accroissement du capital fixe de l'économie, plus les variations nettes du niveau des stocks. L'accroissement du capital fixe recouvre les travaux d'amélioration foncière (clôtures, fossés, canaux d'écoulement, etc.) ; les installations et achats d'outillages et de matériels ; et la construction de routes, voies ferrées, et autres infrastructures, y compris les écoles, les immeubles de bureaux, les hôpitaux, les logements privés et les établissements commerciaux et industriels. Les stocks comprennent les quantités de marchandises détenues par les entreprises pour faire face à des fluctuations temporaires ou imprévues des niveaux de la production ou des ventes, ainsi que les « travaux en cours ».
Entente directe	Lorsque l'autorité contractante engage les discussions qui lui paraissent utiles avec un entrepreneur, un fournisseur, ou un prestataire de services et propose à l'autorité compétente l'attribution du marché à celui qu'elle a retenu. Le marché peut être passé par entente directe dans les cas suivants : 1. extrême urgence, pour les travaux, fournitures ou services que l'autorité contractante doit faire exécuter en lieu et place de l'entrepreneur, du fournisseur ou du prestataire défaillant ; 2. catastrophe naturelle renvoyant au déchaînement des forces de la nature entraînant d'importants dégâts et tout autre évènement analogue imprévisible, indépendant de la volonté de l'autorité contractante et qu'elle ne peut surmonter en dépit de sa diligence et ne permettant pas de respecter les délais prévus dans les conditions d'appel à la concurrence nécessitant une intervention immédiate et lorsqu'elle n'a pas pu prévoir les circonstances qui sont à l'origine de l'urgence ; 3. lorsque les besoins ne peuvent être satisfaits que par une prestation nécessitant l'emploi d'un brevet d'invention, d'une licence ou de droits exclusifs détenus par un seul entrepreneur, un seul fournisseur ou un seul prestataire ; 4. lorsque les marchés ne peuvent être confiés qu'à un prestataire déterminé pour des raisons techniques ou s'il y a une nécessité de continuer avec le même prestataire ou pour des raisons artistiques ; 5. lorsque les prestations requièrent la sélection d'un consultant particulier en raison de sa qualification unique ou de la nécessité de continuer avec le même prestataire ; 6. lorsque les prix unitaires des biens sont réglementés ou font l'objet d'une tarification et que le montant du contrat est strictement inférieur à deux cent cinquante millions (250 000 000) de FCFA toutes taxes comprises ; 7. lorsque la procédure de demande de cotation est infructueuse ; 8. pour les prestations spécifiques dont la liste et les modalités de mise en œuvre sont données par arrêté du ministre en charge du budget.
Importations de biens et services	Valeur de tous les biens et services marchands provenant du reste du monde : marchandises, fret, assurances, voyages et autres services hors facteurs.
Importations Free On Board (FOB)	Valeur des marchandises importées sans les frais de transport et autres frais, taxes et charges d'assurances.
Impôt sur les bénéfices industriels des personnes physiques	Impôt annuel perçu sur les bénéfices des activités ou des professions industrielles, commerciales, artisanales, agricoles, pastorales et forestières exercées par les exploitants individuels. Il est également perçu sur les bénéfices réalisés par les titulaires de permis d'exploitation minière et d'autorisation d'exploitation de carrières.
Impôt sur les revenus des créances dépôts et cautionnements (IRC)	Impôt appliqué aux revenus de capitaux mobiliers entendus comme les intérêts, arrérages, primes de remboursement et tous autres produits des créances, dépôts, cautionnements et comptes courants ainsi que les produits des clauses d'indexation afférentes aux sommes mises ou laissées à la disposition d'une société par ses associés ou ses actionnaires.
Impôt sur les revenus des valeurs mobilières (IRVM)	Impôt perçu sur les revenus distribués par les sociétés et personnes morales soumises à l'impôt sur les sociétés. Cet impôt est prélevé à la source sur les dividendes, jetons de présence, tantièmes, autres revenus des actions, parts sociales et obligations mis à la disposition des bénéficiaires. Il est régi par les articles 648 à 668 du Code de l'Enregistrement, du Timbre et de l'Impôt sur les Valeurs Mobilières.
Impôt sur les sociétés (IS)	Impôt perçu sur l'ensemble des bénéfices ou revenus des sociétés, des autres personnes morales et des organismes assimilés (regroupés sous le vocable de « sociétés ») ayant une activité commerciale.
Impôt unique sur les traitements et salaires (IUTS)	Impôt dû mensuellement par les salariés domiciliés au Burkina Faso sur leurs revenus tels que les traitements publics et privés, les salaires, les indemnités, les émoluments, y compris les avantages en nature à l'exception de ceux supportés par l'Etat, les Collectivités territoriales et les Etablissements publics n'ayant pas un caractère industriel ou commercial. Autrement dit, l'IUTS est perçu sur toute rémunération versée à une personne à l'occasion ou en contrepartie d'une activité qu'elle en vertu d'un contrat écrit ou tacite qui la place en état de subordination vis-à-vis d'un employeur.
Impôts sur les revenus fonciers (IRF)	Impôt perçu sur les revenus de la location ou sous-location des immeubles bâtis ou non bâtis quel que soit leur usage, ainsi que les revenus accessoires.
Indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC)	Mesure de l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages entre deux périodes. Il s'agit d'un indice synthétique de type Laspeyres calculé mensuellement. L'indice annuel est une moyenne simple des indices élémentaires mensuels. Il est dit harmonisé car sa méthodologie est commune à tous les pays de l'UEMOA.

Concepts	Définitions
Investissements de portefeuille	Achats de titres de propriété ou de créance émis par des agents non-résidents (c'est-à-dire, schématiquement, à l'étranger) par des épargnants qui ne désirent pas pour autant prendre le contrôle de l'entreprise, mais simplement placer leur argent dans une optique de rentabilité. Conventionnellement, selon le FMI, on considère qu'un achat d'action est un investissement de portefeuille (un placement) tant que le Total des actions détenues représente moins de 10 % du capital social de l'entreprise.
Investissements directs étrangers (IDE)	Achats de titres d'entreprises par des agents non-résidents afin d'obtenir "un intérêt durable et la capacité d'exercer une influence dans la gestion". Ils peuvent prendre la forme d'une création d'entreprise, du rachat d'une entreprise existante, ou encore d'une simple prise de participation dans le capital d'une entreprise, à condition que cela permette d'obtenir un pouvoir de décision effectif dans la gestion. Plus précisément, d'après la définition du FMI, les IDE connaissent quatre formes : La création d'une entreprise ou d'un établissement; l'acquisition d'au moins 10 % du capital social d'une entreprise étrangère déjà existante ; le réinvestissement de ses bénéfices par une filiale ou une succursale située à l'étranger ; les opérations entre la maison mère d'une firme transnationale et ses filiales (souscription à une augmentation de capital, prêts, avances de fonds, etc).
Loi de finances initiale (LFI)	Loi prévoyant et autorisant, pour chaque année civile, l'ensemble des ressources et des charges de l'État. Elle comprend deux parties distinctes : Dans la première partie, elle autorise la perception des ressources publiques et comporte les voies et moyens qui assurent l'équilibre financier. Dans la seconde partie, elle fixe pour le budget général le montant global des crédits applicables aux services votés et arrête les autorisations nouvelles par titre et par ministère ; elle autorise, en distinguant les services votés des opérations nouvelles, les opérations des budgets annexes et les opérations des comptes spéciaux du Trésor. La loi de finances initiale doit être votée avant le début de l'année à laquelle elle se rapporte.
Loi de finances rectificative (LFR)	Loi modifiant en cours d'année, les dispositions de la loi de finances initiale de l'année (appelée aussi "collectif").
Loi de règlement (LR)	Loi constatant les résultats financiers de chaque année civile et approuvant les différences entre les résultats et les prévisions de la Loi de finances de l'année, complétée, le cas échéant par ses lois rectificatives.
Marché public	Contrat administratif écrit, conclu à titre onéreux par une autorité contractante avec des entités privées ou publiques pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures, d'équipements ou de services.
Masse monétaire (M2)	Ensemble des créances détenues par le reste de l'économie sur les institutions monétaires. Autrement, c'est la quantité de monnaie en circulation (ensemble des valeurs susceptibles d'être converties en liquidités) dans l'économie à un instant donné. Elle est constituée de la circulation fiduciaire, des dépôts transférables et des autres dépôts qui ne peuvent être utilisés immédiatement et sans coût comme moyen de paiement.
Minimum forfaitaire de perception (MFP)	Impôt équivalent à l'impôt sur les sociétés, perçu au titre d'une année déterminée, sur les sociétés déficitaires ou dont le résultat fiscal ne permet pas de générer un impôt sur les sociétés supérieur à un montant déterminé indiqué par le Code général des Impôts.
Obligations cautionnées (OC)	Traites douanières, cautionnées par une ou plusieurs banques, souscrites au profit du Trésor public par les particuliers ou entreprises, auxquels ont été consentis des délais de paiement.
Participation de l'Etat	Dans le domaine des finances locales, la participation de l'Etat est constituée d'un montant prévisionnel des contributions financières de l'Etat aux dépenses de fonctionnement d'une collectivité territoriale.
Prélèvement communautaire (PC)	Un prélèvement perçu pour le compte de la CEDEAO sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de la CEDEAO (0,5% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Prélèvement communautaire de solidarité (PCS)	Un prélèvement perçu pour le compte de l'UEMOA sur toutes les importations de marchandises originaires de pays tiers de l'Union (0,8% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Produit intérieur brut (PIB)	Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières : le PIB selon l'optique production est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activités, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activités) ; le PIB selon l'optique dépense est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ; le PIB selon l'optique revenu est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.
Programmation triennal d'investissements publics glissant	Le Programme triennal d'investissements publics glissant décrit le cadre de cohérence des investissements publics avec les grandes orientations de l'Etat définies dans les différents référentiels de développement économique et social. Il s'appuie sur le CBMT et constitue de ce fait un outil de gestion qui permet d'améliorer la transparence budgétaire et la visibilité des investissements. C'est un cadre de programmation des investissements sur une période de

Concepts	Définitions
	trois (3) ans, qui a pour ambition de présenter l'allocation des ressources budgétaires en se fondant sur des programmes réalistes et réalisables par les différents départements ministériels et institutions.
Programme	Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions représentatif d'une politique publique clairement définie dans une perspective de moyen terme. Aux programmes sont associés des objectifs précis, arrêtés en fonction de finalités d'intérêt général et des résultats attendus.
Ratio du service de la dette par rapport aux revenus	Montant du service de la dette extérieure en fin d'année rapporté aux recettes propres. Il sert à évaluer la charge du service de la dette extérieure par rapport aux recettes.
Recettes	Ensemble des encaissements non remboursables et sans contrepartie provenant de prélèvements obligatoires (tels les impôts) ainsi que les encaissements non remboursables et avec contrepartie (tels que le revenu de la propriété et du patrimoine, les droits divers et redevances) ne provenant pas d'autres administrations publiques, nationales ou étrangères, ou d'organisations internationales.
Recettes en capital	Paiements comportant une contrepartie correspondant à une opération en capital telle que la vente de biens de capital fixe, de stock, de terrains ou d'actifs incorporels. On rajoutera aux recettes en capital les recettes du portefeuille des participations de l'Etat et des transferts en capital (versements sans contrepartie effectuées à des fins de formation de capital) provenant de sources autres que les administrations publiques. Elles ne comprennent pas le produit des privatisations, qui doit être classé en financement.
Recettes fiscales	Paiements sans contrepartie et non remboursables effectués au profit des administrations publiques. Elles comprennent également les droits et frais perçus par les administrations n'ayant aucune commune mesure avec le coût ou l'ampleur du service fourni au payeur.
Recettes non fiscales	Elles comprennent tous les encaissements non remboursables des administrations publiques ayant une contrepartie à l'exception de ceux qui proviennent des ventes de biens en capital, toutes les amendes et pénalités à l'exception de celles relatives aux infractions fiscales, et tous les encaissements courants des administrations publiques représentant des versements volontaires, non remboursables et sans contrepartie.
Redevance informatique (RI)	Redevance perçue sur les déclarations en détail (5000 FCFA par déclaration en détail d'un article majoré de 1000 FCFA par article supplémentaire) pour les bureaux de douane informatisés.
Redevance statistique	Taxe inscrite au tableau des droits du Tarif extérieur commun de la CEDEAO (1% de la valeur en douane de la marchandise importée).
Remise spéciale (RSP)	Remise payée sur les déclarations dont les droits et taxes sont liquidés à crédit (1/1000 sur le montant des droits et taxes liquidés).
Ressources financières transférées	Les ressources transférées sont des ressources affectées. En effet, la loi portant code général des collectivités territoriales au Burkina Faso exige que tout transfert de compétences soit accompagné d'un transfert de ressources. L'Etat a commencé à procéder à partir de 2009 aux transferts de ressources.
Retenues à la source	Technique de prélèvement de l'impôt. Elle est réalisée pour l'Etat par un tiers payeur tel qu'un employeur (pour les revenus provenant d'une activité salariée) ou encore une banque (pour les revenus découlant de valeurs mobilières), comme un acompte sur la somme finale de l'impôt.
Retenues extérieures (RET/EXT)	Idem aux retenues à la source.
Retenues intérieures (RET/INT)	Idem aux retenues à la source, avec la particularité d'être collectées par les sociétés minières sur leurs fournisseurs.
Royalties ou redevances proportionnelles	C'est un ensemble de redevances dues, en échange d'un droit d'exploitation ou de passage, au propriétaire d'un terrain. Les royalties ainsi reversées par des exploitants, sont perçues sur la base d'un protocole préalablement établi. Elles sont calculées en fonction de la valeur, du type de minerai ou carrière exploité.
Secteur primaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale est l'agriculture, l'élevage, la chasse, la pêche ou la sylviculture.
Secteur secondaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève de l'industrie manufacturière; de l'industrie extractive; de la production et la distribution de l'électricité, de l'eau et du gaz; des bâtiments et travaux publics.
Secteur tertiaire	Secteur d'activité composé des entreprises ou unités dont l'activité principale relève du commerce, du transport, des communications, des banques et assurances, des autres services et de l'administration.
Sections	Ministères ou institutions bénéficiaires de dotations/prévisions budgétaires. Elles sont codifiées par deux (02) caractères et correspondent au premier niveau de la classification par destination.
Service de la dette	Principal remboursé ou à rembourser ainsi que les autres charges liées à l'emprunt (intérêts, commissions) payées ou à payer pendant une période donnée.
Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés (SIFIM)	Part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts (crédits) qu'ils leur accordent.

Concepts	Définitions
Solde budgétaire global	Capacité/besoin de financement, corrigé de la réorganisation des transactions sur actifs financiers et passifs réputées servir les objectifs de la politique générale (prêts en appui de politiques). Les prêts en appui de politiques sont ajoutés aux charges. Le produit de la privatisation tiré de la vente d'actifs non financiers et le remboursement des prêts sont inclus dans les transactions sur postes financiers dans le calcul du solde budgétaire global.
Solde courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes. Ce solde indique l'effort consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public.
Solde de base	Ce solde représente les recettes totales hors dons auxquelles il faut soustraire les dépenses courantes et les dépenses d'investissement sur ressources internes.
Solde global	Capacité/besoin de financement, y compris les transactions sur actifs financiers et passifs liées aux objectifs de la politique économique. Les soutiens financiers accordés sous forme de crédits doivent être assimilés à des charges, mais tous les produits des privatisations (y compris la vente d'actifs fixes) doivent être inclus parmi les transactions sur actifs financiers.
Solde global base engagement (déficit ou excédent)	Le solde global mesure l'écart entre les ressources (Recettes Totale et dons) et les dépenses (Dépenses Totales et prêts nets). (Excédent, si les ressources sont supérieures aux dépenses ; déficit, dans le cas contraire).
Solde global hors dons	Il est égal à la différence entre les Recettes Totales et les Dépenses Totales et prêts nets. Il indique véritablement l'ampleur de l'effort budgétaire nécessaire pour équilibrer la situation financière de l'Etat, sans avoir recours aux dons. De plus, il permet de tenir compte de la nature discrétionnaire et souvent difficilement prévisible des dons.
Solde primaire	Solde représentant la Capacité/besoin de financement hors charge d'intérêts ou charge nette d'intérêts. Il est utilisé pour l'analyse de la viabilité de la dette nette.
Solde de base	Solde global hors dons et hors investissements financés sur ressources extérieures. C'est un indicateur qui permet de mesurer la soutenabilité de la politique budgétaire.
Solde primaire de base	Solde primaire hors investissements financés par l'extérieur. C'est un indicateur qui permet de mesurer la capacité du pays à assurer le service de sa dette.
Solde primaire courant	Il est égal aux recettes courantes moins dépenses courantes hors charges de la dette. Il indique l'effort qui serait consenti sur les ressources propres au profit de l'investissement public si la charge de la dette ne devrait pas être payée.
Soutenabilité de la dette	Situation dans laquelle un pays peut honorer toutes ses obligations en termes de service de la dette, maintenant et dans un futur déterminé, sans recourir à des restructurations de sa dette, sans accumuler d'arriérés et sans compromettre sa croissance économique.
Soutenabilité des finances publiques	Situation dans laquelle un pays est en mesure de remplir ses obligations actuelles et futures au titre du service de la dette, sans recourir aux financements exceptionnels (accumulation d'arriérés et/ou rééchelonnement) et sans compromettre la stabilité de son économie.
Stock de la dette	Il s'agit de l'encours de la dette qui prend en compte les intérêts échus.
Stratégie d'endettement public	Ensemble des décisions prises pour mettre en œuvre la politique d'endettement public et de gestion de la dette.
Taxe sur les activités financières (TAF)	C'est un impôt spécifique applicable aux activités bancaires et financières. La taxe est acquittée par la personne bénéficiaire d'une prestation à caractère bancaire ou financier et d'une manière générale aux commerces des valeurs et de l'argent à l'exception des opérations de crédit-bail. Les opérations imposables à la TAF sont ainsi exonérées de la TVA. La loi a fixé le taux de la taxe à 17%. Ce taux de droit commun, s'applique à toute personne redevable de la TAF.
Tableau des opérations Financières de l'Etat (TOFE)	Instrument statistique cohérent qui permet de mesurer d'une part, l'activité des administrations publiques et leur impact sur les autres secteurs de l'économie et d'autre part, l'interaction entre les finances publiques et les différents agrégats macro-économiques (balance des paiements, situation monétaire, épargne et investissement). Il est essentiel pour la formulation, le suivi et la coordination des politiques budgétaires.
Taxe patronale et d'apprentissage (TPA)	Impôt payé par les personnes physiques et morales ainsi que des organismes qui paient des rémunérations à titre de traitements, indemnités, émoluments et salaires, et le cas échéant, qui accordent des avantages en nature. La TPA est due mensuellement par les employeurs.
Taxe sur la valeur ajoutée (TVA)	Impôt indirect sur les dépenses de consommation payé par les entreprises sur les ventes ou les services rendus à des tiers. Dans la pratique, la TVA est payée par le consommateur et collectée par les entreprises qui participent au processus de production et de commercialisation, à concurrence d'un montant proportionnel au prix de vente hors taxe (HT). Le taux unique de 18% est applicable à toutes les opérations taxables.
Taxes superficielles	La taxe superficielle est une redevance perçue par l'Etat et les collectivités territoriales sur tout exploitant de site minier. La somme due est proportionnelle à la superficie octroyée. Les taxes superficielles sont calculées annuellement, proportionnellement à la superficie occupée.
Tirages sur emprunts	Décaissement partiel ou total accordé par un bailleur à l'emprunteur sur le montant initialement convenu entre les deux parties.
Titre minier	C'est un Acte réglementaire donnant la prérogative d'effectuer la recherche ou l'exploitation des substances minérales conformément aux dispositions du code minier. Sont des titres miniers le permis d'exploitation de grande ou de petite mine, le permis d'exploitation semi-mécanisée de substance de mines, l'autorisation d'exploitation industrielle de substance de carrière et l'autorisation d'exploitation semi-mécanisée de substance de carrière.
Titre1	Jusqu'en 2003, il était intitulé « charge de la dette publique ».

Concepts	Définitions
	Depuis 2004, il s'intitule « amortissements, charge de la dette et dépenses en atténuation des recettes ». A partir de 2017, il s'intitule « Charges financières de la dette ».
Titre2	Dépenses de personnel
Titre3	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dépenses de matériels ». Depuis 2004, il s'intitule « dépenses de fonctionnement ». A partir de 2017, il s'intitule « dépenses d'acquisition de biens et services ».
Titre4	Transferts courants. A partir de 2017, il s'intitule « dépenses de transferts courants ».
Titre5	Jusqu'en 2003, il était intitulé « dotation aux amortissements de la dette publique ». Depuis 2004, il s'intitule « investissements exécutés par l'Etat ».
Titre6	Jusqu'en 2003, il était intitulé « Equipement-investissement et transferts en capital ». Depuis 2004, il s'intitule « Transfert en capital ».
Transferts	Les transferts concernent les virements effectués par l'Etat pour soutenir ses sous-secteurs ou d'autres secteurs de l'économie (par exemple, les subventions aux entreprises publiques, les subventions aux collectivités publiques autonomes, les bourses d'études, les subventions aux produits de première nécessité) mais aussi les dépenses liées à la participation de l'Etat aux organisations internationales, comme par exemple les cotisations annuelles.
Valeur ajoutée	Différence entre la production et les consommations intermédiaires. C'est la richesse produite par l'ensemble des unités de production.
Variations des stocks	Valeur des entrées en stocks diminuée de la valeur des sorties de stocks et des pertes courantes sur stocks.
Inclusion financière	Ensemble de mécanismes permettant à tous d'accéder et d'utiliser efficacement une gamme de produits et services financiers à des coûts abordables offerts par des institutions saines.
Taux de Bancarisation Elargi (TBE)	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) titulaire de comptes dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor, auquel s'ajoute celui des détenteurs de comptes dans les institutions de microfinance.
Taux de Bancarisation Strict (TBS)	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne et le Trésor Public.
Taux Global d'Utilisation des Services Financiers (TGUSF) ou taux d'inclusion financière :	Pourcentage de la population adulte (15 ans et plus) détenant un compte dans les banques, les services postaux, les caisses nationales d'épargne, le Trésor Public et les institutions de microfinance, auquel s'ajoute celui des titulaires de comptes de monnaie électronique.
Taux d'intérêt nominal des dépôts (TINd)	Moyenne des Rémunération des dépôts des épargnants au niveau des banques.
Taux d'intérêt nominal des crédits (TINc)	Moyenne des Coûts supportés par les clients pour accéder aux crédits octroyés par les banques.
Viabilité de la dette	Situation dans laquelle l'évolution du rapport de la valeur actualisée nette (VAN) de la dette sur les exportations de biens et services, le PIB nominal et sur les recettes budgétaires est en deçà des normes définies.

METADONNEES

1. Taux d'inflation (en %)

Objectif : Mesurer l'évolution moyenne des prix des biens et services consommés par les ménages.			
Définition : Le taux d'inflation annuel est la variation du niveau moyen de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) entre deux années consécutives.			
$\text{Taux d'inflation} = \frac{IHPC_t - IHPC_{t-1}}{IHPC_{t-1}} \times 100$			
Référence de l'indicateur : Critère de convergence de l'UEMOA	Producteur : INSD.	Désagrégation : Fonction de consommation, groupe et sous-groupe.	Périodicité : Mensuelle, Annuelle
Sources : INSD : Publications mensuelles IHPC, Annuaire statistique de l'INSD. Site Internet : www.insd.bf			

2. Produit intérieur brut (PIB) par tête en FCFA

Objectif : Mesurer la création de richesses.			
Définition : Le produit intérieur brut nominal (PIB nominal) correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique à une période donnée, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation. Il couvre l'ensemble des activités productrices, y compris celles du secteur informel. Il est le rapport entre la valeur de PIB nominal et la population de l'année concernée.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{PIB nominal}}{\text{Population totale}} \text{ (en FCFA)}$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

3. Taux de croissance du PIB réel (en %)

Objectif : Mesurer la création de richesses, c'est à dire de la croissance économique, d'une année par rapport à une autre.			
Définition : Le PIB réel ou en volume (constant) est la valeur du PIB en tenant compte de la variation des prix, c'est-à-dire de l'inflation. Le PIB réel est constitué par la valeur des biens produits au cours de la période t mesurés à prix constants. L'année de base, notée t_0 , est 2015.			
$\text{PIB réel}_t = \sum_{i=1}^n P_i^{t_0} * Q_i^t \text{ avec}$ • $P_i^{t_0}$ = Prix (P_i) à la période de base t_0 • Q_i^t = Quantité (Q_i) à la période t			
$\text{Variation annuelle du PIB réel} = \frac{\text{PIB réel}_t - \text{PIB réel}_{t-1}}{\text{PIB réel}_{t-1}} * 100$			
Référence de l'indicateur : PNDES	Producteur : INSD, DGEP	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

4. Balance commerciale en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la contribution du commerce extérieur à la création de richesses.			
Définition : La balance commerciale en pourcentage du PIB est la différence entre le montant des exportations et celui des importations, rapportée au PIB nominal et exprimé en pourcentage.			
$\text{Indicateur} = \frac{\text{Exportations} - \text{Importations}}{\text{PIB nominal}} * 100$			
Référence de l'indicateur :	Producteur : INSD, DGEP.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle, Annuelle.
Sources : Comptes nationaux et Instrument Automatisé de Prévision ; Sites Internet : www.insd.bf ; www.dgep.gov.bf			

5. Encours de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la capacité du pays à générer des richesses nécessaires au remboursement de sa dette.

Définition : L'encours de la dette publique (intérieure et extérieure) est le montant qui a été décaissé mais qui n'a pas encore été remboursé ou annulé. En d'autres termes, il s'agit du total des décaissements réels moins les remboursements du principal. Le produit intérieur brut correspond à la somme des valeurs ajoutées créées par tous les agents économiques résidant sur le territoire économique, à laquelle on ajoute les droits et taxes perçus à l'importation.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Encours de la dette publique totale}}{\text{PIB nominal}} * 100$$

Référence de l'indicateur :
Critère de convergence de l'UEMOA.

Producteur :
DGTCP, DGEP, INSD, SP-CNPE

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Source : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision ;
Site Internet : www.tresor.bf, www.dgep.gov.bf, www.insd.bf

6. Valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la viabilité de la dette

Définition : La valeur actuelle de la dette est égale à la somme de toutes les obligations futures au titre du service de la dette existante (principal et intérêts), actualisée au taux d'intérêt du marché. Le ratio valeur actuelle de la dette en pourcentage du PIB permet de mesurer la capacité du pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du remboursement de la dette.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Valeur actuelle de la dette}}{\text{PIB nominal}} * 100$$

Référence de l'indicateur :
Initiative PPT

Producteur :
DGTCP, DGEP, INSD

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision
Site Internet : www.tresor.gov.bf, www.dgep.gov.bf, www.insd.bf

7. Service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services

Objectif : Mesurer la soutenabilité de la dette

Définition : Le service de la dette représente l'ensemble des paiements effectués au titre du remboursement du principal d'un prêt, des intérêts et des commissions d'engagement. Le ratio du service de la dette en pourcentage des exportations de biens et services permet de cerner la capacité d'un pays à remplir toutes ses obligations actuelles et futures au titre du service de sa dette extérieure, sans allègement de dette, ni rééchelonnement, ni accumulation d'arriérés sur la base des devises générées par les recettes d'exportations.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Service de la dette}}{\text{Exportations de biens et services}} * 100$$

Référence de l'indicateur :
Initiative PPT

Producteurs :
DGTCP, DGEP, INSD

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Sources : Compte nationaux, Instrument Automatisé de Prévision
Site Internet : www.tresor.gov.bf, www.dgep.gov.bf, www.insd.bf

8. Aide publique au développement en pourcentage du PIB

Objectif : Mesurer la dépendance du pays vis-à-vis de l'aide publique au développement.

Définition : C'est le ratio entre le montant total de l'APD et le PIB nominal de l'année concernée.

$$\text{Indicateur} = \frac{\text{Aide publique au développement}}{\text{PIB nominal}} * 100$$

Référence de l'indicateur :

Producteur :
DGCOOP ; DGEP ; INSD

Désagrégation :
Non désagrégé.

Périodicité :
Annuelle.

Sources : Rapport pour la coopération au développement, Instrument Automatisé de Prévision.
Sites Internet : www.insd.bf; www.dgcoop.gov.bf; www.dgep.gov.bf

9. Taux de pression fiscale

Objectif : Critère de second rang du pacte de convergence de l'UEMOA, il vise entre autre à renforcer la stabilité macroéconomique des Etats membres. Ce ratio se veut supérieur ou égal à 20%.

Définition : Le taux de pression fiscale mesure la proportion des recettes fiscales par rapport au PIB nominal

$$\text{Taux de pression fiscale} = \frac{\text{Recettes fiscales de l'année } n}{\text{PIB nominal}} * 100$$

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : CNPE.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Trimestrielle ; Annuelle.
--	------------------------------	--	---

Source : Rapports trimestriels sur la situation économique et financière

10. Incidence de la pauvreté (P₀)

Objectif : Mesurer la pauvreté, la vulnérabilité et les inégalités.

Définition : Proportion d'individus considérés comme pauvres dans une population donnée.

Un individu est dit pauvre lorsque son bien-être n'atteint pas un niveau considéré comme minimum « raisonnable » selon des critères spécifiés.

$$\text{Indicateur}(P_0) = \frac{\text{Nombre d'individus considérés comme pauvres}}{\text{Population totale}} * 100$$

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
--	------------------------------	---	------------------------------------

Source : Annuaire statistique national

Site Internet : www.insd.bf.

11. Profondeur de la pauvreté (P₁)

Objectif : Mesurer le degré de gravité de la situation des pauvres.

Définition : Déficit total de tous les pauvres en termes de consommation par rapport au seuil de pauvreté.

Il caractérise le manque à combler pour amener tous les pauvres au seuil de pauvreté.

$$\text{Indicateur } (P_1) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \frac{z-y_i}{z} \text{ avec } q=\text{nombre d'individus considérés comme pauvres}$$

n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y_i=dépende moyenne par individu pauvre

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
--	------------------------------	---	------------------------------------

Source : Annuaire statistique national

Site Internet : www.insd.bf.

12. Sévérité de la pauvreté (P₂)

Objectif : Mesurer l'éloignement moyen des pauvres du seuil de pauvreté.

Définition : Mesure liée de très près à l'écart de la consommation par rapport au seuil de pauvreté, mais elle accorde aux plus pauvres une pondération plus grande dans l'agrégation qu'aux moins pauvres.

$$\text{Indicateur } (P_2) = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z-y_i}{z} \right)^2 \text{ avec } q=\text{nombre d'individus considérés comme pauvres}$$

n=population totale ; z=seuil de pauvreté ; y_i=dépende moyenne par individu pauvre

Référence de l'indicateur : ODD, PNDES	Producteur : INSD.	Désagrégation : Région, milieu de résidence.	Périodicité : Triennale.
--	------------------------------	---	------------------------------------

Source : Annuaire statistique national

Site Internet : www.insd.bf.

13. Indice du développement humain

Objectif : Mesurer le développement humain.

Définition : Le calcul de l'IDH est basé sur trois dimensions essentielles du développement humain à savoir la santé / longévité mesurée par l'espérance de vie à la naissance, l'instruction mesurée par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire et les conditions de vie mesurées par le logarithme du Revenu National Brut (RNB) par habitant en Parité du Pouvoir d'Achat (PPA).

$$IDH = \sqrt[3]{\text{Indice de longévité} * \text{Indice d'instruction} * \text{Indice de revenu}}$$

La formule générale de calcul de chacun des trois indices est la suivante :
$$\frac{\text{Valeur constatée} - \text{Valeur min}}{\text{Valeur max} - \text{Valeur min}}$$

avec :

Indice	Mesure	Valeur maximale	Valeur minimale
Longévité	Espérance de vie à la naissance (EV)	83,4 ans	20 ans
Instruction	Durée moyenne de scolarisation pour les adultes	13,1 ans	0
	Durée attendue de scolarisation	20,6	0
Condition de vie	Log RNB par habitant (en PPA)	107721	100

Référence de l'indicateur :	Producteur : PNUD.	Désagrégation : Non désagrégé.	Périodicité : Annuelle.
------------------------------------	------------------------------	--	-----------------------------------

Sources : Institut National de la Statistique
Sites Internet : www.undp.org; www.insd.bf

EQUIPE D'ELABORATION DE L'ANNUAIRE STATISTIQUE

Nom et Prénom(s)	Structure
SANE/CONGO Aïssata	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BARRY Boureima	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SOME Bakounissouon	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GANSONRE Ismaël	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BAYALA Bouboulé	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
DARGA Raymond Bernard	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Mahamadi	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
NIKIEMA Joseph	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO A. Guélilou	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZONGO Alexis	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
TIENDREBEOGO Adama	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SIMPORE Charles	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Sayouba	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
SAWADOGO Mohamado	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
KABORE Adoline	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
ZIBA Didier Arnaud	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
GNUOLA Noundjoa	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
BAKOUAN Kassoum	Direction générale des études et des statistiques sectorielles
OUEDRAOGO Ousseni	Direction générale du Budget/DSB
SAWADOGO Abdoulaye	Direction générale du Budget/DTFCT
NIKIEMA Justine	Direction générale de la coopération
KI/OUEDRAOGO Fatoumata	Secrétariat technique de la promotion de l'inclusion financière
SAKANDE Abdoulaye	Direction générale des douanes
SOULAMA Tiakoumbié	Direction générale des impôts
SEGUEDA P. N. Téophile	Institut national de la statistique et de la démographie
SENI Yves Innocent	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/RG
OUEDRAOGO Haoua	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DSOFE
ZALLE Hamadé	Direction générale du Trésor et de la comptabilité publique/DDP
KABORE Hubert	Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers
OUEDRAOGO W. Claver	Direction générale des collectivités territoriales
NIKIEMA Jean Etienne	Direction de la gestion des finances
BORO Soraya	Banque centrale des états de l'Afrique de l'ouest
LOUGUE Théodore	Direction générale des affaires immobilières et de l'équipement de l'état
TAMBOURA Abdoul-Rasmané	Direction des ressources humaines
BOUDA/YAMEOGO T. Odette	Secrétariat permanent du comité national de politique économique

